L'URBANISME SOUS LA LOI DU PROFIT !

(NOTRE DOSSIER Pages 11 à 16)

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 399 - 24 avril 1976 - prix : 3 F

Le Portugal à la veille des élections

p.4 et 5

L'EXPULSION DES 16 GREVISTES DE LA SONOCOTRA

une infamie

de PONIA CHIRAC GISCARD

étudiants, lycéens, collégiens, les jeunes ne veulent pas du chômage

sommaire

DANS LE MONDE

Pages 6 et 7 :
— Le Portugal à la veille des élections :
— Les partis en présence.
— Le parlementarisme de Soares sera-t-il un parlementarisme sans Soares ?
— Italie : le PCI déjà parti de gouvernement.
— Cisjordanie : l'extrémisme de l'Etat israélien.
Page 24 :
— URSS : encore deux condamnations d'opposants politiques.
— L'interdiction de l'Aberri Eguna au Pays basque : Juan Carlos sur les traces de Franco.

DOSSIER

URBANISME
Page 11 :
— La loi du profit et les besoins des hommes.
Pages 12 et 13 :
— Les villes malades du capitalisme.
Pages 14 et 15 :
— L'Etat devant la ville.
Page 16 :
— La ville demain.

EN FRANCE

Page 4 :
— La bourgeoisie française face à la crise.
Page 5 :
— L'élection de Tours.
Pages 8 et 9 :
— Courrier des lecteurs.
— Lu avec intérêt.
— Dans six semaines : la fête de Lutte Ouvrière.
Page 10 :
— L'extrême-gauche à Dijon.
Page 17 :
— Non aux expulsions de travailleurs immigrés !
Page 18 :
— Mourir au chantier naval de La Ciotat.
— Usinor-Dunkerque : les travailleurs des hauts fourneaux, des morts en sursis ?
— Après l'accident de Clérieux, des travailleurs de Gévelot occupent le Siège.
— Snecma-Hispano (Bois-Colombes) : les tartuffes !
Page 19 :
— Dijon : fin de la grève à Bourgogne-Electronique.
— En lutte.
Page 20 :
— Capimmec en grève.
— Lille : des éboueurs en grève expliquent.
— Bordeaux : aux usines Dassault, la production est à zéro.
— Lyon : grève des transports en commun.
— Rouen : la SNCF contre le droit de grève.
Page 24 :
— L'imposition des plus-values : où est le véritable scandale ?
— Le PCF et la force de frappe.

DIVERS

Page 21 :
— Livres : Je craque, de Guy Bedos ; Cosmic connection ou l'appel des étoiles, de Carl Sagan ; Nous, travailleurs licenciés ; Tuer les jeunes ?, d'Antoine Marcilhacy.
Page 22 :
— Aux dossiers de l'écran : les gladiateurs doivent-ils avoir une conscience professionnelle ?
— Le « Mai du Théâtre » dans le Nord - Pas-de-Calais.
— Jean-Paul Sèvres « fait l'artiste » au Théâtre de 10 heures.
Page 23 :
— Films : Bonne chance la France ; Les œufs brouillés, de Joël Santoni ; Police Python 357, d'Alain Courneau.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON
Composition
Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236.45.26
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)
Impression : Graphie-Presse - Epinay
Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cédex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

L'AFFAIRE AGRET

UNE " JUSTICE " A ÉCRASER LES HOMMES

Roland Agret depuis plus d'un mois poursuit sa grève de la faim... et la justice suit sa routine.

A son trente-huitième jour de grève de la faim et devant son refus de prendre désormais aucun liquide, il a été placé autoritairement sous perfusion par les médecins de l'administration pénitenciaire. Pourtant sa vie reste toujours en danger.

Qu'il y ait suffisamment de points troubles dans cette affaire pour que le jugement de la cour d'assises qui le condamnait à quinze de prison puisse être remis en question, qu'importe à la Justice avec un grand J !

Que la révision du procès et l'instruction du dossier puissent absolument se faire sans que Roland Agret soit détenu — l'article 624 du Code pénal le permet d'ailleurs — qu'importe !

Que Roland Agret ne cesse de crier son innocence et qu'il veuille vivre libre, qu'importe !

Pour les autorités, il faut qu'il attende que les formalités administratives soient terminées. Alors la justice rendra sa sentence.

Et s'il n'a pas la patience d'attendre encore, s'il se détruit lui-même pour faire entendre sa voix, eh bien voyez-vous ! c'est là un chantage inadmissible... selon M. Lecanuet : « Je ne peux céder à un chantage », a-t-il eu le culot de déclarer ! Autrement dit, puisqu'on l'a jeté en prison, puisqu'on l'y maintient, qu'a-t-il donc besoin de récriminer ? Que ne se laisse-il mourir... en silence !

Mme Marie-José Agret, épouse de Roland Agret, quitte le domicile de Lecanuet après un entretien. Affaiblie elle-même par une grève de la faim qu'elle poursuit en solidarité avec son mari, elle doit être soutenue par deux inspecteurs de police. Pour Lecanuet, ces grèves de la faim sont un « chantage » inadmissible. (Ph. AFP)

Les avocats de Roland Agret, devant l'aggravation de son état et les lenteurs de la machine judiciaire, ont introduit un recours en grâce auprès de Giscard. Et ils ont raison : lui aussi est concerné. Lui aussi serait responsable s'il succombait.

Liberté pour Roland Agret !
Révision de son procès !

Isabelle DUBOIS.

Le métro de Lille

Une affaire qui fleure le scandale

Le président de la communauté urbaine de Lille (CUDL), M. Arthur Notebart, veut son métro. A première vue, il semblerait que la population lilloise n'ait qu'à se réjouir, elle-aussi, de la perspective de disposer d'un nouveau moyen de transport. Mais, avec juste raison, les projets du métro ont soulevé l'opposition d'une partie des Lillois.

En effet, un premier tronçon devait être aérien et traverser ainsi la ZUP de Mons-en-Barœul : il a été abandonné devant les protestations et la mobilisation des riverains. Aujourd'hui, le nouveau projet de la ligne n° 1, qui serait en tranchée couverte dans Hellemmes et une partie de Lille, a soulevé l'opposition de la quasi-totalité des 400 commerçants riverains, regroupés dans le Comité de défense des commerçants et usagers de la RN 41.

La plupart de leurs vitrines arborent de grands **« Non au métro »** et un bon nombre ont même hissé le drapeau noir.

La tranchée, avant d'être recouverte par une dalle, occuperait 10 mètres de large sur les 11 mètres de la rue. Toute circulation serait coupée et même les pompiers ne savent pas comment ils interviendraient, car il n'y a pas de voie de desserte sur les côtés. Tous les commerces seraient pratiquement arrêtés pendant deux ans, plus d'une dizaine d'usines et de grands magasins ne pourraient absolument plus fonctionner, ce qui entraînerait de 1.500 à 2.000 chômeurs !

La CUDL parle bien d'indemnités, mais il n'y a rien de précis encore, sinon que les riverains seront obligés de se débrouiller dans le maquis administratif pour toucher quelques avances... qu'ils devraient sans doute rembourser par la suite.

Nous avons interrogé la présidente du Comité de défense qui nous a dit : **« Nous avons écrit partout, même au président de la République, mais pratiquement personne ne nous répond ».**

LO : Et si cela est insuffisant ?

— Il faudra faire comme tout le monde fait maintenant : descendre dans la rue et faire du grabuge. C'est ce qu'on s'attend à faire en toute extrémité. »

La CUDL a opté pour la tranchée couverte car elle reviendrait deux fois moins cher que le souterrain (dans le quotidien la **Voix du Nord**, du 14-15-12-75). Pourtant, les prix indiqués par l'enquête d'utilité publique de décembre 1975 étaient inverses : de 25.000 NF à 44.000 NF le mètre de tranchée couverte, sans les restructurations de canalisations, et de 21.000 NF à 31.700 NF le mètre de tunnel. Alors ?

Par contre, des économies sont prévues sur la qualité du transport : pour éviter les dépenses d'énergie au démarrage, les rames ralentiront seulement dans les stations, le long d'un tapis roulant... Comment feront les personnes âgées et les mères de famille pour monter et descendre en marche pratiquement ?

Il y aura sûrement d'autres problèmes sous Lille, car il faudrait creuser dans une nappe d'eau. Les principaux édifices publics (grand théâtre, églises, maisons du centre) sont construits sur pilotis de bois et risquent d'en souffrir.

La présidente du Comité de défense nous a aussi dit qu'on leur avait avoué que **« cette ligne a été prévue à un endroit où il y avait le moins de population possible à titre expérimental. Elle va servir pendant deux ans à la mise au point pour pouvoir vendre les motrices à l'étranger si ça s'avère valable ».** Et **« avec l'argent du métro, on pourrait circuler gratuitement pendant trente ans dans toute la communauté urbaine, tout en renforçant largement les lignes de bus actuelles ».**

Pourtant, alors que le projet définitif n'est pas arrêté, que le Conseil d'Etat n'a pas encore décidé de payer sa cote-part, douze motrices ont déjà été commandées à la Société Matra...

Alors, vive le métro, et le plus vite possible... pour que Matra empoche les bénéfices !

LUTTE OUVRIERE

EDITORIAL

Étudiants, lycéens, collégiens

les jeunes ne veulent plus être chômeurs

Jeudi 22 après-midi, dans un certain nombre de villes et notamment à Paris, les lycéens et les collégiens du Technique ont manifesté. Vendredi 23, c'est le tour des étudiants, qui redescendent dans la rue, accompagnés à nouveau par les lycéens et les élèves de CET. La grève dans les facultés se poursuit. Mme Saunier-Seïté, qui prétendait que seule une toute petite minorité d'étudiants se dressait contre la réforme de l'Université, a eu maintenant deux semaines pour ravaler ses paroles.

Pour donner tout son sel aux mots du secrétaire d'Etat aux Universités, une partie du corps enseignant a nettement dit son opposition à la réforme. La majorité des présidents de facultés s'est prononcée contre. Et un certain nombre de professeurs sont aussi en grève.

Les étudiants ne veulent pas d'une réforme qui, dans son esprit plus encore que dans sa lettre, vise surtout à restreindre l'entrée de l'Université. Belle réforme en effet, bien progressiste, qui consiste à faire que de moins en moins de gens puissent faire des études !

Les étudiants ne veulent pas des projets du gouvernement, qui visent à adapter, au plus juste, l'Université aux besoins de l'économie capitaliste, aux besoins des patrons.

Les étudiants et aussi les lycéens et les collégiens sont inquiets devant les perspectives, ou plutôt l'absence de perspectives de cette société. Ils sont inquiets parce que l'avenir pour beaucoup d'entre eux risque bien, qu'ils aient ou non terminé leurs études et même s'ils ont un diplôme en poche, d'être le chômage. Et c'est vrai que, s'il y a la crise, les professions libérales, les intellectuels, les spécialistes et les techniciens de toute sorte ne seront pas épargnés.

Les étudiants, ou du moins les plus conscients d'entre eux, ceux qui manifestent, ceux qui s'organisent, ceux qui dirigent le mouvement, se tournent vers les travailleurs. Maladroitement peut-être, mais nettement tout de même, ils essaient de lier leur combat à celui de la classe ouvrière. Ils ont conscience, et ils le disent, qu'ils ont les mêmes ennemis que les travailleurs : le gouvernement qui veut imposer la réforme, les patrons qui, ouvertement ou discrètement, veulent mettre l'Université à leur service, le régime capitaliste qui les menace du chômage.

Ce serait déjà une première raison, une raison primordiale et essentielle, pour que les travailleurs leur accordent leur soutien et leur solidarité. Et pas seulement du bout des lèvres comme le font les centrales syndicales, qui semblent bien plus inquiètes du fait que le mouvement étudiant est conduit par l'extrême-gauche que réjouies comme elles devraient l'être, en tant que représentantes de la classe ouvrière, du fait de voir ces étudiants se tourner vers les travailleurs et tenter de faire leur jonction avec eux.

Mais de plus, les revendications des étudiants, pour l'essentiel, ne vont nullement à l'encontre des intérêts des travailleurs. La société ne souffre certainement pas d'avoir trop de médecins, trop de professeurs ou trop d'intellectuels de toute sorte. Bien au contraire. La situation scandaleuse de l'école pour les enfants des travailleurs — ne serait-ce que cela — demanderait, pour qu'on y mette fin, qu'il y ait des dizaines de milliers de professeurs supplémentaires. Alors, le vrai scandale n'est-il pas que, dans le même temps, le gouvernement trouve qu'il y a trop d'étudiants ?

Certes, même si la réforme proposée était finalement repoussée, cela ne résoudrait pas les vrais problèmes, même pas ceux des étudiants. Certes, les étudiants se battent pour défendre leurs intérêts, et pas pour changer fondamentalement la société, seule chose qui pourrait vraiment ouvrir la culture et les études à tous, et ne pas les réserver à une certaine couche sociale, plus ou moins privilégiée.

Mais, encore une fois, c'est bien quand les étudiants prennent conscience qu'ils ont les mêmes ennemis que la classe ouvrière, qu'ils engagent la lutte contre eux et que consciemment certains tendent à se rapprocher des travailleurs, que ceux-ci doivent être solidaires.

Ces derniers temps, différentes couches sociales ont engagé la lutte pour la défense de leurs intérêts, mais à chaque fois en regardant avec sympathie du côté de la classe ouvrière : les paysans il y a quelques semaines, les étudiants aujourd'hui. La classe ouvrière doit savoir répondre à leur attente.

Joindre ses luttes aux leurs serait de son intérêt comme du leur.

Arlette LAGUILLER.

Meeting de Lutte Ouvrière

Le pouvoir contre les travailleurs... Quelle riposte ?

20 h 30 - Vendredi 30 avril

Grande salle de la Mutualité

24, rue St-Victor

PARIS-5e

M° Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 3 F

Giscard bavarde Ponia expulse

Durant près de deux heures, Giscard a bavardé, lors de sa « réunion de presse », devant les journalistes. Deux heures d'explications filandreuses, desquelles il ressortait que, si les choses n'étaient pas au mieux, du moins elles allaient en s'améliorant et que, de toute façon, il fallait attendre la fin de son mandat pour juger. Quant aux problèmes les plus cruciaux, soit il ne les a pratiquement pas évoqués, comme celui du chômage, sinon pour faire appel à « **un consensus de l'ensemble de l'opinion** » pour affronter les problèmes ; soit il a déclaré qu'ils n'étaient pas de son ressort, comme le problème de la révision du procès de Roland Agret, qui relevait de la procédure judiciaire ; soit encore il s'est déchargé des responsabilités sur les ministres, comme dans l'affaire de l'expulsion des travailleurs immigrés des foyers Sonacotra.

Après avoir rameuté la droite, lors de son discours télévisé il y a un mois, chargeant Chirac de coordonner une majorité agitée par des rivalités et des dissensions de plus en plus apparentes ; après avoir donné, à cette même fin, champ libre à Poniatowski pour qu'il use de la matraque et de l'expulsion, Giscard patelin se réfugie dans les rôles de pédagogue appliqué, qui plane au-dessus des péripéties de la politique quotidienne. Mais il est difficile d'être dupe d'une telle manœuvre. S'ils se sont divisé les rôles, et Giscard et Ponia et Chirac pratiquent la même politique, qui est celle de la droite réactionnaire.

LA BOURGEOISIE FRANÇAISE FACE A LA CRISE

Les rumeurs qui circulent périodiquement au sujet de l'éventualité d'élections législatives anticipées — la dernière date vient d'être démentie par Giscard lui-même — illustrent les remous qui secouent le personnel politique de la bourgeoisie. Le résultat des élections cantonales et les calculs des états-majors politiques sur leurs chances respectives aux prochaines législatives suivant la date de celles-ci, suffiraient, en d'autres circonstances, à expliquer ce remue-ménage.

Mais cette fois-ci, tout cela se déroule sur un fond de crise économique grave. Si cette crise s'aggrave encore les petits calculs électoralistes entre les différentes composantes du personnel politique de la bourgeoisie seront bien dépassés.

La relative prospérité du capitalisme français depuis trente ans avait assuré le maintien d'un certain équilibre des forces entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. La bourgeoisie s'accommodait des acquis de la classe ouvrière. La classe ouvrière n'a pas mené de combats décisifs contre la bourgeoisie. Non seulement le jeu habituel du personnel politique de la bourgeoisie, mais même les crises politiques se déroulaient sur un fond de relative stabilité économique et sociale.

Une aggravation de la crise conduirait inévitablement à la remise en cause de cet équilibre. Elle aurait des conséquences politiques graves, pour la classe ouvrière comme pour l'ensemble de la société. Il faut que la classe ouvrière s'y attende. Il faut qu'elle s'y prépare.

VERS LA REPRISE ECONOMIQUE ?

Les hommes politiques de la bourgeoisie — de la majorité comme de l'opposition — répètent avec tant d'insistance que la reprise économique est amorcée, que cela ressemble à de la méthode Coué. Ils n'en savent rien. Ils sont tout aussi incapables de prévoir la reprise qu'ils ont été incapables de prévoir la crise. Et pour les mêmes raisons. Il est impossible de maîtriser les lois aveugles du marché capitaliste.

La reprise de la production dans certains secteurs ne signifie pas grand chose. Elle peut résulter de la simple nécessité technique de reconstituer des stocks épuisés après deux ans de ralentissement, facilitée par la politique économique du gouvernement qui « dope » en quelque sorte l'économie en y déversant de l'argent et en pratiquant une politique de crédit facile pour les entreprises.

Le seul élément à peu près certain qui ressort du fatras des prévisions incantatoires est quelque chose de tout relatif : l'économie américaine a réussi, sinon à surmonter la crise, du moins à réaffirmer sa prédominance dans l'économie mondiale. Au détriment en particulier d'autres économies. Autant de gagné pour l'impérialisme américain. Mais rien ne permet de dire que la reprise de la production américaine elle-même est autre chose qu'un feu de paille. Et encore moins que la relance des affaires aux Etats-Unis aura assez de souffle pour entraîner le reste de l'économie mondiale. Voire si elle ne sera pas un facteur qui aggravera la concurrence sur un marché international rétréci par le chômage massif.

La prospérité du capitalisme français est étroitement liée à celle de ses voisins européens. Deux des plus importants de ces voisins — l'Italie et la Grande-Bretagne — s'enfoncent chaque jour davantage dans la crise. Les relations commerciales avec tous sont perturbées par les spasmes de plus en plus rapprochés de la crise monétaire. La remontée de quelques indices pèse bien peu devant cette réalité. La possibilité d'une nouvelle rechute de l'économie, d'une nouvelle aggravation du chômage, conjointement avec une flambée plus forte encore des prix, d'une exacerbation de la concurrence internationale conduisant à des politiques d'autarcie, reste entièrement ouverte.

Nul ne peut certes dire à quel rythme évoluera la crise, quelle sera sa profondeur, ni même s'il y aura une aggravation. Mais c'est elle qui conditionnera les choix politiques de la bourgeoisie.

La classe ouvrière et ses organisations ne peuvent pas s'abandonner à la quiétude des temps de prospérité où, à défaut d'amélioration de son sort, la classe ouvrière n'avait pas de raisons de craindre une aggravation irréversible de sa situation.

LES CHOIX POLITIQUES DE LA BOURGEOISIE FACE A LA CRISE

Si la crise se résorbe progressivement ou encore si, tout en se poursuivant, elle ne se traduit pas par une aggravation catastrophique mais par une dégradation lente de la situation, la solution politique la plus simple pour la bourgeoisie est évidemment de s'en tenir à la majorité actuelle jusqu'à l'échéance de 1978.

Pourtant, la majorité de la bourgeoisie — ces dizaines de milliers d'entrepreneurs petits et moyens, de gens des professions libérales, de notables, de ce que le **Figaro** appelle les « cadres de la nation » — est morose. Les fantassins de la bourgeoisie ne sont pas satisfaits de la politique de Giscard.

La politique d'argent et de crédit faciles, qui est celle du gouvernement, fait certes en sorte que, l'un dans l'autre, malgré la crise, l'argent circule et les affaires tournent. Cette politique inflationniste, qui se fait au détriment du niveau de vie de la classe ouvrière en particulier, est le plus sûr atout de Giscard auprès de la bourgeoisie. Mais, apparemment, cela ne suffit pas. Les bourgeois réclament que le régime ne touche pas à leurs intérêts, pas même de façon aussi bénigne que peuvent y toucher certaines réformes de Giscard. Ils réclament que soient supprimés tous les obstacles à la liberté d'augmenter les prix industriels. Ils réclament le droit de licencier leurs ouvriers aussi librement qu'ils peuvent les embaucher. Ils réclament sur le plan politique, plus d'autorité de la part du gouvernement.

Le gouvernement ne peut leur accorder satisfaction qu'au détriment de la classe ouvrière. Résistera-t-il, au nom des intérêts généraux de la bourgeoisie — et au nom en particulier du sommet de la bourgeoisie, du grand Capital, qui n'a pas intérêt à aggraver les tensions sociales si la situation économique n'est pas trop grave — à certaines des exigences du corps de la bourgeoisie ? Rien ne le dit. D'autant que le régime de Giscard n'a guère d'autorité vis-à-vis de sa propre base sociale. Il est trop soumis aux pressions des différents courants de pression de la bourgeoisie.

Giscard peut être amené à faire le deuil de sa politique de démagogie réformatrice et d'ouverture vers l'opposition, destinée à s'assurer sur sa gauche. Il peut opter pour une orientation plus nettement à droite. Cette orientation se dessine déjà dans les déclarations verbales, ou encore dans le renforcement des aspects policiers du régime. Cela peut aller encore au-delà. La France avait connu dans les années 1952-1953 ces régimes parlementaires de droite se refusant sur le plan économique et social à payer une attitude de « concertation » avec les organisations syndicales par quelques miettes lâchées; autoritaires vis-à-vis de toutes les organisations de la classe ouvrière ; jouant de la matraque contre les grèves et les manifestations.

Si la crise n'est pas trop grave, le régime giscardien, sous sa forme actuelle ou éventuellement sous une forme plus autoritaire, peut aller jusqu'aux élections de 1978 — voire au-delà.

L'ALTERNATIVE DE LA GAUCHE AU POUVOIR

Le renforcement de la gauche, et en particulier l'accroissement de l'audience électorale du Parti Socialiste, ouvre devant la bourgeoisie une autre alternative. Elle s'ouvrira en 1978 si les élections ont lieu à la date normale et si la gauche l'emporte sur le plan électoral. Mais elle peut se poser plus tôt, si l'aggravation de la crise économique menace de conséquences sociales et politiques telles que le régime Giscard, incapable de tromper la classe ouvrière mais pas assez fort pour la briser, risque de ne pas être à la hauteur des circonstances du point de vue de la bourgeoisie. La bourgeoisie a des moyens de contraindre alors la majorité à des élections anticipées.

La bourgeoisie — et en particulier ces milliers de bourgeois, moyens et petits, réactionnaires, qui voient, même dans les réformes de Giscard, des mesures dangereusement socialisantes — se méfie profondément, congénitalement, de la gauche au pouvoir. Elle peut cependant considérer, comme un mal nécessaire, en cas d'aggravation de la crise, que des organisations qui ont de l'autorité sur la classe ouvrière soient associées à des responsabilités gouvernementales. Mais elle ne peut l'accepter que comme un mal provisoire.

La gauche, par la bouche de Mitterrand, s'engage dès maintenant à ne toucher en rien aux intérêts de la bourgeoisie. Elle tiendra sa promesse. Mais ne pas toucher aux intérêts de la bourgeoisie exigera qu'elle s'en prenne aux intérêts d'autres catégories sociales. Plus la crise sera grave, plus cette exigence sera impérieuse. Mitterrand au pouvoir, avec ou sans le Parti Communiste Français, dans le cadre d'un gouvernement de gauche ou dans le cadre plus général d'un gouvernement d'union nationale, ne pourra pas mener une autre politique, dans une période de crise, qu'une politique d'austérité. Une politique qui donnera peut-être quelques avantages aux organisations syndicales, mais pour en faire des relais de la politique gouvernementale à l'intérieur des entreprises, afin d'inciter les travailleurs à produire plus et à revendiquer moins. Au nom de l'intérêt national, bien sûr, assaisonné de quelques formules pour tenter de convaincre les travailleurs que cet intérêt national est aussi le leur. Comme en 1944-1947.

La gauche sera amenée également à s'en prendre à d'autres catégories sociales. Aux petits commerçants, en les soumettant à un contrôle tâtillon sur les prix, pour donner le change à l'incapacité de contrôler les prix industriels

Fête champêtre de LUTTE OUVRIERE à Grenoble

DIMANCHE 2 MAI A MONTBONNOT

PRES DE GRENOBLE

AVEC LA PARTICIPATION DE
CHRISTIANE ORIOL
LE JAZZ CLUB DE GRENOBLE
PATRICK BOIREAU
LE GROUPE ANIMA
OCTAVE...

Stands de jeux, cinéma, repas, débats politiques et expositions.

Réunion publique de Lutte Ouvrière

Le vendredi 30 avril

A NEVERS

à 20 h 30 - Salle des Fêtes (Mairie)

SUR LE THEME « LES REVOLUTIONNAIRES FACE A LA CRISE ».

des grandes sociétés. Aux petits paysans, auxquels elle ne pourra pas donner satisfaction, faute de pouvoir et vouloir s'en prendre aux grands trusts agro-alimentaires ou aux capitalistes du négoce. Aux petites gens en général, incapable qu'elle sera d'arrêter l'inflation, faute de vouloir prendre des mesures radicales de contrôle contre la spéculation, la fuite des capitaux, etc.

Que la gauche réformiste ait envie de mener cette politique d'austérité ou pas ; qu'elle en mesure les conséquences politiques et l'impopularité ou pas, n'a aucune espèce d'importance. Si la crise s'aggrave, la gauche réformiste n'aura pas le choix, dans la mesure où, dans le cadre du respect du capitalisme et de la bourgeoisie, il n'y a aucune alternative à la politique d'austérité.

Quand la gauche aura fait le plein des mécontents, dans toutes les catégories sociales, elle devra s'en aller. En douceur, par l'intermédiaire d'élections au meilleur des cas, si la crise n'a pas été trop grave, si la gauche se sera simplement déconsidérée.

Mais si la crise est grave et si, pour les paysans, les petits commerçants, etc., frappés par la crise, les responsables de la situation sont la gauche et ceux que cette gauche prétend représenter, c'est-à-dire la classe ouvrière, alors les conditions sociales et politiques seront créées pour une dictature violemment et ouvertement anti-ouvrière. Ce qui s'est passé au Chili est trop proche pour être oublié.

UNE POLITIQUE POUR LA CLASSE OUVRIERE

Il n'est même pas exclu enfin que, même si le sommet de la bourgeoisie envisage l'arrivée de la gauche au gouvernement, ce choix ne soit pas accepté par l'ensemble de la bourgeoisie. Dans un tel contexte, l'extrême-droite peut se renforcer très rapidement. Au point d'envisager de s'emparer du pouvoir ou au moins qu'un coup de force, militaire ou non soit effectué, pour empêcher même la gauche réformiste d'arriver au pouvoir au profit d'un bonapartisme de droite ou d'une dictature militaire.

Dans une situation de crise économique, il est mortel pour la classe ouvrière de lier son sort à l'arithmétique électorale ou parlementaire. C'est une question de rapport de forces. La claire conscience par la classe ouvrière de la situation politique et des tâches que cette situation lui impose est un des aspects essentiels du rapport des forces. Face à la crise, la bourgeoisie a une multitude de solutions politiques y compris celle que les organisations réformistes présentent comme une politique pour la classe ouvrière. La classe ouvrière doit se préparer à avoir la sienne et à se donner les moyens de l'appliquer.

Georges KALDY.

ÉLECTION DE TOURS

Pour battre le réactionnaire Royer, en avertissant les partis de l'Union de la gauche que vous ne vous paierez pas de mots

TRAVAILLEURS, VOTEZ Daniel VITRY

Les travailleurs de la première circonscription d'Indre-et-Loire sont donc appelés à voter le 9 mai. Le bulletin de vote qu'on va leur donner à cette occasion ne peut pas leur permettre de changer leur sort. Ce serait vrai même s'il s'agissait d'élections générales. Mais ça l'est encore plus dans une élection partielle comme celle-là.

Ce bulletin de vote, ils peuvent cependant l'utiliser pour faire un geste utile, pour manifester leurs sentiments.

Et tout d'abord, il faut infliger un camouflet à Royer et à la majorité chiraco-giscardienne qu'il représente. Il faut le mettre en ballotage au premier tour, et l'empêcher d'être élu au second.

Royer, malgré ses prétentions à se situer « au-dessus des partis », est en effet l'homme qui, dans ces élections, représente la politique anti-ouvrière du gouvernement. Il fait partie de ceux qui s'efforcent de faire payer les frais de la crise à la population laborieuse. Les seuls intérêts qu'il défend sont ceux des patrons et des banquiers. Et les travailleurs doivent montrer qu'ils en ont assez de cette politique.

Mais, pour montrer qu'ils condamnent sans réserve Royer et le système capitaliste qu'il représente, les travailleurs ne peuvent pas se contenter de voter pour n'importe quel autre candidat. Leur geste aura d'autant plus de signification qu'ils porteront leurs voix sur une candidature apparaissant comme une condamnation radicale du système capitaliste dont Royer est le champion.

La candidature révolutionnaire socialiste que présente Lutte Ouvrière, celle de Daniel Vitry, est précisément celle qui permettra le plus efficacement de faire ce geste. Plus les voix qui se porteront sur Daniel Vitry seront nombreuses, plus il sera clair qu'un grand nombre de travailleurs, non seulement condamnent la politique du pouvoir en place, mais encore sont prêts à lutter pour imposer un changement de politique.

Loin d'être une candidature « de division », comme ne manqueront pas de le dire les partis de l'Union de la gauche (qui se présentent pourtant l'un contre l'autre), loin de risquer de faire perdre des voix à la gauche, la candidature de Daniel Vitry est au contraire un atout supplémentaire pour battre Royer, parce qu'elle permettra, à tous ceux qui ont été — à juste titre — déçus par les partis de l'Union de la gauche et qui ne veulent pas voter pour eux au premier tour parce qu'ils tiennent à montrer qu'ils ne leur font pas confiance, de voter quand même, et de voter contre Royer.

Et nous touchons là le deuxième aspect de ces élections, qui est la politique que mènent les partis de l'Union de la gauche.

Cette fois-ci encore, comme dans toutes les élections législatives partielles qui ont eu lieu depuis 1974 et comme aux élections cantonales, cette consultation électorale ne sera pas seulement le théâtre d'une confrontation droite-gauche. Elle sera également le lieu d'une nouvelle bataille entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste pour savoir laquelle de ces deux formations aura le plus de voix. Ce sera un nouvel épisode de la querelle PC-PS.

Bien des travailleurs sont écœurés par cette querelle. Et ils ont raison. Car il ne s'agit pas d'une confrontation pour savoir quelle est la meilleure manière de défendre les intérêts des travailleurs, mais simplement d'une querelle de boutiques, entre deux partis ayant fondamentalement la même politique, et ayant en particulier renoncé à transformer la société dans un sens favorable aux travailleurs.

Mitterrand, le leader du Parti Socialiste, a d'ailleurs clairement affirmé à la radio, il n'y a pas si longtemps, qu'avec la gauche au pouvoir, « la libre entreprise » — c'est-à-dire l'exploitation capitaliste — s'épanouirait. Le Parti Socialiste, c'est clair, n'aspire pas à changer la société, mais seulement à gérer les affaires de la bourgeoisie, comme il l'a toujours fait dans le passé, à chaque fois qu'il a été au pouvoir.

Mais le Parti Communiste Français ne défend pas une politique différente. Au contraire, pour rassurer les possédants sur ses bonnes intentions, comme pour essayer de gagner lui aussi des électeurs sur sa droite, il gomme de plus en plus tout ce qui lui reste de son passé de parti révolutionnaire, même si ce n'étaient depuis longtemps, que des apparences. Après avoir renoncé, lors de son dernier congrès, au poing levé, il vient d'adopter comme emblème, pour la campagne de Tours, un point vert. Comme si la seule chose qui opposait les travailleurs aux bourgeois était un problème d'espace vert !

En réalité, le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français, malgré la querelle qui les oppose, essaient l'un comme l'autre de se donner le visage le plus modéré possible, de ressembler le plus possible à des partis bourgeois.

Alors, peu importe lequel sera présent au deuxième tour contre Royer. Ce sera blanc-bonnet et bonnet-blanc. Ce qui importe, c'est que le maximum de travailleurs leur montrent qu'ils ne sont pas d'accord avec cette politique, qu'ils pensent que le seul programme commun sur lequel devraient se réunir les partis qui se réclament de la classe ouvrière, c'est celui de la transformation socialiste de la société, et qu'ils ne laisseront pas la gauche, si elle vient demain au pouvoir, mener la politique de la droite.

Au deuxième tour de ces élections, nous ne ferons évidemment pas obstacle à la volonté des travailleurs d'envoyer à la Chambre, à la place de Royer, un député appartenant à l'un des partis de l'Union de la gauche, quoi que nous pensions de la politique de celle-ci. Mais au premier tour, il faut précisément que le plus grand nombre possible de travailleurs expriment clairement leur méfiance par rapport à cette politique et signifient clairement au Parti Socialiste et au Parti Communiste que, s'ils votent pour eux au second tour, ils ne se laisseront pas payer de mots.

Voter, le 9 mai, pour la candidature révolutionnaire socialiste de Daniel Vitry, ce sera justement le meilleur moyen de donner cet avertissement à la gauche, en votant contre Royer.

Le parlementarisme de Soares sera-t-il un parlementarisme sans Soares ?

Mario Soares (SIPA)

Les élections qui se dérouleront dimanche 25 avril au Portugal doivent marquer le retour à des institutions civiles. Les officiers ne feront plus partie du gouvernement à moins de se démettre de leur charge militaire. Par contre, quelques semaines plus tard, probablement au début du mois de juillet, se déroulera l'élection pour désigner le président de la République et jusqu'ici les seuls noms avancés pour les candidatures éventuelles sont des noms de généraux.

C'est que le Portugal sort peu à peu de ces deux années de gouvernement provisoire qui ont vu les militaires détenir tous les pouvoirs, hésiter devant l'aventure bonapartiste, puis s'incliner pour faire place aux institutions d'une République parlementaire qui a pour originalité d'affirmer solennellement dans le préambule de la Constitution **« la décision du peuple portugais d'ouvrir la voie à une société socialiste ».**

Jusqu'ici les militaires ont été les garants de l'ordre bourgeois. Ils ont assuré la transition entre la dictature salazariste et la nouvelle République parlementaire et visiblement bien des hommes politiques bourgeois se demandent si le Portugal aujourd'hui peut se passer d'eux. Un militaire président de la République rassurerait les inquiets. Mais, parmi les militaires, un courant se fait jour qui refuse la charge suprême, afin de ne pas diviser une fois de plus l'armée — c'est-à-dire l'état-major — sur le choix du candidat.

C'est dire que la bataille pour les législatives ne marque pas la fin de cette période confuse de transition et que c'est en juillet seulement que, tant bien que mal, la situation sera clarifiée.

Et pourtant, ces législatives sont importantes. En mesurant l'audience des différents partis, elles marqueront les contours du prochain gouvernement et, surtout, elles permettront de connaître l'importance, dans l'opinion, du tournant à droite qui s'est opéré au sommet de l'Etat et de l'armée depuis un an, entre l'élection à la Constituante et ce 25 avril 1976.

Les sondages, dont la publication est interdite au Portugal, indiquent cependant une montée de ce que la presse bourgeoise appelle les modérés ou le centre, mais qui sont évidemment des partis de la droite (PPD et CDS, à eux deux près de 50 % des voix). Le Parti Socialiste, qui avait été le grand vainqueur des élections à la Constituante avec 37,87 % des voix, verrait son score ramené à 30 %.

Mario Soares a déjà annoncé tout au long de sa campagne que, s'il était majoritaire, il ne conclurait aucune alliance de gouvernement et constituerait un ministère homogène et, si cela n'était pas possible, plutôt que de s'allier avec le Parti Communiste ou le PPD, il passerait dans l'opposition. Le Parti Communiste, lui, a fait campagne sur le thème de l'unité de la gauche. Mais ses appels ont évidemment été fermement repoussés par le Parti Socialiste qui, dit-il, n'entend pas se lier avec un parti « antidémocratique ».

Les sondages n'ont évidemment qu'une valeur très relative mais, si les résultats se confirmaient, ils marqueraient la suprématie des partis de droite dans le corps électoral et à l'Assemblée.

Ainsi, deux ans après le renversement de la dictature et malgré le maintien du mot socialisme dans la Constitution, il apparaît que la bourgeoisie portugaise a réussi le difficile passage pacifique de la dictature à la République parlementaire. Durant ces deux ans, elle a su se donner les partis de droite et du centre qui lui manquaient et qui, ayant gagné une assise électorale, sont aujourd'hui susceptibles de gérer les affaires nationales. C'était le but recherché. Il sera peut-être imparfaitement atteint et la difficulté de trouver une majorité posera peut-être des problèmes à la nouvelle Assemblée. Mais l'évolution est manifeste.

Les travailleurs portugais, durant ces deux ans de gouvernement provisoire, ont eux aussi mis en place, avec maints tâtonnements et retournements, divers organismes provisoires qui leur ont permis souvent d'intervenir, à l'usine, dans les quartiers, à la campagne. Ces organismes aujourd'hui, peu nombreux, sont en perte de vitesse au profit des institutions officielles. Mais à travers eux, comme à travers la période politique qu'ils ont vécue, les ouvriers portugais ont beaucoup appris et peut-être ont perdu pas mal d'illusions. La majorité d'entre eux ont perdu toute illusion sur les militaires et le MFA, auquel le PCP leur a si longtemps demandé de faire confiance, et ils sont peut-être en train de perdre leurs illusions sur la « démocratie bourgeoise », une démocratie avant tout au service des riches, respectueuse de l'ordre et de la propriété, une démocratie qui s'appelle blocage des salaires, hausse du coût de la vie, retour des patrons, refus de discuter.

Profondément divisée par la querelle qui sépare le Parti Socialiste et le Parti Communiste, la classe ouvrière portugaise aborde cependant la nouvelle période avec l'expérience de deux ans de vie politique intense et de formes d'organisation originales. C'est un gage pour l'avenir.

Colette BERNARD.

Cisjordanie

L'extrémisme de l'État israélien

En Cisjordanie, l'illusion démocratique que le gouvernement israélien avait cru pouvoir donner, en organisant le 12 avril dernier des élections municipales dans tout le territoire que ses troupes occupent depuis les lendemains de la guerre de 1967, n'aura pas tenu bien longtemps. A nouveau, après les bulletins de vote, c'est la mitraille qui a parlé. A nouveau, des Arabes sont tombés sous les balles de l'armée israélienne d'occupation.

L'événement le plus significatif, qui a soulevé la colère de la population arabe et a conduit à des contre-manifestations que les troupes israéliennes ont réprimées durement (couvre-feu à Jéricho, arrestations, répression armée), a eu lieu le dimanche 19 avril. Ce jour-là, quelque 30 000 Israéliens, extrémistes sionistes regroupés derrière le mouvement « Goush Emounim » (Bloc des Croyants), ont entrepris une « longue marche » à travers toute la Cisjordanie, sous le drapeau : *« Nous n'avons rien contre les Arabes, mais il faut qu'ils se rendent compte que la terre d'Israël appartient aux Juifs »*. (Précisons qu'en ce qui concerne la Cisjordanie, la « terre d'Israël » dont il est soi-disant question est un territoire pris par la force des armes à la Jordanie arabe, il y a moins de dix ans...).

Toujours est-il que, venant quelques jours seulement après des élections où la population de Cisjordanie a infligé un camouflet à l'Etat d'Israël, en se prononçant massivement pour des candidats communistes ou sympathisants de l'OLP, c'est-à-dire pour des candidats représentant l'aspiration des Arabes à redevenir maîtres chez eux, la marche des Juifs sionistes était une provocation ouverte. Une provocation à laquelle les Arabes ne pouvaient pas ne pas riposter.

Aujourd'hui, une certaine opposition « libérale » israélienne se lamente de ce que le feu ait été remis aux poudres et dénonce le sionisme extrémiste. Mais c'est l'Etat sioniste d'Israël, sa politique et tous ceux qui la soutiennent qui sont responsables. Tout d'abord, les marcheurs du 19 avril ont entrepris leur périple grâce à l'encadrement de l'armée israélienne. C'est ensuite elle qui a tiré contre les contre-manifestants arabes et fait des morts

En tirant sur les manifestants, dont plusieurs furent tués, l'armée israélienne a réduit à néant l'opération politique des élections du 12 avril dernier. (U.P.I.)

dans leur camp. Enfin et surtout, aussi extrémistes et provocateurs qu'ils soient apparus, les 30 000 manifestants de dimanche n'ont fait qu'exprimer tout haut, et publiquement, les principes mêmes sur lesquels s'est édifié l'Etat sioniste depuis sa naissance : à savoir l'expropriation systématique des populations arabes des terres qu'elles habitaient.

Et bien hypocrites sont les Israéliens qui vitupèrent les actes desdits extrémistes pour mieux blanchir la politique de leur gouvernement. Car c'est celui-ci même qui, à la fin mars, a soulevé la colère des populations arabes de Cisjordanie et a donné lieu à de violentes manifestations en annonçant son « Plan de développement pour la Galilée »... plan qui prévoit l'expropriation de 650 hectares de terres jusqu'alors occupées par des Arabes.

Michelle VERDIER.

LE PORTUGAL A LA VEILLE DES ÉLECTIONS

Les partis en présence

Un peu plus de six millions d'électeurs portugais sont appelés à élire dimanche les 263 députés à l'Assemblée législative appelée Assemblée de la République. Le corps électoral est regroupé en districts électoraux au nombre de 18. L'émigration très importante par rapport à la population portugaise ne constitue que deux collèges électoraux, un pour l'Europe qui peut élire deux députés, l'autre pour le reste du monde représenté également par deux députés. Sur les 263 députés à élire, 55 représenteront le district de Lisbonne et 35 celui de Porto. Il s'agit d'un scrutin par liste, à la proportionnelle, par district avec partage des restes au niveau national. Quatorze partis sont engagés dans la campagne électorale.

Les plus importants sont : à droite, le Centre Démocratique et Social (7,65 % des voix à la Constituante, 16 députés). Il dénonce l'incurie de la gauche qui a **« aggravé la ruine économique »**, il dénonce la réforme agraire, **« l'infiltration marxiste »** dans l'enseignement et le **« scandale de la décolonisation »**. Le CDS qui n'a jamais fait partie du gouvernement se présente comme l'opposant de droite. Les sondages lui donnent entre 20 et 25 % des voix.

Ensuite, le Parti Populaire Démocratique (PPD) (un million et demi de voix à la Constituante, 80 députés avant la scission qui devait donner naissance au Mouvement Social Démocrate). Le PPD a participé à tous les gouvernements provisoires, depuis le renversement de la dictature par les militaires. Il se présentait au départ comme un parti de gauche, il est classé aujourd'hui par les journalistes politiques comme au centre-droite. Les sondages lui donnent 25 à 30 % des voix, il talonne de près le Parti Socialiste.

A noter à côté de ces grands partis, deux petites formations de droite, le Parti Populaire Monarchiste (PPM) qui avait obtenu 32.000 voix à la Constituante et ne compte aucun député. Et un nouveau venu, le Parti de la Démocratie Chrétienne (PDC) qui, accusé d'être impliqué dans la tentative spinoliste du 11 mars 1975, n'avait pu se présenter à la Constituante.

A gauche, on trouve d'abord bien entendu le Parti Socialiste de Mario Soares (il avait obtenu 2.145.000 voix à la Constituante, soit 37,87 % des voix, il compte 115 députés). Directement menacé sur le plan électoral par le PPD et même le CDS, il a mené une campagne très active, sur le thème d'un gouvernement socialiste homogène, seule alternative de gauche possible, selon lui, le **« gouvernement socialiste même minoritaire devrait bénéficier du soutien parlementaire du PC »** ! Les sondages lui donnent environ 30 % des voix.

Vient ensuite le Parti Communiste. Il avait obtenu 12,5 % des suffrages à la Constituante. Selon les sondages, son score se maintiendrait. Thème de sa campagne : pour faire barrage à la droite, il faut l'unité de la gauche. Il demande aux électeurs de l'extrême-gauche révolutionnaire de voter pour lui, car **« plus le score du PCP sera élevé, plus il y aura de chances d'imposer une alliance au PS sur un programme visant à la sauvegarde des acquis de la révolution »**.

A noter que le MDP proche du PC, qui a cinq députés, à la Constituante, et qui a participé à certains gouvernements, ne se présente plus cette fois-ci.

On compte ensuite huit formations classées à l'extrême-gauche. Le mouvement de la Gauche Sociale (MES) (57.000 voix à la Constituante, pas de députés) ; le Front Socialiste Populaire, issu d'une scission du PS (66.000 voix, pas de députés) ; l'UDP (44.500 voix à la Constituante, un député) ainsi que le MRPP qui sont les plus importants des groupes maoïstes, le Parti Communiste de Portugal (ML) ; l'Alliance Ouvrière et Paysanne (AOP).

Pour les trotskystes, la Ligue Communiste Internationaliste, organisation sympathisante de la IV[e] Internationale (10.000 voix, pas de député) ; et le Parti Révolutionnaire des Travailleurs, qui se dit également sympathisant de la IV[e] Internationale, et qui se présente pour la première fois, n'ont pu se mettre d'accord sur une plate-forme commune pour des candidats communs. Ils se présentent donc tous les deux.

Des sympathisants du Parti Communiste Portugais. (Ph. Norma)

Le vote de l'émigration en France

L'émigration portugaise en France compte près de 800 000 personnes. Sur ce total quelques dizaines de milliers seulement (environ trente mille) sont inscrites sur les listes électorales et participent au scrutin. A la Constituante ils n'avaient pu voter. Cette fois, le Conseil de la Révoluion a décidé qu'ils pourraient voter. Mais leur sous-représentation (deux députés pour toute l'Europe) et le manque d'information et d'explication (les Portugais émigrés n'ont eu que quelques jours pour se faire inscrire au Consulat, la plupart n'ont même pas été informés de cette possibilité et des délais) explique le faible nombre d'inscrits et la relative indifférence des Portugais en France pour ces élections.

Italie

Le PCI, déjà parti de gouvernement

Elections anticipées ? Mise sur pied d'un « accord de fin de législature » entre les différents partis pour reconduire tant bien que mal le gouvernement actuel ? Les hommes qui président aux destinées de la Démocratie Chrétienne italienne n'ont pas encore réellement choisi. Mais l'éventualité qui reste la plus probable est le recours à des élections anticipées. C'est à cette éventualité que les partis italiens se résignent peu à peu et se préparent. D'ores et déjà, les contre-propositions établies par la Démocratie Chrétienne n'apparaissent plus comme des tentatives réelles pour éviter la crise et les élections anticipées, mais comme une tentative pour en rejeter la responsabilité sur les autres partis, par leur refus de ces propositions. Mais voilà déjà près d'un mois que les partis italiens se renvoient ainsi la balle, faisant contre-proposition sur contre-proposition, et refusant celles que formulent les autres.

Mais, alors que les hommes politiques italiens se débattent encore pour retarder leurs choix, un fait s'impose malgré eux. Que l'on procède à des élections anticipées aboutissant à une participation gouvernementale du PCI, ou que l'on parvienne à un accord de fin de législature auquel il souscrirait ou au moins accorderait son soutien, c'est le problème de l'association du PCI au pouvoir, et de la forme qu'elle prendrait, qui est au centre de la crise. C'est ce problème qui divise la bourgeoisie italienne et face auquel les partis se révèlent incapables de choisir. C'est cette possibilité politique qui crée un début de panique dans une partie de la bourgeoisie, provoquant l'exode des capitaux et accentuant la chute de la lire.

Pourtant, pour une partie de la bourgeoisie italienne, la cause est entendue : on ne peut sortir de la crise, politique et surtout économique, sans le recours au PCI à travers, sinon sa participation au pouvoir, du moins sa collaboration. Et l'on a pu voir Agnelli, président de la FIAT et de la « Confindustria » — la fédération patronale —, s'employer à rassurer ses collègues, en déclarant la panique « absurde ». *« Certaines personnes croient peut-être que les communistes au moment ou ils arriveraient au pouvoir transformeraient l'Italie en dictature du jour au lendemain » !* a raillé Agnelli. *« Le vrai problème,* a-t-il ajouté *n'est pas ce que feront les communistes, mais ce que feront les autres ».* En somme, Giovanni Agnelli semble beaucoup plus sûr de ce que fera le PCI que de ce que feront les partis bourgeois traditionnels ! Et, en cela, il est représentatif d'une partie de la bourgeoisie qui déplore l'irresponsabilité et les hésitations de ces partis, et en particulier de la Démocratie Chrétienne.

Côté PCI, Agnelli et le patronat qu'il représente n'ont en effet, par contre, guère de raison de s'inquiéter. Celui-ci se montre « responsable » et soucieux des intérêts de l'économie nationale et des industriels. Les « contre-propositions » du PCI ne se soucient pas des moyens de défendre le pouvoir d'achat des travailleurs face à la crise économique, mais des moyens de relancer l'investissement, et de sauver l'économie nationale. Dans le même esprit, les organisations syndicales ont tenu à donner un gage de leur bonne volonté en organisant la défense de « l'outil de travail » patronal. C'est ainsi que, durant le week-end de Pâques, des centaines d'ouvriers ont assuré la garde des grandes usines italiennes contre d'éventuels attentats, notamment chez Fiat, chez Alfa-Roméo, Pirelli, à la Montedison et dans un grand nombre d'établissements industriels. Cette garde de « l'outil de travail » a fait l'objet d'un accord en bonne et due forme avec le patronat.

Oui, ce que fera le PCI, Agnelli et ses semblables peuvent en être sûrs. Il défendra les usines et l'économie nationale, éventuellement contre les « provocateurs », et ces provocateurs pourront être, non seulement les groupes qui posent des bombes dans les usines, mais les travailleurs qui voudront défendre leurs revendications.

Le PCI au pouvoir ? Mais les travailleurs italiens peuvent déjà le voir à l'œuvre, dans sa politique de « parti de gouvernement », le parti le plus responsable, au fond, dont la bourgeoisie italienne dispose aujourd'hui.

André FRYS.

courrier des lecteurs

● Si vous n'êtes pas pressés, prenez le train !

Je voudrais porter témoignage de l'expérience que j'ai faite, avec quelque 3 ou 400 usagers de la SNCF en ce week-end de Pâques, voulant me rendre de Tours à Vierzon par le turbo-train.

Arrivée du turbo-train en gare de Saint-Pierre-des-Corps (Tours) : c'est la grande bousculade, la loi de la jungle pour monter dans les wagons : le turbo n'est pas plus long que d'habitude mais il y a deux ou trois fois plus de voyageurs. On arrive à entasser tout le monde, mais une voix aimable convie les voyageurs pour Vierzon, Bourges et Saincaize à descendre, sinon le train ne partira pas. Bien que nous interrogeant, nous descendons, on nous promet un train supplémentaire qu'il faut improviser. Après une demi-heure d'attente arrive ledit train, salué par une clameur et une franche hilarité : il n'y a qu'une voiture d'autorail ! Une partie des voyageurs s'y entasse cependant et c'est l'attente : une femme se plaint d'avoir perdu son mari dans la tourmente, les voyageurs de Nantes nous racontent que la même chose s'est produite à Angers avec les voyageurs de Tours, mais ce n'est pas cela qui a donné l'idée à la SNCF d'organiser un train supplémentaire doublant le turbo sur toute la ligne. Pendant que nous attendons, nous voyons passer les trains de première classe et les trains à supplément, vides, spacieux ; ils sont salués par les quolibets. Après une longue attente, on nous fait à nouveau descendre pour attendre un autre train. Avec les deux heures de retard que nous totaliserons, les voyageurs qui ont des correspondances passeront à Vierzon la nuit sur les quais, à moins que cette pagaille soit générale (ce qui est probable) et que les autres trains aient autant de retard.

Et, comme dit la SNCF, prenez le train !

A.S. (Vierzon).

● Comment l'armée forme les conducteurs

J'effectue actuellement mon service militaire dans le régiment du Train.

Dans le numéro 397, vous parliez de l'accident d'un camion militaire, près de Limoges, qui a fait quatre morts parmi les soldats transportés. Aussi, étant moi-même conducteur, je tiens à vous expliquer comment sont formés les chauffeurs de camions.

Pour la région parisienne, on passe le permis poids lourds à Fontainebleau. L'ensemble dure deux jours. La première journée est consacrée à s'habituer à la conduite du véhicule. Mais, vu le nombre de gars qui doivent passer le permis, on ne reste pas plus de dix minutes au volant dans la journée. Et le lendemain, on passe réellement le permis : c'est-à-dire trois minutes de conduite pour trois heures d'attente.

Une fois le permis obtenu, il faut le confirmer pour pouvoir conduire un véhicule militaire. Chaque conducteur conduit pendant une quinzaine ou une vingtaine de kilomètres. Après cela, il peut conduire tous les véhicules inférieurs à 19 tonnes.

Voilà comment, après seulement une heure ou deux de conduite, des gars recevaient l'ordre de transporter vingt personnes, et quelquefois plus, à l'intérieur de leur camion.

Voilà comment est fait l'apprentissage de la conduite à l'armée !

PS : un conducteur poids lourds, à l'armée, peut transporter vingt personnes dans un camion. Il n'aura pas besoin de permis transport en commun. Un gradé, à qui l'on posait la question, nous a répondu : « *Vous êtes du matériel...* »

Pour l'armée, les appelés ne sont pas autre chose que de la marchandise. Alors, tous les risques sont permis.

Un soldat de la région parisienne.

dans l'extrême-gauche et dans

lu avec intérêt... lu avec

rouge

Barbara contre la prostitution

Rouge en date du 20 avril a publié une interview de Barbara, qui dirigea il y a quelques mois le mouvement de protestation des prostituées, et notamment l'occupation de l'église Saint-Nizier, à Lyon.

Barbara a décidé de renoncer à la prostitution. Elle relate les problèmes qu'elle a rencontrés pour sa « réinsertion », et fait le point sur le mouvement des prostituées ; mais surtout elle prend position contre la prostitution. Au moment où certains, sous prétexte d'aider les prostituées, voudraient donner un « statut » à la prostitution, c'est-à-dire cherchent simplement à rendre cette forme d'esclavage de la femme plus supportable, il était sans doute bon que cela fût dit. Et c'est dit par quelqu'un qui fut à la tête d'un mouvement qui attira sans doute l'attention sur les injustices dont sont victimes les prostituées, mais aussi qui contenait bien des ambiguïtés quant aux buts poursuivis.

Rouge : Les difficultés de réinsertion sont-elles seulement matérielles ?

Barbara : Les problèmes d'ordre matériel sont déjà énormes. Les prostituées ont l'habitude de gagner beaucoup d'argent ; et d'en dépenser autant d'ailleurs. Il faut apprendre à vivre avec un salaire de 1.500 à 2.000 francs ; il faut trouver une maison alors qu'avant on vivait à l'hôtel. Mais surtout, il y a le fait que la prostitution reste une image qui suit la femme anciennement prostituée. Mes enfants se sont faits insulter, chasser de certaines maisons par les parents de leurs camarades de classes. Il n'y a pas d'homme qui assume de sortir avec une prostituée, de la présenter à ses amis. Les rapports avec les collègues de travail sont difficiles ; je me suis fait violemment agresser par certaines. (...)

R. : Une prise de conscience des femmes prostituées a-t-elle suivi ce mouvement d'organisation ?

B. : Oui et non. Moi je suis contre la prostitution. Les hommes n'achètent pas seulement un corps ; ils achètent une forme d'humiliation des femmes. Après Saint-Nizier, je suis revenue un soir sur le trottoir ; tous les hommes cherchaient Ulla et Barbara pour pouvoir se dire : « Cette fille est devenue une petite vedette, mais moi, avec mes 100 F, je peux l'avoir là, à ma botte ». Alors je n'ai pas pu continuer. La plupart des prostituées te diront qu'elles sont bien dans leur peau; c'est une façon de se défendre. Mais c'est faux pour la plupart. La preuve est qu'elles mènent une double vie. Elles ont leurs vêtements de travail, leur appartement ou leur hôtel de travail et même leur ville de travail, et puis elles ont d'autres vêtements, un autre appartement et parfois résident une partie du temps dans une autre ville pour être des femmes comme les autres. (...)

Pourtant l'action sur l'ANPE à Lyon prouve qu'une partie des filles veut sortir de la prostitution. Ce qui s'est passé est très important. Le rapport Pinot marquerait une amélioration ; mais les femmes ont peur qu'il cache des pièges ; et puis il ne sera pas accepté par le gouvernement.

INFORMATIONS OUVRIERES746

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

Liberté pour Cuentas et Cuadros!

Dans le cadre de sa campagne pour la libération des militants de la fédération des mineurs du Pérou, Hernan Cuentas et Victor Cuadros, **Informations Ouvrières** publie des informations sur la situation actuelle dans ce pays. On y apprend que :

Le gouvernement du général Morales Bermudez a décrété vendredi dernier l'état d'urgence dans l'industrie minière, « pour assurer, **dit-il,** la continuité de la production ». **Ainsi, les 60.000 mineurs du Pérou sont désormais soumis au même régime que les 10.000 travailleurs des pêcheries et les 2.000 journalistes de Lima : toute grève devient illégale, et tout travailleur qui y participerait est maintenant susceptible d'être licencié sur-le-champ.**

On apprend d'ailleurs que, en vertu de l'état d'urgence, douze journalistes du quotidien « Expresso » viennent d'être licenciés par le nouveau directeur Juan Jose Vega, nommé à ce poste par les généraux.

lu avec beaucoup d'intérêt...

rouge

la recette de la confiture à l'orange

Rouge de mercredi 21 avril livre à ses lecteurs la recette de la confiture à l'orange. Nous ne résistons pas au plaisir de livrer cette importante information à nos lecteurs. Signalons que **Rouge** avait mis pour titre à son article : **« Une rubrique « bouffe » dans** Rouge, **vous êtes pour ? ».**

La rubrique « Vie quotidienne », ça doit parler de la bouffe, donc aussi de la façon de la faire... Alors, comme c'est la saison des confitures d'orange et que je viens de faire les miennes, je vous envoie « la » recette ; faites-en bon usage !

« C'est en mars ou avril qu'il faut faire la confiture à l'orange, avec des oranges à peau fine, genre sanguines et non traitées.

Le premier jour, il faut mettre les oranges à tremper dans une bassine, entières, pendant 24 h avec un citron par kilo d'oranges.

Le deuxième jour, il faut couper le tout en rondelles très minces, et mettre à tremper dans le même poids d'eau pendant 24 h.

Le troisième jour, faire cuire le tout une bonne demi-heure, et laisser reposer 24 h.

Le quatrième jour, mettre un poids égal de sucre, faire cuire jusqu'à ce que la confiture prenne un aspect brillant (environ trois quarts d'heures).

Mettre en pots. Quand la confiture est refroidie, couvrir de paraffine (s'achète en droguerie et se met à fondre, à feu doux dans une casserole). Fermer le pot avec de la cellophane. Pour une quantité de 3 kg d'oranges au départ, cela vous fait 9 ou 10 kg de confiture. »

N.B. : La rédaction de **LO** décline évidemment toute responsabilité quant aux résultats.

dans l'extrême-gauche et dans sa presse

lu avec intérêt... lu avec intérêt... lu avec intérêt

"Libé" se porte bien

Libération du mardi 20 avril a publié deux pages qui font le point sur les comptes et la vente du journal.

La diffusion totale de **Libé** est passée de 13.200 exemplaires par numéro en janvier 1975 (un mois particulièrement catastrophique il est vrai, note la rédaction) à 20.800 exemplaires en février 76. Ces chiffres comprennent les ventes en kiosques et librairies, par l'intermédiaire des NMPP, qui constituent l'essentiel de la diffusion, mais aussi les abonnements, en stagnation autour de 2.000, et les ventes à la criée, qui oscillent entre 0 et 300 exemplaires.

Cette progression assez spectaculaire a permis au journal d'avoir pour la première fois, un compte d'exploitation équilibré, et même en très léger bénéfice, sur une période d'un an, de novembre 74 à décembre 75.

Cela permet aussi au quotidien de dresser un budget prévisionnel en équilibre pour la période qui vient (dépenses mensuelles 450.000 F). Ce budget ne comporte évidemment que les frais d'exploitation courante (imprimerie, papier et rédaction), pas les investissements. D'autre part, le passage à 16 pages au lieu de 12 exige pour que ce budget reste équilibré que **Libé** gagne 2.130 lecteurs supplémentaires.

La conclusion qu'il faut en tirer c'est que **Libé** a l'air de se porter assez bien. Grâce aux lecteurs qu'il a su gagner, bien sûr, et non pas à l'aide de l'Etat, puisqu'à propos d'un récent décret instituant une aide exceptionnelle à certains quotidiens d'information, **Libération** donne les précisions suivantes :

Ledit décret dispose, en son article 2, que les journaux éventuellement bénéficiaires de cette aide devront paraître au moins cinq fois par semaine, avoir eu en 75 un tirage quotidien inférieur à deux cent mille exemplaires, et des ressources publicitaires représentant moins de 30 % du total de leurs recettes. Cette aide est calculée sur la base d'une subvention de 5 centimes par exemplaire vendu en 75. Le montant obtenu devra être diminué de la somme reçue au titre de l'aide exceptionnelle accordée à tous les journaux en raison de la très forte augmentation du papier (près de 100 % en un an).

Mais... l'alinéa suivant est révélateur de l'impudeur gouvernementale : « La subvention sera, en outre, diminuée de 0,20 franc par exemplaire vendu à un prix marqué supérieur à 1,20 franc ». Or, Libération **est vendu à 1,50 F depuis novembre 74 : pour chaque exemplaire vendu, on va nous donner 5 centimes, et nous, nous donnerons 20 centimes ! En clair,** Libération, **qui a vendu quelque cinq millions d'exemplaires en 75 devrait rembourser au gouvernement 820.000 F. Cocasse, non ?**

"Rouge" intensifie sa souscription

Rouge du samedi 17 avril annonce que le comité central de la LCR a décidé de lancer un nouvel appel pour intensifier la souscription jusqu'au 15 mai.

Rouge rappelle que si le but premier de la souscription qu'il a lancée (dépasser les 200 millions d'anciens francs), a été dépassé, d'un autre côté les frais ont été aussi plus importants que prévu. Cela est dû au retard dans le démarrage, aux travaux nécessaires dans le nouveau local, à l'accident survenu à la rotative.

Mais c'est aussi du fait que :

« **Les camarades de** Politique-Hebdo, **dans le cadre de leur projet unitaire et pour diminuer le prix de revient de PH ont décidé d'être partie prenante de l'imprimerie. Ils devaient investir 25 millions (anciens), ce qui nous donnait de l'aise pour les mois difficiles de démarrage. Malheureusement, ils n'ont pu, en raison de leurs propres difficultés, débloquer que 10 millions. Le reste devrait être versé vers septembre-octobre.** »

Les camarades de **Rouge** estiment qu'au rythme de rentrée actuel de la souscription, il y aurait entre le 26 avril et le 7 mai un trou de 9 millions ou même 13 s'ils devaient payer le papier comptant.

DANS SIX SEMAINES
LA FETE DE LUTTE OUVRIERE

Bientôt la fête. Le rendez-vous que nous avons à la Pentecôte se rapproche. Six semaines et nous serons tous de nouveau à Mériel-Villiers-Adam.

Les préparatifs vont bon train. Un certain nombre de groupes politiques qui participeront à notre fête nous ont fait parvenir leur demande de stands. Citons parmi les premières la Frazione Marxista Revolucionaria. Plusieurs groupes anglais seront là aussi, dont International Socialism, Revolutionnary Communist Group, la Workers' League, les Claimants' Union... Nous attendons encore des dizaines de confirmations.

Quant au programme de la fête, il promet d'être copieux. Il y aura des chanteurs, des groupes folkloriques, des groupes pop, du jazz, de la musique, des mimes, des fanfares. Là encore, d'un peu partout, des réponses nous sont parvenues : les Santa-Claus du Havre, Jacques Debronckeart, Jean-Luc Sitruk, le mime Luc, le groupe New-Orleans, le groupe Wesk, l'orchestre Archenexon et, sans doute, le théâtre des Deux Rives de Rouen. Ce n'est là qu'un début, comme on dit. La liste n'est pas close. Elle doit s'enrichir dans les semaines qui viennent. Et nous vous tiendrons au courant au fur et à mesure. Mais il faut accélérer le pas. Il faut que les propositions affluent, pour que la fête soit encore plus belle, plus variée.

Camarades, amis, cette fête, c'est votre fête. Dès maintenant, vous y participez en la préparant.

● UN TRIO D'INSTRUMENTS ANCIENS

La musique ancienne se marie très rarement avec les flonflons de la fête. Réputée « aristocratique », elle sort peu des salles de concert et des temples consacrés. C'est pourtant la gageure que tiendront Michel Henry, Gilbert Bezzina et Odile Bailleux qui, emmenant leurs hautbois, violon et clavecin, joueront, au petit Théâtre de verdure de la fête de **Lutte Ouvrière** du Haendel, du Bach et des œuvres de musiciens italiens du XVII[e] et XVIII[e] siècle.

Voici comment eux-mêmes se situent.

« Nous nous réjouissons de jouer à la fête de Lutte Ouvrière. **D'abord parce que c'est une fête et que les concerts de musique dite classique sont rarement des fêtes. Pour une fois, nous allons être entièrement libérés des contraintes inhérentes au système qui régit le commerce de cette musique comme des autres.**

Pour une fois aussi, nous serons sur pied (en l'occurrence une scène) d'égalité avec les autres musiques et musiciens.

La musique que nous aimons et jouons a toujours été confisquée par une soi-disant élite, en fait la bourgeoisie, dont trop de musiciens acceptent de représenter et perpétuer les valeurs et de singer les manières. Rien d'étonnant à ce que cette musique soit souvent rejetée à l'avance par les publics de la chanson, du jazz, des musiques populaires, etc.

Nous essayons de sortir de ce ghetto sans en avoir souvent la possibilité concrète. Jouer à la fête de Lutte Ouvrière **sera, pour nous aussi, une fête ».**

Lutte de Classe

Mensuel trotskyste édité par Lutte Ouvrière. Prix : 5 F.

Au sommaire du numéro 36 :

— Espagne : la bourgeoisie libérale, les partis réformistes et la classe ouvrière.

— La gauche bientôt au gouvernement en France ?

— Une discussion entre Lutte Ouvrière et Accion Communista.

Pour se la procurer, s'adresser aux militants de Lutte Ouvrière ou écrire au journal.

Ceux du Technique

Pour se faire directement l'écho de la lutte dans les CET, pour donner le point de vue des collégiens révolutionnaires dans les mouvements actuels, un nouveau numéro spécial de Ceux du Technique **est paru le jeudi 22 avril.**

Demandez-le aux camarades de « Lutte Ouvrière » que vous connaissez !

L'EXTRÊME-GAUCHE A DIJON

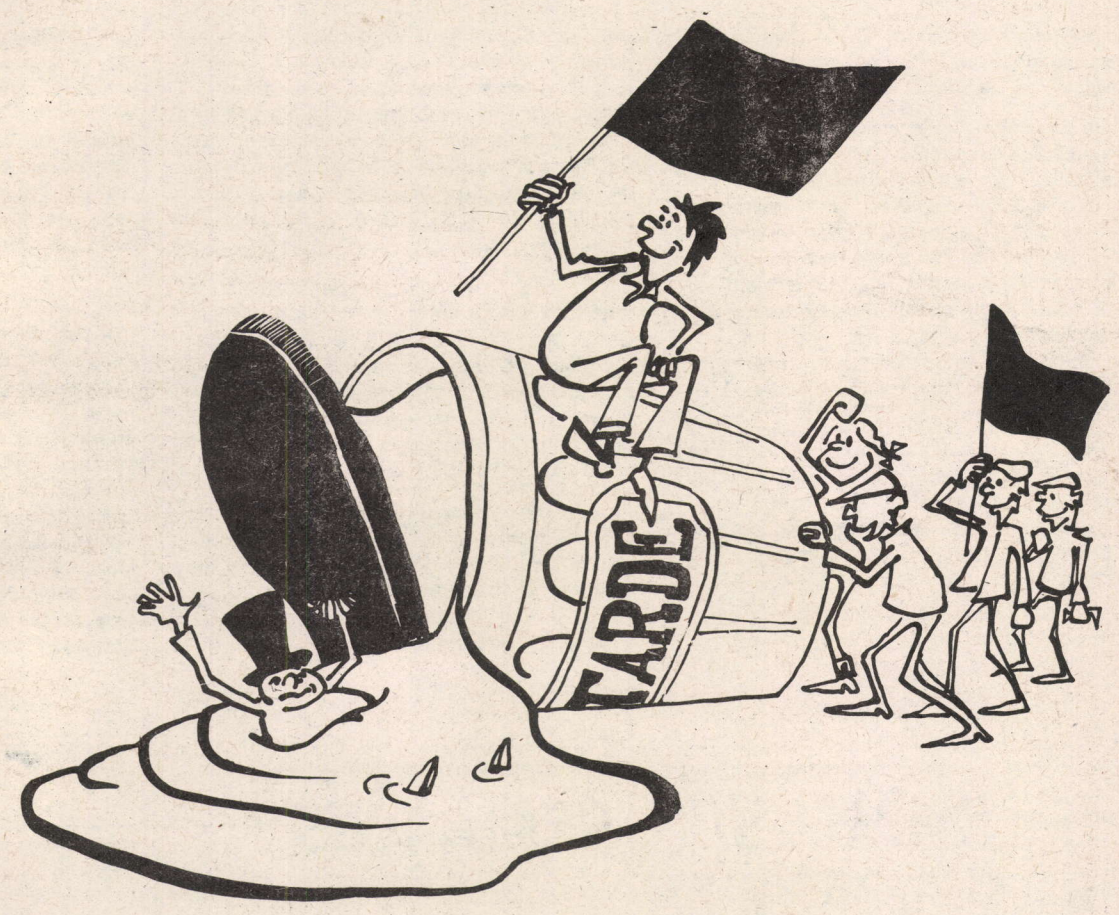
Dijon est une ville de 200.000 habitants. Elle est peu industrielle et reste très marquée par la campagne environnante : cultivateurs du Val-de-Saône et vignerons de la Côte. Cette campagne lui sert de débouché principal et de réservoir de main-d'œuvre, en particulier de main-d'œuvre féminine.

Dijon s'est surtout développée en tant que ville de petit et moyen commerce et d'administrations. La classe ouvrière est surtout composée du personnel de ces administrations : Chèques Postaux (1.000 employées), Poste Centrale, employés du CHR, de la Sécurité sociale, de la Préfecture, vendeuses des grands magasins.

La plupart des vieilles usines sont des entreprises alimentaires : pain d'épices, moutarde. Amora, où les ouvrières baignent à longueur de journée dans le vinaigre ; Aussage, où l'on suffoque dans le poivre et le cayenne. Depuis une quinzaine d'années, deux zones industrielles se sont développées, mais surtout des petites usines de montage, des entrepôts, du mobilier.

C'est véritablement une ville « provinciale », de notables. La seule ouverture sur l'extérieur est venue du nœud ferroviaire, à proximité de Paris (300 km) : c'est un gros dépôt SNCF, le deuxième ou le troisième triage de France ; les ateliers de réparation, en déclin, étaient importants il y a vingt ans.

Il y a trois grosses entreprises : la Bourgogne-Electronique (1.800 ouvriers, en majorité des OS femmes), Peugeot (1.500 ouvriers en deux usines), la SNCF (3.000 cheminots). Les salaires sont très bas : ceux de la Bourgogne-Electronique (1.300 F pour une OS 2) sont considérés comme de gros salaires dans la région.



Un Parti Communiste relativement faible

Le Parti Communiste est relativement faible d'un point de vue organisationnel. Bien sûr, il est plus important que l'extrême-gauche grâce à son poids national et à la CGT, mais ses militants ne sont pas très nombreux. Par exemple, les manifestations du PCF « pour la défense de l'emploi » ne regroupent pas plus de 200 personnes.

L'extrême-gauche

Elle est relativement importante. Le courant anarchiste qui existait il y a une cinquantaine d'années a disparu ; il a été remplacé par deux courants à peu près égaux : maoïste et spontanéiste d'une part, trotskyste de l'autre. Ainsi, lors de la manifestation pour la mort d'Overney, nous étions 1.200, les deux courants à peu près à égalité. Par rapport aux syndicats et partis de gauche, nous représentons entre le quart et la moitié des manifestations communes.

le mouvement spontanéiste et les maoïstes

Il existe tout un milieu aux frontières très floues allant des anarchistes aux maoïstes de *l'Humanité Rouge*, en passant par un courant à la lisière du maoïsme et de l'écologisme.

Après Mai 68, et pendant plusieurs années, ce courant, dont beaucoup de militants étaient issus de la *Cause du Peuple*, a animé et fait vivre un journal satirique *La Cote d'Alerte*, qui attaquait et la pollution et les promoteurs. Il a connu un certain succès et certains de ses numéros se sont vendus à plus de 5 000 exemplaires. Il aurait disparu à cause de dissensions internes.

C'est sans doute dans ce courant que les groupes maoïstes organisés, *Front-Rouge*, *Humanité Rouge* et UCFML recrutent leurs militants. Anciens étudiants, la plupart de leurs militants sont maintenant dans les entreprises : à la SNCF, aux PTT, au CHR, à la Bourgogne Electronique ; là, ils mènent une activité qui, pour une part, est dirigée contre le PCF et la CGT. Ils adhèrent à la CFDT où ils apparaissent beaucoup plus comme des militants CFDT que comme des militants maoïstes ; cependant leurs feuilles attaquant « les révisionnistes » sortent relativement régulièrement.

Enfin l'UCF, qui est un groupe de maoïstes locaux, a connu un succès dans une entreprise, Manubat, qui fabrique des grues, où ils sortaient un bulletin *La Tempête*. Ils avaient formé un comité de lutte contre des licenciements qui, en un temps, a éclipsé l'influence des syndicats, puis qui a disparu à cause justement de ces licenciements.

les trotskystes

Le mouvement trotskyste est formé de trois groupes d'importance à peu près égale, l'AJS-OCI, la Ligue Communiste Révolutionnaire et LO (quand à Révolution ! il est pratiquement inexistant).

la Ligue Communiste Révolutionnaire

A l'origine du groupe, il y a des militants du PSU qui étaient venus aux idées trotskystes en participant à *l'Etincelle*, bulletin d'entreprise qui avait été édité pendant une période par un des courants de la gauche du PSU. Au moment de la création de la JCR, ces militants l'ont rejointe et ont adhéré à la IV[e] Internationale avec elle, puis sont devenus Ligue Communiste...

Ils sont surtout implantés dans le milieu enseignant et étudiant où ils s'affrontent très souvent avec leur concurrent direct : l'AJS. Ailleurs, on les rencontre très peu, sauf à la SNCF où ils ont quelques militants à la CFDT.

Une *Taupe Rouge* paraît d'ailleurs assez régulièrement (une fois par mois environ) sur la SNCF. Ailleurs, l'apparition d'une *Taupe Rouge* est plus occasionnelle.

Des militants de la Ligue ou proches d'elle jouent également un rôle certain dans le groupe assez actif des Pétroleuses qui existe sur Dijon.

l'OCI-AJS

C'est le groupe le plus nombreux : ils ont emmené 250 personnes à leur rassemblement régional de Lyon l'an dernier.

Ils apparaissent lors de grandes campagnes telles que la pétition pour le boycott de l'Espagne à la mort de Franco, la pétition contre le gouvernement Giscard-Chirac.

Leur importance vient surtout de leur implantation en faculté où ils dirigent le syndicat UNEF (unité syndicale), qui a recueilli 65 % des voix aux élections du CROUS (Centre Régional des Œuvres Universitaires).

Dans les lycées, ils interviennent par leurs enseignants qui militent d'une part dans les syndicats de la FEN, surtout en lycée technique, et qui d'autre part influencent leurs élèves.

Dans les entreprises, ils militent surtout à FO : à la Sécurité sociale, où ils ont plusieurs militants, aux PTT. Ils ont aussi des militants à l'école d'éducateurs.

Lutte Ouvrière

Le groupe Lutte Ouvrière est implanté, lui, essentiellement dans les entreprises, à Peugeot, à la Bourgogne-Electronique, à la SNCF, au CHR et aux PTT. Là où les autres groupes ne sont pas ou n'apparaissent que sporadiquement. Dans chacune de ces entreprises, il existe un groupe qui édite un bulletin depuis plusieurs années.

L'activité syndicale de ces camarades se fait pour ainsi dire exclusivement au sein de la CGT. Ce qui ne signifie pas que la CGT locale tolère plus ici les trotskystes que partout ailleurs en France, puisque déjà dans le passé, la CGT de l'usine Peugeot a dissout une commission-jeunes animée par des militants de notre tendance et a exclu un camarade de la CGT. Peu de temps après, la direction Peugeot a licencié ce même camarade pour sept minutes de retard au pied de sa machine !

Il y a trois ans, l'ancien secrétaire de la section CGT du Triage de Gevrey, militant LO, a été exclu de la CGT pour ses opinions poiltiques et a dû là s'affronter durement aux membres du Parti Communiste. Ces derniers ont alors entamé contre lui une procédure de révocation de ses mandats syndicaux et ont donc fait refaire par la SNCF des élections pour ou contre notre camarade. Malgré la campagne de calomnies du PCF, les cheminots du secteur se sont prononcés pour le maintien de ses mandats. C'est après cette intervention de la CGT contre notre camarade que la SNCF a trouvé opportun d'essayer de se débarrasser de ce militant gênant qui osait dénoncer publiquement en son nom propre le manque de sécurité sur son triage, où il y a eu plus de cinq morts en trois ans.

A deux reprises, elle l'a fait passer en conseil de discipline et a demandé son renvoi. Elle ne l'a pas obtenu du conseil mais a réussi à le déclasser.

Lutte Ouvrière est aussi présente dans le milieu des jeunes, notamment les foyers de jeunes travailleurs et dans les lycées de la ville où l'an dernier les militants lycéens de LO jouaient un rôle important lors du mouvement de protestation des lycéens contre la réforme Haby.

dossier URBANISME

l'homme et la ville

la loi du profit et les besoins des hommes

Sous le signe du capitalisme, l'ère industrielle a donné naissance à des villes dans lesquelles les hommes sont malheureux. L'être humain est avant tout sociable certes, mais pas au point de se satisfaire de l'entassement qui caractérise la vie dans les grandes villes, où que l'individu se trouve, et jusque dans son logement, la plupart du temps exigu : l'espace vital du citadin est compté au plus juste.

Entassement et rythme de vie intensif — le fameux « métro-boulot-dodo » — **: ce n'est pas dans de telles conditions que peuvent s'épanouir des sentiments communautaires. Autrefois, le citadin était fier de sa ville. Dans les banlieues de béton des villes modernes, identiquement monotones à des centaines de kilomètres de distance, quel autre sentiment éprouver que l'ennui lorsque pour tout passé elles n'ont à offrir que celui des promoteurs et, pour centre de vie sociale, elles n'ont dans les cas plus favorables, qu'un lieu affecté officiellement à cet usage et, la plupart du temps, le seul supermarché.**

Même baptisé « agora » **ou** « forum », **un emplacement ne suffit pas à faire naître une vie communautaire entre des êtres humains. Certes, c'est l'ensemble de la société d'exploitation qui fait** « de l'homme un loup pour l'homme », **mais, dans les grandes villes, cet individualisme de la société bourgeoise est mille fois aggravé et bien souvent agressif, comme en témoignent la délinquance ou les réactions d'auto-défense, armes à l'appui, dans certaines banlieues. Et comment ne le serait-il pas lorsqu'on vit dans des conditions où l'on a si peu l'impression parfois d'être sorti de la jungle, dans des conditions si impitoyables que des vieillards peuvent y mourir, dans la solitude, sans que personne s'en aperçoive, au milieu de millions de leurs semblables.**

L'Etat parle de « schémas directeurs », **qui ne dirigent rien ; de** « plans d'occupation des sols », **qui ne planifient rien. Ici et là, il réalise quelques** « équipements socio-culturels », **le strict minimum.**

Mais le capitalisme, et l'Etat à son service, n'ont pas de solution pour les maux qu'il engendre. Ayant développé la vie urbaine avec une ampleur sans précédent, il est incapable de donner le jour à la science et à l'art qui devraient lui correspondre : l'urbanisme. Nous vivons en cette fin du XX^e^ siècle dans des villes qui, la plupart du temps, datent des premiers âges de la vie urbaine. Et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elles ne sont pas adaptées à la vie contemporaine. L'époque moderne exige un nouvel urbanisme — qui ne consisterait pas forcément d'ailleurs à détruire ce qui existe.

Mais pas plus qu'aucune tentative de réglementation de la part de l'Etat ne peut juguler les appétits capitalistes, aucune innovation architecturale ne peut modifier réellement la vie du citadin, tant que l'on restera dans le système capitaliste. Le cadre de la vie urbaine — c'est-à-dire, de plus en plus, le cadre de la vie humaine tout court — ne peut être simplement aménagé.

C'est radicalement qu'il faudra le transformer. L'urbanisme n'est ni un problème législatif ni un problème technique. Seul le bouleversement révolutionnaire de la société actuelle et l'édification d'une société au service de tous pourront permettre de concevoir des villes, des ensembles urbains dignes de l'être humain de l'époque moderne.

QUELLE EST LA SITUATION
QUELS SONT LES DROITS
DES TRAVAILLEURS IMMIGRES
EN FRANCE ?

Après l'ignoble expulsion des seize grévistes des foyers Sonacotra, Lutte Ouvrière consacrera son prochain dossier à ce sujet.

Urbanisation et urbanisme

L'urbanisation est le phénomène du développement des villes, celles-ci étant généralement définies par des critères numériques. Il a pour pendant le dépeuplement des campagnes. Un pays « s'urbanise » lorsque l'accroissement de la population dans les villes est supérieur à celui de la population dans le pays tout entier.

On parle de « conurbation » lorsqu'une agglomération urbaine comprend plusieurs villes déjà importantes du temps de leur autonomie.

L'urbanisation est quelque chose que l'on constate. *L'urbanisme* au contraire est volontaire et conscient : c'est l'art — ou la science — d'aménager, voire de créer de toutes pièces, des agglomérations humaines. Dans un sens plus large, il consiste à disposer dans l'espace, aussi bien rural qu'urbain, les établissements humains de toute nature : il revient à l'aménagement d'un territoire.

Le développement urbain aux États-Unis

Les Etats-Unis restent le pays type de la vie urbaine, dont les gratte-ciel sont un symbole. A l'heure actuelle, près des 3/4 des quelque 220 millions d'habitants qu'ils comptent se retrouvent dans des villes souvent géantes : au centre, le quartier des affaires avec d'immenses gratte-ciel ; et à la périphérie des banlieues pavillonnaires qui s'étendent démesurément. Los Angeles s'étend ainsi du Nord au Sud sur 100 kilomètres.

Dans l'Est, une centaine de villes ont fini par se rejoindre pour former une « mégalopolis » de 40 millions d'individus autour de New York, qui s'étend sur environ 600 kilomètres, englobant Washington, Baltimore, Philadelphie, Boston !

Près de 400 hectares de terres arables sont chaque année grignotés par le développement urbain.

Les citadins dans le monde

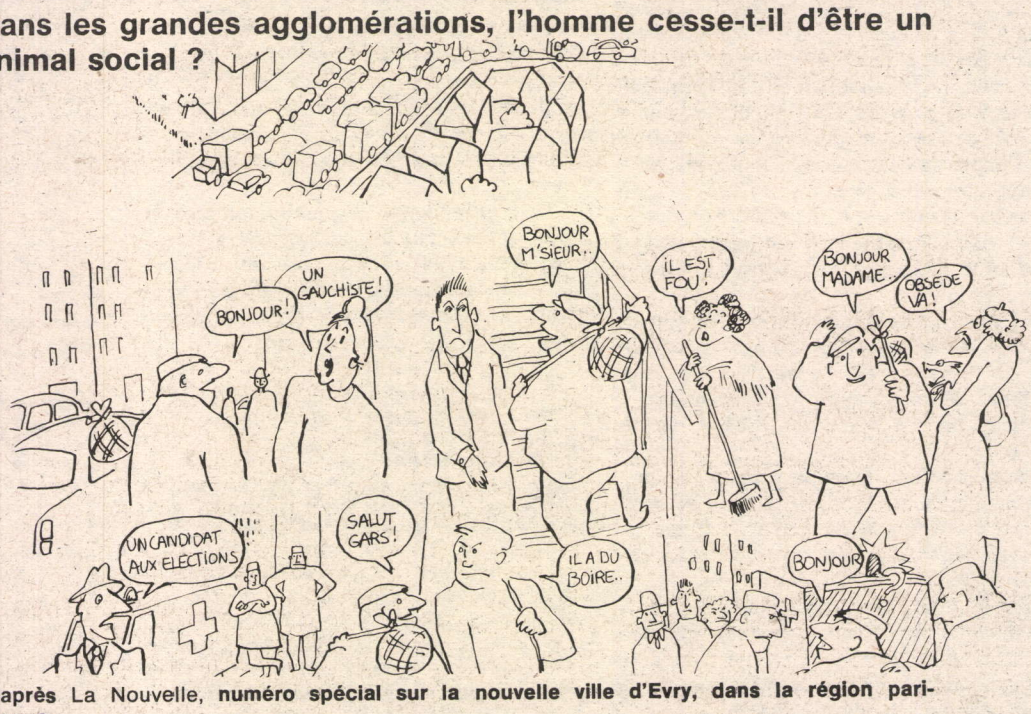
Sur un milliard d'habitants qu'il comptait en 1900, le monde avait à peine 100 millions de citadins.

Sur les quatre milliards d'humains qui composent aujourd'hui la population mondiale, 1 milliard 500 millions vivent en ville.

En France, le pourcentage de la population urbaine est passé, dans le même temps, de 23 % à 72 %. En 1950, il n'était encore que de 54,5 %.

(D'après *Vivre avec la ville*, de Michel Sinniger, Ed. du Centurion, 1976).

Dans les grandes agglomérations, l'homme cesse-t-il d'être un animal social ?



D'après La Nouvelle, **numéro spécial sur la nouvelle ville d'Evry, dans la région parisienne.**

La population de l'Europe

Du VI^e^ siècle jusqu'en 1800, soit durant 12 siècles, la population totale de l'Europe n'avait jamais dépassé les 180 millions d'habitants. De 1800 à 1914, c'est-à-dire en un peu plus d'un siècle, cette population est passée de 180 à 460 millions. Et à cela s'ajoutent les quelque 100 millions d'Européens qui ont émigré en Amérique à la même époque.

En 1970, c'est dans les villes que se retrouvent les 180 millions de personnes qui constituaient toute la population de l'Europe vers 1800.

Ce qu'on pense de la vie en ville dans le grand ensemble des olympiades dans le quartier de Tolbiac à Paris-13^e^

● Un jeune de 14 ans.

Q : Que pensez-vous de la ville ?

R : *Je m'y sens à l'étroit, il n'y a pas assez de nature, pas d'espaces verts, que du béton partout. Et puis, il n'y a pas d'endroit de rencontre, pas d'ambiance. Rien n'est prévu, à part les magasins, mais ça, c'est rentable, alors...*

Q. : Imagines-tu la ville autrement ?

R : *Je n'imagine pas de ville, mais la campagne, ou alors des petites maisons basses, surtout pas de tours !*

● Une femme d'âge moyen, de Toulouse, travaillant aux PTT.

Q : Vous vous plaisez ici ?

R : *Oh non, tout cela (les tours), ça me rend triste. Il n'y pas d'ambiance, les gens s'occupent uniquement d'eux.*

Q : Il y a pourtant des avantages dans la ville, la vie culturelle plus animée, les films qui sortent en premier.

R : *Tous ces avantages là, je les laisse. Je ne me sentirai pas plus mal si je vois les films avec un peu de retard ; et puis, de toute façon, à Paris, quand on va au cinéma, il faut faire la queue, alors, vous parlez d'un avantage ! Vous ne me convaincrez pas, je n'aime pas la ville.*

les plus grandes agglomérations en France

D'après les chiffres publiés en 1972 par l'ONU :

PARIS	8 196 746
LYON	1 074 823
MARSEILLE	964 412
LILLE	881 439

Il s'agit là de la population des agglomérations urbaines, et non des villes proprement dites. On peut constater le décalage considérable avec Paris.

Paris regroupe 1/5^e^ de la population française : c'est le cas pour Londres aussi, mais avec Londres il y a 6 villes de plus d'un million d'habitants en Grande-Bretagne.

dossier URBANISME

les villes malades

le capitalisme et la ville

Au long des siècles, les villes ne se sont développées et multipliées que très lentement. C'est la révolution industrielle qui a donné une impulsion sans précédent au phénomène d'urbanisation. La civilisation urbaine à proprement parler, c'est la civilisation industrielle : rassemblant des masses humaines jamais vues pour les besoins de l'industrie, elle a entraîné la formation d'agglomérations qui n'ont, depuis le XIX^e^ siècle, pas cessé de grandir.

Si, aux débuts de la révolution industrielle, les usines et leur main-d'œuvre s'installèrent auprès des chutes d'eau puis des bassins houillers ; si la proximité d'une voie navigable ou d'un port naturel furent pendant un temps les conditions de l'implantation de centres urbains, avec l'apparition des chemins de fer ces nécessités disparurent. A l'heure actuelle, une ville industrielle peut apparaître à peu près n'importe où dans le monde et sa création ou son développement ne sont pratiquement plus tributaires, au fur et à mesure que l'homme se rend maître de la nature qui l'environne, des conditions géographiques ou climatiques : Brasilia ou les villes de Sibérie en témoignent.

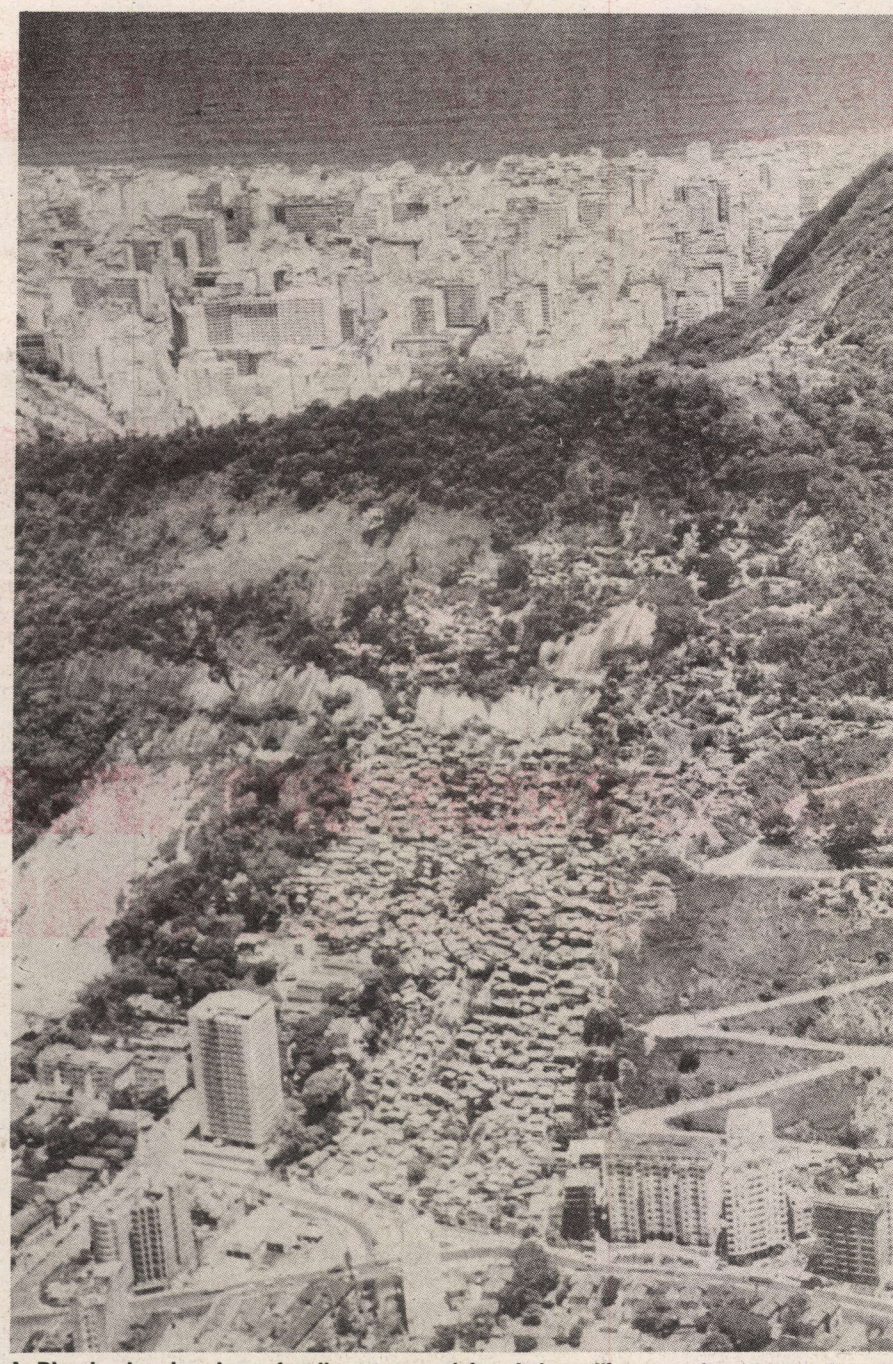
Mais, comme dans beaucoup d'autres domaines, la bourgeoisie, artisan et profiteuse de l'industrialisation, a fait de ces possibilités nouvelles pour l'homme une source de malheurs pour le plus grand nombre. Avec le capitalisme, c'est la loi de la rentabilité qui préside à ce qui n'est plus un « art urbain » mais un phénomène incontrôlé d'urbanisation sauvage. La libre entreprise, c'est l'anarchie dans la croissance des villes, c'est le hasard de la concurrence, des terrains disponibles, c'est l'absence de toute conception d'ensemble, de tout plan.

Le logement des travailleurs n'intéresse les capitalistes que dans la mesure où son prix intervient dans l'évaluation du prix de la force de travail et des salaires. Il faut donc qu'il soit le plus bas possible. Comme une construction neuve est d'un prix élevé, aux travailleurs les vieilles bâtisses depuis longtemps amorties, tombées à l'état de taudis ! Il s'effectue de la sorte une espèce de rotation des logements, consacrant la ségrégation sociale entre « beaux quartiers » et taudis ouvriers.

Une autre étape est atteinte au XX^e^ siècle, et particulièrement depuis la Deuxième Guerre mondiale, lorsque la croissance urbaine, la construction, devient elle-même source de profits. Le sol sur lequel on bâtit, sur lequel s'édifient les villes, étant par force limité, la spéculation fait rage. Son prix atteint des hauteurs vertigineuses et le logement ouvrier se trouve relégué de plus en plus loin du centre initial de la ville, là où, pour un temps du moins, les terrains coûtent moins cher. La plupart des grandes villes industrielles se sont formées ainsi par zones concentriques de plus en plus étendues, absorbant des banlieues de plus en plus lointaines. Avant le XIX^e^ siècle, le phénomène du « faubourg » existait bien sûr déjà, entassement de gens venant s'agglutiner à l'extérieur du « bourg » fortifié lui-même. Mais il n'avait rien de commun par ses proportions avec le phénomène des banlieues ouvrières auquel le capitalisme a donné naissance.

En plein XX^e^ siècle, l'exemple peut-être le plus frappant de cette ségrégation sociale au niveau de l'habitat est fourni par des pays sous-développés comme le Brésil. Rio de Janeiro, c'est d'une part un centre d'affaires, avec des gratte-ciel dignes du Nouveau Monde, et c'est d'autre part l'immense zone des « favellas », bidonvilles accrochés aux flancs des collines.

Dans ces pays, le contraste, d'autant plus accusé que la bourgeoisie y est de développement récent, est une illustration saisissante de la division de la société en classes aux intérêts antagonistes.



A Rio de Janeiro, les « favellas » accrochées à la colline, et les gratte-ciel en bord de mer : la division de la société en classes se traduit dans le paysage urbain.

LE ROLE DES TRANSPORTS

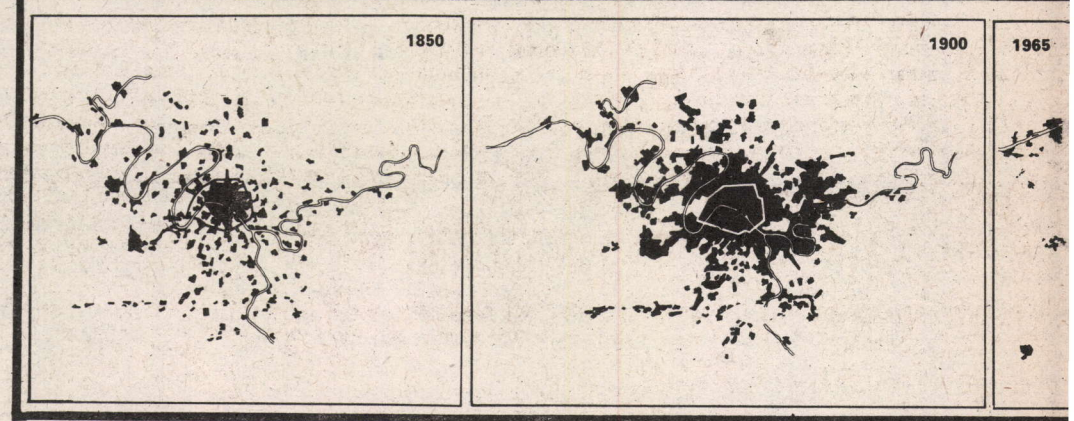
Pendant les millénaires de l'histoire des villes, leur étendue est restée limitée par ce simple fait que l'homme se déplaçait à pied. Et leur superficie, réglée par la vitesse moyenne de la marche, ne pouvait être que restreinte. C'est pour permettre, à partir du XVI^e^ siècle environ, le déplacement des voitures tirées par des chevaux que des axes un peu larges et rectilignes sont apparus dans les cités médiévales. Les ateliers ou magasins, au lieu de rester regroupés par quartiers, allaient désormais s'aligner le long de rues.

La grande révolution fut introduite par les chemins de fer, et plus généralement les véhicules sur rails. Les tramways allaient permettre aux villes d'étendre considérablement leurs dimensions, et modifier du même coup leur tracé. Désormais, domicile et lieu de travail pouvaient être fort distants l'un de l'autre, et la ville pouvait se scinder, se spécialiser en quartiers : résidentiel, commercial et industriel.

La deuxième moitié du XIX^e^ siècle fut la grande époque du chemin de fer. La spéculation sur les terrains suivit de près l'extension du réseau des voies ferrées et tous ceux qui voyaient là de belles perspectives pour faire fructifier leurs capitaux surent obtenir de l'Etat qu'il prenne les choses en mains. C'est cette extension qui commanda pendant toute une époque le développement urbain.

Aujourd'hui, où l'automobile individuelle a succédé au chemin de fer, c'est en grande partie en fonction des autoroutes que les villes, tout au moins les plus grandes, s'étendent. Rien de tel que la proximité d'une autoroute pour valoriser un terrain !

L'expansion de l'agglomération parisienne.



LES PREMIÈRES VILLES

Les premières villes se sont constituées, il y a environ 5 000 ans, en Mésopotamie, sur les bassins des grands fleuves qui offraient des conditions particulièrement favorables au développement de l'agriculture. Et c'est l'augmentation de la productivité agricole qui a permis de distraire des forces humaines de la recherche des subsistances pour les consacrer à des tâches artisanales et culturelles. C'est elle qui a permis également de nourrir des groupements humains plus nombreux.

L'apparition des villes est contemporaine — c'est en siècles qu'il faut évaluer — de l'invention de la métallurgie, de l'irrigation et du drainage, de l'écriture. Avec les villes est née la civilisation.

Les premières villes ont été avant tout des centres administratifs, politiques, militaires. Fonctions dont témoignent dans les ruines des premières cités, les palais et édifices religieux groupés derrière les murailles de la citadelle.

On y trouvait — et ce fait est caractéristique des villes — de nombreux monuments et œuvres d'art (statues, fresques, bas reliefs, etc.), dont la solidité et la beauté contrastaient avec le dénuement des huttes paysannes des villages.

A l'époque des grandes invasions et de la chute de l'Empire romain, les villes se sont vidées et ont périclité. Et c'est à l'abri derrière des remparts qu'elles sont réapparues au Moyen-Age. Le plus souvent à partir d'un village au pied d'une abbaye ou d'un château-fort, et qui se protégeaient en prolongeant le mur d'enceinte. Ou encore, bâties de toutes pièces, à l'initiative d'un seigneur ou du roi, pour augmenter les taxes qu'il pouvait percevoir.

Et ce n'est pas par hasard si dans le plan de tant de villes actuelles on retrouve de nombreuses traces de moyens de défense militaires. Evoquant la ville occidentale, Le Corbusier disait : *« Son domaine bâti n'est que murailles, créneaux, châtelets et tours. Outillage de fauve... »*, qui traduit en termes d'architecture un passé de violences et de guerres.

L'expansion de l'agglomération parisienne

du capitalisme

main basse sur les terrains

Le prix d'un terrain à bâtir (que la législation désigne sous le nom de : *aedificandi)* pour beaucoup dans le prix total d'un appartement ou d'une maison individuelle. Si le prix d'un terrain est élevé, plus le prix de la construction qui s'y élèvera sera lourd et coûteux. Ce phénomène se trouve encore accentué par la raréfaction des terrains à bâtir que l'on constate dans les grandes villes, Paris tout particulièrement. En effet, les spéculateurs achètent à des prix élevés les terrains libres — et ils sont rares en zone urbanisée — pour les « geler » ensuite dans l'attente d'une opération immobilière intéressante à réaliser. Ce qui explique que, lors des 15 dernières années, les prix des terrains aient pu augmenter deux fois plus vite que ceux de la construction proprement dite. Entre 1950 et 1964, ils ont été multipliés par 10 ou 15 selon les régions.

Les grands bénéficiaires de ces hausses sont bien entendu les promoteurs. Car ils ne se privent pas d'acheter un terrain à bas prix et de le revendre ensuite à un prix très élevé, répercutant cette augmentation purement spéculative sur le coût total de l'immeuble construit.

Face à ces hausses, l'Etat est impuissant, quand il n'est pas complice. Soit qu'il ferme les yeux en disant ne rien pouvoir faire, soit qu'il organise lui-même ces hausses. L'Etat est en effet le plus grand propriétaire foncier de France et il ne s'embarasse guère de scrupules lorsqu'il peut spéculer lui-même sur des terrains occupés par des organismes publics qu'il revend à des particuliers. Ainsi, au congrès 1975 de la Fédération Nationale des Promoteurs Constructeurs, un orateur officiel de la FNPC citait le cas d'un terrain situé près du boulevard périphérique, à Paris, qui avait été vendu à 7 700 F le m2 voici deux ans, soit à 60 % au-dessus de la valeur des terrains ambiants. L'Etat — en l'occurence un organisme semi-public — avait tout simplement surévalué le fameux COS (Coefficient d'Occupation des Sols) de ce terrain pour permettre d'en gonfler le prix.

A côté de ces hausses, il faut noter toute la gamme des mesures de complaisance dont bénéficient certains promoteurs bien en cour et que la presse révèle de temps en temps.

Le cas le plus courant consiste pour un promoteur à acheter un terrain classé officiellement comme impropre à la construction. Il est généralement acheté très peu cher, car inconstructible. Puis il se trouve que, par une sorte de miracle administratif, ce terrain devient rapidement *aedificandi,* c'est-à-dire que le promoteur est autorisé à construire dessus, empochant alors un coquet bénéfice.

QUELQUES CHIFFRES

Selon une étude parue l'été dernier dans une revue de construction, la moyenne des prix des terrains dans les communes de l'Ouest et du Sud de la capitale dépassait toujours 500 F le mètre carré. Quant à Paris même, les prix laissent rêveurs : 5 000 F le mètre carré à Montparnasse et 35 000 F sur les Champs-Elysées, d'après des chiffres vieux de trois ans !

Rien d'étonant donc si, depuis vingt-cinq ans, près de 90 % des logements construits dans les grandes villes, l'ont été en banlieue et si le cœur des agglomérations se trouve de plus en plus réservé aux riches.

Le prix du mètre carré varie, du centre de la ville à sa périphérie, de 12 à 1 environ. Du centre à une vingtaine de kilomètres à la périphérie, de 300 à 1.

La part du terrain dans le prix de la construction est d'environ 30 à 35 % dans une ville moyenne. Il n'excède pas 10 % à la campagne.

(D'après M. Sinniger **Vivre avec la ville** - 1976.)

elle court, elle court la banlieue...

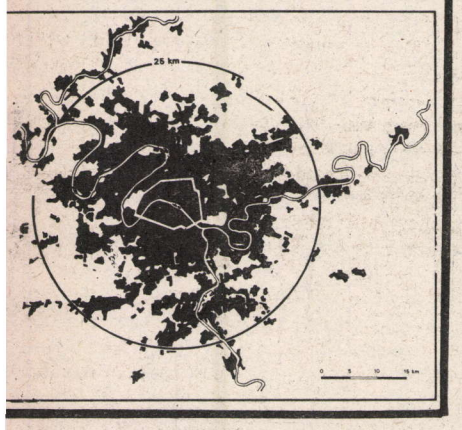
Les Halles, La Villette, la Défense, la « rénovation » du quartier Italie, la Part-Dieu à Lyon, la place Occitane à Toulouse, etc. : on pourrait citer d'innombrables grandes opérations dites de « rénovation », « restauration », « restructuration » ou « urbanistiques », qui sont, en fait, autant de gouffres à milliards, autant de profits énormes pour les sociétés de promotion et les grandes banques qui sont derrière elles, autant de scandales.

Mais, en vérité, les grandes villes sont à l'heure actuelle le théâtre d'un scandale permanent. Le rythme de vie qu'elles imposent est une épreuve constante et la principale cause en est l'éloignement entre le domicile et le lieu de travail. Ces allers et retours quotidiens — ces **« migrations alternantes »,** dont les « spécialistes » — constituent peut-être la principale cause de fatigue, de tension nerveuse, d'agressivité, des habitants des villes. Des grands ensembles, des cités dortoirs, des Sarcelles (et les grandes villes de province ont aussi leurs Sarcelles) recueillent tous les soirs des individus surmenés et mécontents. Les villes nouvelles n'ont pas d'emplois à offrir, et là où il s'en trouve — ce qui d'ailleurs, avec la crise, se fait plus rare —, on ne peut se loger. Le **Livre noir des transports parisiens** indique que sur 1.000 personnes résidant en banlieue et travaillant à Paris, 75 passent plus de 3 heures en trajets quotidiens, 300 y passent de 2 h 30 à 3 heures, 400 de 2 h à 2 h 30 et 225 moins moins de 2 heures.

Dans le même temps que les voyages à grande distance, par le train ou l'avion, devenaient de plus en plus rapides, les transports internes aux agglomérations prenaient un temps souvent double.

C'est à une véritable aberration que la grande ville moderne est parvenue. Depuis plus d'un siècle, les moyens de transport ont connu de véritables révolutions, mais les automobiles circulent au cœur des centres urbains dans les mêmes rues que celles où passaient autrefois les voitures à cheval. Les rues de la colline de Fourvières à Lyon, qui fait maintenant partie intégrante de la ville, conservent à peu près le même tracé que du temps où cette colline était plantée de vignes.

L'être humain étouffe dans les villes qui ne sont modernes que de nom. La ruée des citadins « hors les murs » qui accompagne le moindre week-end de congé, avec son cortège de risques, ne signe malheureusement que trop bien le constat de faillite de la ville telle que l'a engendrée le capitalisme.



Qui sont les promoteurs ?

« Nous sommes des financiers, nous ne sommes pas dans une économie de rêves », cette parole de promoteur ne s'embarrasse pas de fioritures pour asséner une vérité première. Et en effet, avant toute autre préoccupation, celle du promoteur immobilier est, bien sûr, de gagner de l'argent et non de faire de l'urbanisme ou de l'architecture. Il n'est rien d'autre qu'un capitaliste qui investit dans la construction comme d'autres investissent dans la chimie ou l'automobile.

Son rôle consiste à rassembler et à coordonner les éléments, les personnes et les capitaux nécessaires pour mener à bonne fin un projet immobilier. Acquérir les terrains, se charger éventuellement de l'expulsion des résidents et de la démolition des bâtiments existants, faire les démarches administratives, obtenir les autorisations de construire, réunir les capitaux — les siens et ceux de particuliers, banques ou tout autre organisme qu'il a su convaincre de l'intérêt de l'opération qu'il projette —, trouver les entrepreneurs, se charger enfin de la vente, de la publicité, de la gestion parfois, voilà toutes les tâches du promoteur.

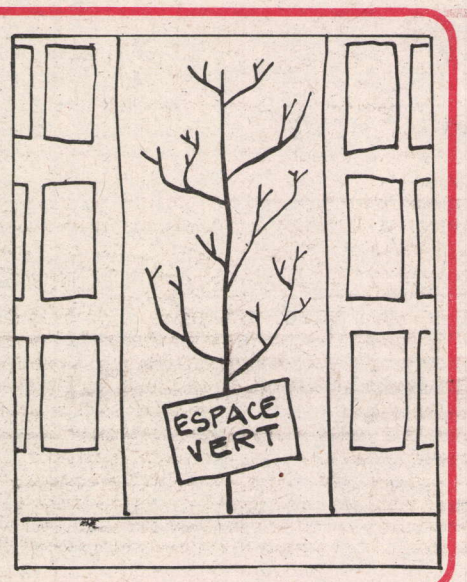
Dans les années 1950-1960, à l'époque où la pénurie de logements était telle que l'on pouvait construire et vendre à peu près n'importe quoi, il suffisait de disposer de quelques capitaux et de se lancer dans la construction, même sans avoir aucune compétence en la matière. Ce fut la période où des fortunes énormes se constituèrent dans la jungle de l'immobilier, ponctuée d'autre part de faillites et de nombreux scandales. A l'heure actuelle, une réglementation est intervenue afin de garantir un tant soit peu les clients contre les escroqueries. De grandes banques d'affaires dominent l'immobilier et se sont faites promoteurs par l'intermédiaire d'une kyrielle de sociétés qu'elles contrôlent. C'est le cas de la Banque de Suez et de l'Union des Mines, de la BCT, de l'UCB, de la Banque Rothschild, de la Banque de Paris et des Pays-Bas (Paribas). Cette dernière, dans le simple domaine immobilier, contrôle et finance de multiples sociétés de promotions.

Espaces verts

Au sein de son univers de béton, tout ce qui rattache le citadin à la nature ce sont de parcimonieux « espaces » qui ont bien du mal à rester verts. A Paris, c'est pourtant dans les secteurs les moins favorisés en espaces verts qu'on enregistre la densité de population la plus élevée. Dans certains arrondissements comme le 20e, le chiffre moyen de 1,54 m2 par habitant tombe à 0,07 m2. Les normes de l'OMS préconisent, elles, 10 m2 par personne...

Malgré cela, à La Villette, pour 55 hectares libérés, le projet de jardins n'est que de 15 hectares.

Et il faut encore préciser que les chiffres officiels font figurer les arbres des cimetières, ceux qui bordent les voies rapides et ceux des cours d'écoles au titre des « espaces verts »...



Les travaux d'aménagement des Halles, à Paris. Ce n'est pas un trou. C'est un gouffre à milliards.

Le quartier de la Défense à Paris

... Ce sont de grandes tours représentant 900 000 m2 de bureaux, dont seuls les 3/4 sont occupés ; 40 000 salariés ; un loyer de 800 à 900 F par mois pour un studio plus 200 F de charges mensuelles ; aucun moyen de transport pratique pour relier ce quartier aux banlieues nord et est ; pas une seule crèche ni une seule garderie...

Ce sont aussi et surtout des banques, et puis des cafés. Et puis, bientôt, pour se consoler, une sorte de portrait de Malraux jeune et de Malraux actuellement — selon le moment de la journée et l'ensoleillement — sur un vaste pignon !

dossier URBANISME

l'état devant

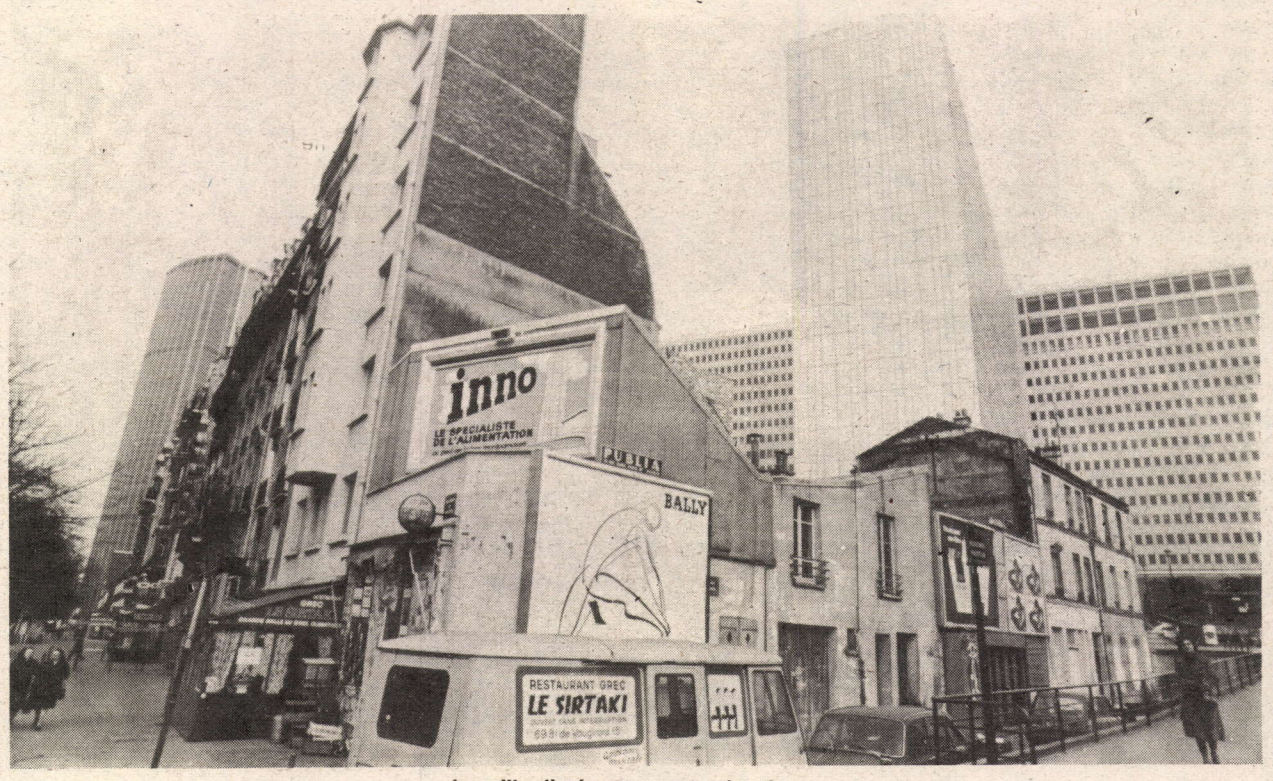
L'État : une impuissance consentie

La ville et l'Etat sont apparus à la même époque dans l'histoire de l'humanité. Le rôle de l'Etat fut décisif dans le développement des villes, en un temps où la grande industrie n'existait pas et où la population restait peu nombreuse. Les travaux d'urbanisme sont des tâches de longue haleine, exigeant une autorité centralisée.

Avec l'ère du capitalisme et l'urbanisation généralisée, l'Etat au contraire n'intervient qu'après coup, pour tenter de corriger par des interdictions les conséquences les plus insupportables de la croissance anarchique des villes, celles qui, par leur excès même, perturbent ou compromettent le fonctionnement du système. Au service de la classe bourgeoise, ce n'est pas pour promouvoir un plan d'ensemble, qui reviendrait à mettre en cause le profit capitaliste et la propriété privée, que l'Etat a commencé d'intervenir en matière d'urbanisme. C'est pour mieux servir ses intérêts généraux. Dès lors, il ne peut s'agir en l'occurence d'orientation volontaire des phénomènes urbains, mais tout bêtement de limitations, de freins, d'adaptation a posteriori, en général afin d'éviter le pire — quand ce n'est pas tout simplement afin d'avoir l'air de faire quelque chose.

C'est le sens de cet « urbanisme des règlements » qui est né en France après la guerre de 1914-1918. Il s'appliquait aux problèmes d'alignement, de hauteur, de « zonage » (affectation de quartiers déterminés à un but précis : habitat, commerces, etc.). Fondamentalement, la législation actuelle ne fait rien de plus. Ce qui ne l'empêche pas d'être d'une complexité incroyable. Les obligations qu'elle institue, comme le permis de construire par exemple, sont accompagnées de tellement de possibilités de dérogations que, pour les gros constructeurs, elle n'est qu'une formalité. Qui plus est, l'intervention de l'Etat revient même bien souvent à aider ces derniers : lorsque par exemple il viabilise et équipe, aux frais du contribuable, des terrains qui permettent ainsi aux promoteurs de trouver des acheteurs ou des locataires pour des logements plus coûteux. Dans des zones entières, c'est ainsi l'Etat qui prend en charge la partie non rentable de l'opération.

La nouvelle loi sur l'urbanisme, qui vient d'être discutée à l'Assemblée, n'apporte de ce point de vue rien de nouveau. Mais elle fait en tout cas s'agiter un bon nombre d'intérêts : à peine le projet était-il déposé que 350 amendements étaient déposés par les députés !



La ville livrée aux promoteurs.

la loi sur l'urbanisme : un exemple

Dans le but de protéger les sites, le projet prévoit de regrouper les constructions dans certains secteurs délimités, tandis que le reste de la zone sera déclaré inconstructible. Or, pour chaque secteur et zone, est précisé ce qu'on appelle un coefficient d'occupation du sol (COS) qui indique l'importance de la construction autorisée : pour 1 000 m2 de terrain, par exemple, il peut être autorisé de construire 50 m2, 100 m2, 200 m2. Mais le terrain qui, avec la réforme, sera déclaré inconstructible, possède également un certain COS. Et le petit propriétaire qui, hier, pouvait construire une maison de 50 m2 de plancher au sol sur son terrain, ne pourra plus rien construire demain. Par contre, la réforme lui laisse la possibilité de revendre son droit de construire les 50 m2 à un propriétaire qui, lui, a la chance d'avoir son terrain situé dans la nouvelle zone constructible.

Si cette mesure, appelée « transfert des COS » était décidée, il y a fort à parier que, sous prétexte de préserver les espaces verts et d'arrêter l'urbanisation sauvage, elle favoriserait la spéculation dans les zones dites constructibles, les pressions et tractations diverses et la concentration des fameux « droits de construire » entre les mains des plus fortunés et des gros promoteurs.

la nouvelle loi foncière

Dans le dédale de cette législation, deux mesures principales peuvent être retenues.

La première instaure « un plafond légal de densité » (PLD). Son objet est d'introduire une certaine rationalité dans la construction d'immeubles qui s'implantent au gré des promoteurs, sans tenir compte de l'environnement et détruisant souvent sites et paysages par des hauteurs disproportionnées. Mais ce PLD ne va pas jusqu'à déterminer les hauteurs à ne pas dépasser dans ces zones considérées. Il se contente de prévoir les sommes que devront verser les promoteurs s'ils veulent bâtir plus haut. Cela accroît le coût de la construction, bien sûr, et bien sûr également le prix de vente des appartements, car aucun promoteur n'entendra faire les frais de la réforme.

La seconde mesure importante de cette loi foncière réside dans le droit de préemption donné aux communes, afin de leur permettre d'acquérir à un prix « non spéculatif » les immeubles et terrains mis en vente. Ce droit de préemption n'intervient pas sur tout le territoire de la commune. Il concerne les zones dites « d'intervention foncière » (ou ZIF). Mais au-delà du jargon législatif, ce droit de préemption, qui devait donner plus de liberté aux communes, dépendra dans son application des moyens financiers de la commune, des intérêts politiques et économiques qui entreront en jeu, sans parler des dérogations déjà prévues et de la manière dont seront déterminées ces nouvelles « zones d'intervention foncière ».

Education

Le ministère de l'Education nationale envisage de construire, à Paris, sur des terrains appartenant à l'Observatoire de Paris.

Rien de spécial à en dire ? Pourtant, ces projets portent atteinte à des espaces verts prévus par le « Plan d'occupation des sols » de Paris. En outre, les constructions prévues seront situées dans le périmètre de protection de 500 mètres de l'Observatoire, classé monument historique.

En matière de respect des sites et monuments historiques, les constructeurs n'ont jamais été très scrupuleux. Mais, lorsque c'est le ministère de l'Education nationale qui donne l'exemple...

● MARNE-LA-VALLEE

La ville nouvelle de Marne-la-Vallée n'est pas à proprement parler une ville, mais un immense espace de 1.500 hectares, dans lequel devaient se développer quatre zones d'urbanisation, avec chacune un « centre urbain » et englobant de nombreuses communes actuelles. Le Schéma directeur prévoyait 550.000 habitants au total à Marne-la-Vallée en l'an 2000, avec 80 % d'emplois sur place.

Mais jusqu'à présent, la ville nouvelle de Marne-la-Vallée ne touche que 5.000 personnes au total, dont une bonne partie sont des travailleurs du Bâtiment employés à construire des immeubles dont rien ne prouve qu'ils seront utilisés.

Les dépliants vantent « le site et les équipements », mais les équipements promis n'arrivent pas.

Le rôle de Marne-la-Vallée dans le Schéma directeur, qui était de rééquilibrer la région parisienne à l'est, semble bien compromis !

« Pourquoi êtes-vous venue habiter ici ?

— A cause du prix : nous avions un loyer de 1.000 F là où nous habitions. Ici, nous payons 1.100 F, mais le logement est à nous ; c'est une accession à la propriété.

— **Où travaille votre mari ?**

— A la Thomson-CSF. Il a une heure quinze de transports pour y aller.

— **Comment résolvez-vous le problème des commissions ?**

— Nous y allons tous les samedis en voiture. Nous faisons le marché pour la semaine et il faut surtout ne rien oublier sinon nous avons 4 kilomètres à faire. Il a fallu acheter un congélateur... »

la ville

les villes nouvelles

Voici onze ans que le Schéma directeur de la région parisienne posait le principe et la nécessité des villes nouvelles, pour faire face à l'explosion démographique qui avait suivi la fin de la guerre et surtout pour tenter de maîtriser la croissance démesurée et désordonnée des grands centres urbains, Paris en tête.

Les pouvoirs publics décidèrent donc la création de ces villes nouvelles dans les zones suburbaines relativement peu peuplées entourant la capitale et quelques grandes métropoles régionales. Ces villes, au nombre de cinq en région parisienne, sont Marne-la-Vallée (à l'est), Melun-Sénart et Evry (au sud-est sur la Seine), Saint-Quentin en Yvelines (au sud-ouest) et Cergy-Pontoise (au nord-ouest). En province, quatre villes sont en cours de construction : Lille-Est, Vaudreuil (près de Rouen), L'Isle-d'Abeau (près de Lyon) et Etang-de-Berre (à proximité de Marseille).

En une décennie, neuf villes nouvelles ont donc vu le jour, même si certaines d'entre elles ressemblent plus encore à d'immense chantiers qu'à des villes constituées.

Si les promoteurs qui ont reçu leur part de gâteau ont construit au plus vite immeubles collectifs (dans le centre) et nouveaux villages (ensembles de maisons individuelles situés à la périphérie), l'infrastructure sociale, les équipements collectifs, les transports et les emplois n'ont pas suivi.

Sur le plan des transports, les villes nouvelles sont encore souvent reliées (et très mal) seulement à la ville (Paris, Lyon, Lille, etc.) près de laquelle elles se trouvent. Les « transversales » routières ou ferroviaires sont inexistantes. A l'intérieur

même de ces villes, les transports en commun, onze ans après, sont encore quasiment inexistants. Les écoles, les gares, les postes sont souvent construites plusieurs années après qu'un nouveau quartier a été créé et habité. Quant aux emplois, l'objectif officiel d'assurer sur place 80 % des besoins des nouveaux habitants est loin d'être atteint. Pour les seules villes nouvelles de la région parisienne, le Conseil économique et social prévoit un déficit de 57.000 emplois pour la fin du VI[e] Plan, alors que ces villes ne comptent encore guère plus de 150.000 habitants au total (600.000 sont attendus d'ici 1985).

Les gouvernements successifs de la V[e] République se sont donné trente ans pour créer de vraies villes nouvelles. Au tiers du chemin, celles-ci apparaissent déjà comme ce qu'elles risquent de devenir : de gigantesques villes-dortoirs satellites de Paris, Lyon ou Marseille. Des villes sans vie sociale réelle (il suffit de les parcourir pour s'en convaincre) malgré la décision d'installer dans chacune d'elles un centre officiel « d'animation urbaine » !

● TRAIN-FANTOME

Cergy-Pontoise avait misé tout son développement ultérieur sur la promesse officielle d'une liaison rapide avec Paris par aéro-train. On avait même fait l'impasse sur la création d'emplois locaux, en comptant sur ce moyen de transport vers les emplois parisiens. Las ! l'an dernier, les pouvoirs publics, malgré de nombreuses protestations, ont décidé d'ajourner la construction de cette desserte rapide. Cela aura tout de même permis à certains de faire de bonnes affaires, aux promoteurs notamment.

● UN FROMAGE POUR LES PROMOTEURS

A Saint-Quentin-en-Yvelines, on retrouve les sept plus grandes entreprises nationales de construction qui se sont taillé la part du lion. Tandis qu'à Evry 2 (le centre d'Evry) le terrain est entièrement occupé (ou peu s'en faut) par Construction La Hénin (filiale de la Banque de Suez), la Banque de Paris et des Pays-Bas la Banque Vernes, la Banque Commerciale de Paris et la Société de Gestion Immobilière et Mobilière. Toujours à Evry, c'est Balkany (le tristement célèbre constructeur de la Grande Borne à Grigny 2) qui s'est occupé du Centre commercial.

● UN URBANISME DE FAÇADE

Le journal **Paris-Normandie** du 30 mars consacre plus d'une page et demie à ce qu'il appelle **« l'expérience témoin du quartier Grammont »**, avec interview de diverses personnalités, dont Lecanuet, maire de Rouen. Il s'agit de « rénover » les logements de la Sablière et de la rue Contre-Moulins. Dans ce quartier, de nombreux habitants viennent des ex-bidonvilles de Rouen et ont été relogés, donc regroupés là. C'est un quartier marqué par la misère et la violence.

Lecanuet explique dans sa longue interview que 25 millions vont être utilisés pour donner à cette zone un aspect plus agréable, en modifiant les façades et en implantant des espaces verts. C'est bien de façade dont il s'agit dans cette opération d'urbanisme-bidon, dictée par des soucis électoraux.

l'architecture...

L'architecture reflète les mœurs, les goûts et les préoccupations des diverses classes dominantes à travers l'histoire. Parvenues à leur apogée, certaines d'entre elles ont produit des agglomérations qui sont des témoins précieux de la culture et de l'art auxquels elles avaient donné le jour : villes de la Renaissance italienne, Cordoue et Grenade en Espagne, anciennes cités des empires indiens au Mexique...

En fait, pendant des siècles, l'architecture s'est réduite à édifier des palais, des hôtels particuliers, des monuments. Même le percement d'avenues était conçu dans une perspective monumentale.

Si ce qui caractérise, au point de vue architectural, les anciennes cités occidentales, ce sont les palais, les cathédrales et les châteaux. La bourgeoisie n'a, elle, pu accoucher, comme symboles dans ce domaine, que de gares, grands magasins, halles et usines. Les villes bourgeoises sont des temples en l'honneur de l'industrie et du commerce. Presque toutes convergent vers un centre qui est commercial et les réussites restent des œuvres isolées. Les riches marchands de la Russie des Tsars, qui faisaient édifier à grands frais leurs demeures, exigeaient des architectes l'imitation pure et simple des styles du passé. Ce qui n'est pas sans faire penser à ces milliardaires américains qui, à une époque plus récente, se faisaient construire des villas dans le style de la Renaissance italienne et achetaient en Europe des vieilles statues, calvaires et fontaines, pour en orner les jardins !

C'est dans le domaine des techniques que l'on doit chercher les progrès amenés par la civilisation industrielle. Et ce sont justement ces progrès qui, en permettant notamment l'industrialisation du Bâtiment, ont jeté les bases pour un habitat et un cade urbains satisfaisants pour le plus grand nombre.

La fabrication des poutrelles de fer, permettant de remplacer le bois des charpentes, inaugura vers 1840-1850 l'ère de l'architecture métallique, symbolisée en France par la fameuse Tour Eiffel, du nom de l'ingénieur qui la construisit. Ere suivie depuis le début du XX[e] siècle par celle du béton armé, dont Brasilia est l'illustration la plus spectaculaire. Ces innovations ont permis de résoudre dans le sens de la hauteur le problème du logement et du travail de milliers de gens sur les surfaces restreintes du centre des cités d'affaires, comme à New York.

Malgré d'impressionnants progrès sur le plan technologique, de toutes parts, les architectes-urbanistes restent pris dans le piège de la société capitaliste. Ils se heurtent, du moins lorsqu'ils ont des velléités novatrices, aux puissances d'argent, au problème de la commande. L'art de l'architecture et de l'urbanisme n'est pas un art comme les autres : pour sa réalisation, il exige que de gros moyens soient mis en œuvre, et c'est l'Etat qui en dispose, chichement d'ailleurs en général. Seuls quelques-uns y ont accès.

Quand c'est le cas, leurs résultats ne peuvent tout de même pas aller loin. Lorsqu'Emile Aillaud construisit l'ensemble de la Grande Borne, il ne put bien entendu à aucun moment décider des moyens de liaison, des types de commerce, ni de leur emplacement, des édifices collectifs ni de l'implantation des lieux de travail. Tout fait défaut pour mettre au point une conception globale satisfaisante et l'architecte « innove » seulement au niveau des gadgets : il varie la disposition des fenêtres des divers immeubles, leur couleur, etc.

A son apogée, l'art urbain des bourgeois a donné Manhattan, quelque chose de monstrueux même si cela ne manque pas de grandeur, dans un Etat qui avait des moyens. En France, en 1976, il donne des pignons de tours ornés de décorations, et c'est tout.

...ET LES ARCHITECTES

Les architectes seraient actuellement en France environ 8.600, dont à peu près 4.000 à Paris. Pour eux, comme pour les médecins, sévit une sorte de « mandarinat » incarné par un Ordre, datant de 1942, qui représente la corporation auprès du gouvernement. Autant dire qu'il est difficile pour beaucoup d'architectes d'avoir accès aux grosses commandes de l'Etat, qui est le premier client. La moitié d'entre eux d'ailleurs vivent de travaux et de réparations à petite échelle. Et ce sont les gros cabinets — certains regroupent 200 architectes — et les hommes de renom qui en bénéficient.

Les étudiants en architecture de l'Ecole des beaux-arts à Paris (qui sont d'ailleurs en grève depuis début mars) ont à faire six ans d'étude après le bac, et il est question de leur ajouter un quatrième cycle de deux ans : c'est un des motifs de leur mécontentement. Ils réclament d'ailleurs également que l'école soit accessible aux non-bacheliers.

Même avec le portrait de Rimbaud sur leur pignon, les « blocs » de l'ensemble de la Grande Borne n'ont vraiment rien de très nouveau...

dossier URBANISME

la ville, demain...

une autre société une autre ville

Dans une autre société, où il aurait la possibilité de faire des choix en la matière, l'homme rejettera-t-il la ville, la vie urbaine ?

Dans l'URSS des années 20, qui vit se développer, à défaut de logements dans l'immédiat, bon nombre de plans et de projets de toute sorte, les « désurbanistes » prônaient un système qui aurait consisté à disséminer usines et habitat à travers l'ensemble du territoire.

Mais, à supposer que la grande industrie moderne, une fois largement éparpillée de par le monde, resterait à même d'assurer les bases matérielles du développement de l'humanité, il manquerait tout de même les richesses affectives, morales, culturelles, intellectuelles, qui ne peuvent être le fait que de regroupements importants d'êtres humains.

C'est la ville qui a vu naître art et culture. Lieux privilégiés d'échanges, de rencontres, pendant des siècles les grandes villes ont été des pôles d'attraction pour les hommes. C'est de la ville que venait toute nouveauté. C'est dans les villes que se font les révolutions.

L'homme est un animal social. Et ce n'est que dans le milieu urbain que ce caractère s'affirme pleinement. Nul doute donc que l'homme de demain sera, au contraire des siècles précédents, avant tout un homme de la ville.

Car la société socialiste aura résolu, au niveau économique, la contradiction entre les villes et les campagnes. L'agriculture complètement industrialisée aura délivré les hommes des servitudes liées à la terre et aux climats et elle sera en mesure de pourvoir à leurs besoins sur le plan alimentaire de façon industrielle et néanmoins appétissante — même si, en raison de nos habitudes, nous avons du mal à l'imaginer de nos jours.

Comment se traduira sur le plan de l'urbanisme la restitution d'une partie importante du globe à la nature, il est impossible de le prévoir. Des utopistes, dont les phalanstères et les Icarie n'étaient que des îlots privilégiés de vie heureuse, aux socialistes, comme l'anglais William Morris pour lequel l'Angleterre sous le socialisme serait un vaste jardin parsemé de magnifiques demeures « aux poutres apparentes », on ne s'est pas fait faute d'essayer de l'imaginer. A l'heure actuelle, où la possibilité matérielle de libérer le sol de l'agriculture n'est plus une utopie, bien rares sont les architectes, les urbanistes qui formulent des projets à ce niveau. Ou alors ils évoquent par exemple des villes entières surélevées très haut dans l'espace, sur des sortes de pilotis d'acier que la technique permet de rendre quasiment aériens. Si cela libère le sol, c'est la vue du ciel qui paraît dans ces projets bien compromise !

En fait, c'est en vain que l'on peut chercher parmi les projets architecturaux, même dans ceux qui se veulent d'avant-garde, des conceptions correspondant à un avenir social débarrassé du capitalisme et de l'exploitation. Les architectes restent prisonniers des normes bourgeoises et il n'y a à cela rien d'étonnant. Ils accordent une large place aux quartiers administratifs, aux quartiers d'affaires. Certains continuent de prévoir des logements à part, plus luxueux que ceux de la majorité. Et les plus caricaturaux vont même jusqu'à prévoir des abris anti-atomiques, quand ce ne sont pas des « villes-taupes » qu'ils imaginent de construire sous terre.

Dans les airs, sous la terre, resserrée tout en hauteur ou largement répandue à la surface du sol, la ville de demain devra en tout cas satisfaire à un critère numérique : trop petite, l'agglomération reste étroite et humainement pauvre ; trop grosse, elle écrase l'homme et étouffe son épanouissement. Mais la détermination du nombre optimum sera du ressort des heureux mortels qui connaîtront la vie sous le socialisme.

De même, ils se préoccuperont sans doute de la manière la plus satisfaisante de concilier deux impératifs apparemment contradictoires : le besoin d'isolement, d'intimité, que peut éprouver légitimement tout être humain, et le goût pour la vie collective, qui sera unanimement répandu. Au niveau de l'habitat, c'est un des problèmes sur lesquels se penchent des architectes dès aujourd'hui, car l'irrationalité des tâches domestiques individuelles (alimentation, blanchisserie, etc.) est parfaitement évidente, avec le gaspillage social qu'elle signifie. D'une manière plus générale, la société socialiste développera tout ce qui peut être service public, collectif, pour ne laisser au domaine de la vie privée que ce qui lui revient dans la vie de toute être humain. Le logement sera alors sans doute aux antipodes aussi bien de la maison individuelle close sur elle-même que des phalanstères-casernes à emploi du temps uniforme projetés par certains architectes, comme Kouzmine, en URSS, à la fin des années 20.

Le parlement de Brasilia : la coupole de gauche, c'est le Sénat. Celle de droite, inversée, c'est la Chambre des députés. (Ph. UPI)

Brasilia est-elle le prototype de la ville de l'avenir ? Il est légitime d'en douter.

La partie la plus célèbre de cette ville est constituée par les bâtiments publics : une perspective immense organisée autour de non moins immenses gratte-ciel et des deux coupoles du Sénat et du Parlement. En matière de zones résidentielles, ce sont des blocs, appelés « quadra », quartiers autonomes de 3 000 habitants.

Mais cette ville monumentale est conçue pour l'automobile et le simple piéton se trouve écrasé par les masses de béton qui servent de décor bien plus que de « cadre de vie » réel. Au point de vue architectural, Brasilia reste considérée comme une création audacieuse. Mais c'est finalement une ville-monument, dans laquelle la vie humaine ne « prend » pas.

Elle était destinée à devenir la capitale administrative et politique du Brésil. C'est en 1957 que le président Kubitschek en confia la réalisation aux architectes Lucio Costa et Oscar Niemeyer, disciples de Le Corbusier. En trois ans, à marches forcées, elle devint une réalité, alors qu'il avait fallu acheminer les premiers matériaux par avion sur les lieux. C'est qu'il s'agissait d'une énorme opération politique de prestige.

Et si le résultat, grandiose mais inhumain, reflète bien ce type de préoccupations, il est de toute façon d'autant plus choquant qu'il se situe dans un pays où par ailleurs des millions d'êtres s'entassent dans des bidonvilles qui comptent parmi les plus sordides du monde.

On peut lire...

— La cité à travers l'histoire **(Lewis Mumford) : un gros livre, très instructif...**

— La cité de l'An 2000 **(Michel Ragon) : datant de 1968, ce livre, abondamment illustré, fait le point sur « ce qui se fait de plus révolutionnaire » en matière d'architecture.**

Et surtout :

— Nouvelles de nulle part : **« l'utopie » du socialiste anglais William Morris.**

— Ville et révolution, **d'Anatole Kopp : architecture et urbanisme dans l'URSS des Années 20.**

la ville d'aujourd'hui, demain

Le premier des problèmes que posent les grandes villes actuelles — les déplacements domicile - travail — pourra recevoir très rapidement une solution dans la société de demain par la simple diminution considérable de la durée du travail et l'organisation rationnelle de la production dont les lieux pourront dès lors être situés relativement loin des zones d'habitation, de loisirs, d'études ou de sport, sans que cela constitue une gêne. D'ailleurs des révolutions techniques prévisibles dans le domaine des moyens de transports, en même temps que leur organisation rationnelle dans le but de servir la collectivité, contribueront à résoudre ce problème. Et l'homme pourra alors consacrer une partie importante de sa vie à son épanouissement culturel, physique, affectif.

Un plus haut niveau de culture et d'humanité permettra sans aucun doute à tous de considérer les problèmes les plus divers d'un œil tout à fait nouveau. Aussi la question de savoir ce que cette humanité jugera bon de préserver de nos villes actuelles, dans quelle mesure elle décidera de créer du neuf, ne peut être posée avec nos yeux et nos jugements d'aujourd'hui qu'avec la plus grande circonspection. Mais il est peu probable que cette humanité voudra raser tous les témoignages de sa préhistoire. Un de ses premiers problèmes sera bien plus probablement au contraire de s'affranchir des normes et critères esthétiques que des siècles de sociétés de classes lui auront légués.

Car il en est en matière d'esthétique comme en matière de morale et de mœurs : leur transformation ne suit qu'avec retard les plus profondes transformations sociales.

NON AUX EXPULSIONS

Travailleurs français, immigrés même patron même combat !

NON AUX EXPULSIONS !

Vendredi, à la veille du long week-end de Pâques, les hommes de Poniatowski sont intervenus à l'aube dans les foyers Sonacotra de la région parisienne. Ils ont pénétré, revolver au poing, dans les chambres des résidents : fouilles, injures, brutalités. Seize personnes ont été ainsi amenées de force, conduites au commissariat, puis pour la plupart embarquées, sans autre forme de procès, dans un avion qui les a reconduites dans leur pays d'origine.

Qu'avaient-ils fait ? Rien. Du moins rien qui tombe sous le coup de la loi pour les citoyens français. Ils avaient simplement levé la tête. Ils étaient délégués des grévistes dans ces foyers où, depuis plusieurs mois, les occupants sont en lutte contre les loyers excessifs et un règlement intérieur répressif. Eh bien, la police française vient de donner à la direction de la Sonacotra un sérieux coup de main.

Mais si cette expulsion manu militari est évidemment destinée à mettre un terme à la grève des loyers dans les foyers Sonacotra, elle est aussi un avertissement du gouvernement à tous les travailleurs émigrés qui voudraient se mettre en lutte pour telle ou telle revendication ou mener telle ou telle activité politique. C'est ainsi que, dans l'Hérault, quatre ouvriers agricoles marocains ont été expulsés après qu'on a trouvé sur eux leur carte d'adhérent CFDT. C'est ainsi encore que plusieurs dizaines de Pakistanais ont été expulsés sans bruit la semaine dernière (85 a précisé Poniatowski à l'Assemblée nationale).

Ce sont-là des faits graves, des faits qu'aucun travailleur ne peut laisser passer sans réagir. Ce que Poniatowski est en train de faire par la menace, par la force, par la répression délibérée, c'est tenter d'intimider tous les travailleurs émigrés, pour qu'ils renoncent à revendiquer, à s'organiser, à participer aux luttes des travailleurs. S'il y parvient, c'est toute la classe ouvrière qui s'en trouvera affaiblie, car les travailleurs émigrés forment une fraction importante de la classe ouvrière de ce pays.

Et ceux qui, par inconscience ou par racisme, croient que cela ne les concerne pas et qu'après tout le départ forcé de quelques travailleurs émigrés n'est pas une mauvaise chose car cela ferait du travail pour les chômeurs français, font la pire des erreurs.

Aujourd'hui, Poniatowski s'en prend aux travailleurs émigrés parce que, dans l'état actuel des choses, ce sont les plus vulnérables à l'arbitraire policier. Mais son coup de force vise toute la classe ouvrière.

Aujourd'hui Poniatowski se débarrasse des prétendus « meneurs ». Demain, s'il obtient ce qu'il souhaite, tous les travailleurs le paieront, les Français comme les émigrés. La police dans les foyers, c'est la police contre les ouvriers ; la police intervenant dans une grève des loyers, c'est la police au service des sociétés qui expulsent chômeurs et pauvres gens, c'est la police au service des patrons.

Il ne faut pas l'accepter. Il importe d'intervenir tout de suite et massivement. L'indignation de tous doit s'exprimer haut et fort.

Les travailleurs, tous les travailleurs, qu'ils soient français ou émigrés, doivent participer à toutes les protestations, à toutes les actions envisagées, à la manifestation prévue samedi à Barbès, à Paris, par le Comité de coordination des foyers en grève, mais aussi à toutes les actions locales qui peuvent être organisées. Partout il faut protester et opposer aux manœuvres de Poniatowski, qui mise sur la division, un front uni des travailleurs solidaires. Il faut empêcher le renouvellement de telles expulsions, il faut faire reculer le pouvoir. C'est possible.

Manifestation de travailleurs contre les expulsions (SIPA)

DANS LES FOYERS SONACOTRA LA LUTTE DES RÉSIDENTS CONTINUE

Malgré la brutalité de l'intervention policière et les expulsions, la grève des loyers continue dans les foyers Sonacotra.

Le gouvernement croyait peut-être qu'il suffisait d'expulser de supposés meneurs pour donner un coup d'arrêt au mouvement. Mais il n'en a rien été. Après un bref moment de désarroi, la prolongation du mouvement jusqu'à satisfaction a été adoptée au cours d'assemblées générales dans la plupart des foyers. Dès samedi matin, une manifestation de quelque six cents personnes allait protester à Nanterre, devant le consulat. A Saint-Denis dimanche matin une autre manifestation, partie du foyer Romain-Rolland fut rejointe par un groupe d'une centaine d'étudiants et, quand elle traversa le marché, elle grossit de plusieurs centaines d'habitants de Saint-Denis.

Les résidents dans les diverses assemblées générales ont décidé de ne modifier en rien leur plate-forme revendicative et refusent d'entamer toute négociation foyer par foyer. Et cela malgré les manœuvres de l'Amicale des travailleurs algériens et malgré aussi les manœuvres des responsables du PCF, qui sont partisans de négociations foyer par foyer.

Ce jeudi 22 avril on est encore sans nouvelles de cinq des seize travailleurs immigrés arrêtés vendredi pour être expulsés. Parmi eux, deux travailleurs marocains, Mohammed Hassan Souiff et Hamed Akmouche, ainsi que l'étudiant tunisien Rida Gouya, blessé à Nanterre au moment de son arrestation.

Des dizaines d'autres travailleurs impliqués dans le mouvement de grève sont menacés officiellement ou officieusement de poursuites.

Un groupe d'avocats multiplie les démarches juridiques. Et pour les travailleurs déjà expulsés qui ont déjà reçu leur notification d'expulsion, des procédures de recours en conseil d'Etat ont été entamées.

C'est qu'en fait, le Comité de coordination est et reste la véritable direction du mouvement. Depuis le meeting du 21 février, qui fut un succès, il bénéficie de la confiance des résidents des foyers, d'autant plus que les délégués démocratiquement élus soumettent leurs interventions à l'ensemble des résidents. Et jusqu'à présent toutes les tentatives faites par l'Amicale des travailleurs algériens et par le PCF pour contester le Comité de coordination ont tourné court.

Désormais, pour l'ensemble des résidents, il faut continuer jusqu'à satisfaction. Ils comptent pour cela sur l'appui des travailleurs français et espèrent que la manifestation du samedi 24 sera un succès.

Quant au Comité de coordination, il lance un appel à tous ceux qui veulent soutenir la lutte des résidents des foyers, afin qu'ils participent à l'activité de Comités de soutien dont il souhaite la création autour de chaque foyer en grève.

Les réactions à la Polymécanique à Pantin

A la Polymécanique, lorsque nous avons appris l'expulsion d'un de nos camarades, un Marocain qui était régleur sur machines et dans l'entreprise depuis cinq ans, ce fut pour ses camarades les plus proches à la fois la stupeur et un sentiment de révolte, surtout parmi certains travailleurs émigrés.

Les syndicats FO et CGT ont informé l'ensemble du personnel par des affiches au panneau et aux heures de sortie des équipes et de la normale. Ils ont fait une prise de parole pour informer et inviter les travailleurs de l'usine à protester. D'une part en faisant une délégation à la préfecture de la Seine-Saint-Denis, délégation restreinte dans les faits à moins d'une vingtaine de personnes. D'autre part en invitant à participer au rassemblement à la mairie de Saint-Denis à 18 h 30, invitation à laquelle il faut bien dire que moins d'une dizaine de personnes ont répondu. Les travailleurs n'y sont pas allés. Beaucoup d'émigrés probablement par crainte ; beaucoup de Français par manque de conscience de l'importance de cet événement, quand ce n'était pas simplement par hostilité aux étrangers en général, comme le prouvent quelques réflexions entendues ici ou là.

Le lendemain, la section FO affichait le mot que le travailleur expulsé avait juste eu le temps d'écrire et de glisser à l'un de ses camarades du foyer. C'est d'ailleurs seulement à la lecture de ces quelques mots simples que certains ouvriers ont réalisé de quoi il était question et combien ignobles peuvent être de tels actes.

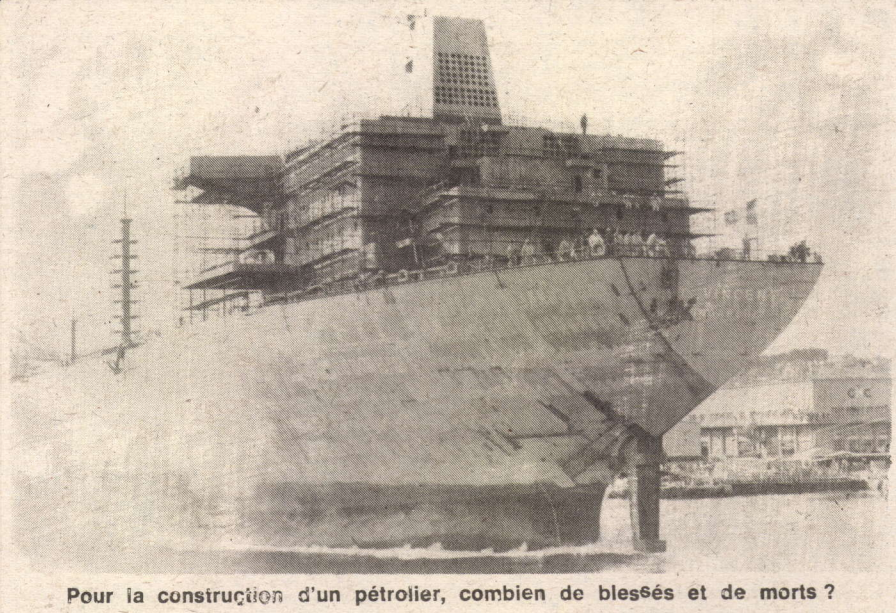
Manifestation du PCF à Saint-Denis

Le Parti Communiste appelait à une manifestation de protestation le mardi 20 dans la soirée à Saint-Denis. C'était la première réaction d'une organisation française et, de ce point de vue, on ne pourrait que que louer la volonté du PCF de réagir au plus vite.

Pourtant, on a pu voir certaines pancartes, notamment de la section PC de Pierrefitte, portant tout simplement : « *le gauchisme conduit à la répresssion* ». C'est une curieuse manière de venir soutenir les travailleurs immigrés en butte à la répression de Poniatowski.

En fait, le PCF avait surtout en vue de démontrer à ses militants et éventuellement aux immigrés, bien que ceux-ci n'aient pas été très nombreux à Saint-Denis mardi, qu'il était le premier à réagir. En l'on a pu entendre certains militants du PCF faire la remarque que, si les gauchistes avaient mis les foyers en grève, maintenant que la police passait à l'attaque, on ne les voyait plus.

Pour les voir, il aurait sans doute fallu que le PCF ait la volonté non pas de faire une démonstration pour lui-même, mais la plus efficace possible pour les immigrés, et donc cherche à y associer tous les courants du mouvement ouvrier. Ce n'était pas le cas mardi dernier.



Pour la construction d'un pétrolier, combien de blessés et de morts ?

Mourir au chantier naval de La Ciotat

Mourir à 26 ans, après une longue agonie de huit jours, voilà ce qui est arrivé à un jeune ouvrier, Michel Xiberas, au chantier naval de La Ciotat. Il est mort le 14 avril, l'accident avait eu lieu le 8 avril.

C'est alors qu'il contrôlait et faisait des retouches dans le ballast d'un bateau gazier que ce travailleur a été affreusement brûlé. Transporté au service des brûlés à Marseille, il a été amputé des deux jambes et est mort huit jours après.

L'accident n'est pas un hasard, car la peinture employée est terriblement explosive. Mais en plus, dans les ballasts, les gaz s'accumulent et il suffit d'un rien pour que tout explose et tout s'enflamme. Et le pot de peinture qu'il tenait à la main a transformé notre camarade en véritable torche vivante.

Au chantier, la sécurité, c'est seulement sur les affiches qu'elle existe. On travaille tous les uns sur les autres, on ne peut pas tourner la tête sans recevoir des coups d'arc provoqués par l'appareil à souder. On soude, on découpe avec des chalumeaux, à quelques pas des peintres, des électriciens, des autres travailleurs.

En huit mois, cela fait le troisième mort au chantier naval de La Ciotat. Chaque jour, une centaine de travailleurs sont plus ou moins gravement blessés au travail.

USINOR-DUNKERQUE

Les travailleurs des Hauts fourneaux : des morts en sursis ?

Mercredi 14 avril, vers 22 h 30, alors que l'équipe de nuit avait pris son poste depuis une heure et demie, un accident technique s'est produit au Haut fourneau n° 2. Trois cents tonnes de fonte et de laitier (déchets) en fusion se sont écoulées par une percée du blindage qui s'était produite dans le bas du fourneau, se déversant sur le plancher de coulée puis dans la halle au niveau du sol sur la voie ferrée qui sert habituellement à acheminer les poches de fonte vers l'aciérie. Un réseau de circulation d'huile a également pris feu, des câbles électriques furent endommagés.

C'est une chance qu'il n'y ait pas eu d'explosions et que des travailleurs (en particulier ceux du service Mouvement, qui actionnent les wagons) ne se soient pas trouvés sur les lieux à ce moment-là.

Or le HF2 venait d'être remis en route depuis huit jours lorsque cet accident s'est produit. Il avait en effet été arrêté pendant près de cinq mois pour réfection complète. Mais on avait omis — par économie ? — de refaire le blindage du bas, qui a cédé la nuit dernière.

Les incidents techniques aux Hauts fourneaux ne se comptent plus. Il y a trois semaines, quatre travailleurs étaient gazés ; il y a deux mois, une explosion se produisait au HF4 ; le lendemain de l'accident au HF2, c'est-à-dire le jeudi 15 avril, à la relève, une coulée torrentielle de fonte fit déborder les poches et s'écoula pendant plus de trois quarts d'heure dans la halle, soudant deux wagons aux rails.

Pour les travailleurs des Hauts fourneaux, côtoyer ainsi la mort est devenu une habitude, mais une habitude qu'on ne peut accepter de prendre une habitude contre laquelle il faut réagir et lutter.

Correspondant LO.

Snecma-Hispano (Bois-Colombes)

Les tartuffes

A la Snecma-Hispano, il y a un mois, le directeur de la production pondait une note intérieure où il annonçait que l'alcool était interdit, qu'il y avait risque de renvoi et demandait à la maîtrise de couper court à ces **« mauvaises habitudes que les travailleurs prennent maintenant régulièrement ».**

Et aussitôt c'était la chasse dans les ateliers et certains chefs s'en donnaient à cœur joie et cassaient les bouteilles.

La raison de cette mesure prise par la direction, c'était qu'elle voulait supprimer les rassemblements avant l'heure du repas. Chacun trouvait la direction drôlement hypocrite.

Mais vendredi 16 avril, à partir de 12 heures, le téléphone a fonctionné : il y avait quelque chose à voir dans un nouvel atelier. Et rapidement les travailleurs, dont certains délégués, sont venus aux nouvelles. Pendant trois quarts d'heure, cela a été un défilé continuel de travailleurs qui venaient voir ce qui se passait.

Mais que se passait-il ? Toute la direction était là : le directeur de la production, le directeur de la fabrication, le directeur des magasins, du contrôle, et bien d'autres étaient réunis autour d'une caisse de champagne et de petits gâteaux.

Le directeur de la fabrication était chargé de dresser la table, de sortir les bouteilles, les petits gâteaux, les verres et, bien sûr, de fermer la grande porte coulissante, avant d'avoir mis en travers une grosse machine. Une petite porte servait à faire rentrer cette smala. Et tout ce beau monde se pressait par deux ou trois autour de la table, le verre à la main.

Un de nos camarades, militant à la CFDT, alerté également, arrive et rentre dans cet atelier et, montrant du doigt tous ces joyeux directeurs, leur dit : **« Vous buvez, c'est interdit, il y a un règlement intérieur ».** Le directeur des magasins et des méthodes outillages essaye de le faire sortir : **« Monsieur, sortez, nous sommes ici sur notre temps de repas ».** Le délégué : **« Je ne tiens pas à rester ici plus longtemps. Mais avant de partir, je veux vous dire que vous avez tous un avertissement ».**

La trentaine de travailleurs qui étaient à la porte et qui avaient entendu jubilaient.

La fête avait été gâchée et petit à petit la crème d'Hispano sortait sous une haie d'honneur.

Correspondant LO.

COLLEGUES ET COLLECTES

Au congrès de l'Union départementale CGT du Puy-de-Dôme, en réponse à la demande d'aide des travailleurs d'Amisol qui, à une quarantaine, occupent leur usine depuis décembre 1974, le congrès a appelé à une collecte. Petit à petit, des syndicats présents ont versé quelques sommes, sous forme de chèque : un total de l'ordre de 2 000 à 3 000 F.

Par contre, une autre collecte, décidée également en plein congrès, cette fois pour offrir une ... voiture à un permanent qui, après dix ans de travail dans la CGT, a décidé de réintégrer son entreprise d'origine, a très rapidement apporté plus d'un million. Sans avoir consulté les syndiqués, les délégués présents faisaient des chèques de 1 000 F, 500 F, 200 F, etc.

Après l'accident de Clérieux des travailleurs de Gévelot occupent le Siège

Occupation du Siège de Gévelot par une délégation syndicale, le jeudi 15 avril 1976.

A la suite de l'accident de l'usine de Clérieux, qui a fait finalement six victimes, puisque l'une des ouvrières gravement blessées lors de l'explosion est décédée quelques jours plus tard, une trentaine de travailleurs des cartoucheries de Valence et de Clérieux sont venus à Paris, jeudi 15 avril, pour manifester au Siège. Les délégués et quelques travailleurs de la région parisienne se sont joints à eux et c'est à près de 70 qu'ils se sont regroupés devant le Siège, avec une banderole « Halte aux assassinats ». **Aux cris de** « Gévelot assassin », **ils sont montés dans les étages. Le président du conseil d'administration, Philippe Burnel, par ailleurs vice-président du CNPF, administrateur de Peugeot, SKF, etc., a dû recevoir les manifestants et ceux-ci lui ont dit ce qu'ils pensaient sur les conditions de travail et de sécurité dans ses usines. Ils ont exigé de Burnel un engagement écrit. Celui-ci a promis en particulier que le travail au rendement serait supprimé dans les ateliers de pyrotechnie.**

Cette action a été menée principalement par les délégués. Mais elle a permis quand même de faire connaître un peu plus les scandaleuses conditions d'insécurité dans les usines Gévelot. Et c'est justement pour éviter que le scandale devienne vraiment public que la direction a signé rapidement l'engagement écrit qu'on lui demandait.

Mais sur le plan de la sécurité, Gévelot a un long passif. Pour ne citer que les accidents récents : en janvier 1975, à la MGM (Valence), une ouvrière était tuée à la suite d'une explosion. En octobre 1974, à l'usine de Bruyères (Sèvres), un ouvrier de 19 ans trouvait lui aussi la mort. Et en matière de promesses, les grandes phrases n'ont pas manqué. Alors, les règles qui leur permettront réellement de travailler en sécurité, les travailleurs de Gévelot ont encore à les imposer.

Correspondant LO.

Dijon :

Fin de la grève à Bourgogne Électronique-

Après cinq semaines de grève avec occupation, les ouvrières de Bourgogne Electronique ont repris le travail ce mardi 20 avril. Elles ont obtenu une augmentation de 75 F pour tous à la reprise et 243 F au total sur l'année.

Partie sur des problèmes de classifications à l'initiative des chefs, la grève a rapidement été prise en main par les OS femmes qui ont imposé la revendication d'une augmentation uniforme de 400 F par mois. On est donc loin du compte, mais le moral est intact parce que, précisément, les OS ont le sentiment d'avoir jusqu'au bout dirigé leur grève.

Dès les premiers jours, elles ont massivement participé au Comité de grève, témoignant ainsi leur méfiance aux syndicats qui les avaient lâchées au cours de la dernière grève en 1973. Au début, les syndicats ne voulaient pas participer au Comité de grève. Ils se réunissaient à part et ensuite présentaient leurs décisions au Comité de grève, avant de les faire passer en assemblée générale. C'était pour eux le moyen de diriger la grève dans le dos des grévistes. Après des discussions mouvementées et sous la pression des OS, il a été décidé que les réunions se feraient en commun. C'est ainsi que toutes les décisions ont été prises au sein d'un « collectif » de grève, regroupant les délégués et tout gréviste qui désirait apporter sa contribution active au mouvement.

Tout s'est décidé au grand jour ; les votes ont toujours eu lieu à main levée et un journal mural informait chaque jour des décisions prises la veille.

Cette large démocratie a contribué au dynamisme de la grève où 500 personnes, sur un effectif total de 1 750, ont participé à un moment ou à un autre aux nombreuses activités : piquets de grève, collectes, cantine, films, débats, théâtre, galas... sans compter les actions-surprises de popularisation (blocage du **Mistral,** manifestation à l'ouverture officielle de la Foire de Printemps à Dijon, manifestation au Salon des Composants à Paris...).

Les travailleuses et les travailleurs de la Bourgogne-Electronique dans les rues de Dijon.

Mais là où la présence des grévistes s'est fait le plus sentir, c'est à la table des négociations. Les grévistes y ont imposé la présence d'une douzaine d'observateurs, ce qui a donné beaucoup de tenue et de dignité à l'équipe de négociateurs : aucune collaboration, mais des ripostes au coup par coup aux nombreuses attaques de la direction lors de la dernière semaine :

— Dimanche 11, après douze jours de silence, elle provoque des négociations brutalement, espérant échapper au contrôle des observateurs, moins mobilisés à l'usine ce jour-là. Peine perdue : les négociateurs s'en remettent à l'assemblée générale du lendemain matin.

— Mercredi 14, voulant brusquer les choses (car si, toute la dernière semaine, le vent était à la reprise, les grévistes ne semblaient cependant pas pressés de rentrer dans les ateliers), la direction pose un ultimatum : elle revient sur toutes ses propositions si les grévistes n'évacuent pas l'usine dans les trois heures qui suivent pour reprendre le travail le lendemain matin à 5 heures... Les négociateurs, avec l'appui de 50 grévistes, ripostent par la séquestration des membres de la direction qui passent la nuit sur place !

— Enfin vendredi matin, alors que la reprise semble acquise pour mardi 20, de bonne heure, avant que les grévistes soient trop nombreux, elle fait investir l'usine par 50 chefs. Après le premier moment de surprise passé, les grévistes leur ont laissé l'usine en riant de leurs mines pas rassurées et ce sont eux qui ont dû passer leur week-end de Pâques à garder les bâtiments... Une attaque vraiment gratuite, qui semble relever d'un mouvement d'affolement de la part de la direction !

La reprise s'est donc faite dans la bonne humeur. L'assemblée générale prévue à 9 heures pour le jour de la reprise a rassemblé 700 personnes, qui ont fait le bilan de la grève : si ce n'est ni une victoire ni une défaite sur le plan des revendications, c'est un beau succès sur le plan de la grève elle-même. Toutes et tous y ont beaucoup appris et se connaissent mieux. Des liens d'amitié et de solidarité se sont noués et resteront. De nouvelles compétences se sont révélées : c'est une gréviste qui a organisé les piquets de grève jour et nuit (auxquels participaient une majorité de femmes) ; ce sont les grévistes qui ont assuré 200 à 250 repas par jour à la cantine. Elles se sont ainsi aperçues qu'elles s'en tiraient à meilleur compte que le gérant et, à peine rentrées dans les ateliers, elles revendiquent déjà l'abaissement du prix des repas de la cantine ! Voilà qui augure bien de l'avenir !

en lutte

Mercredi 14 avril

TRAITEMENT DES RESIDUS URBAINS - région lilloise : 250 des 556 salariés de cette entreprise, qui collecte les ordures ménagères des 800.000 habitants de la communauté urbaine de Lille, poursuivent la grève qu'ils ont déclenchée la veille. Ils réclament 5 % d'augmentation des salaires et une cinquième semaine de congés payés.

ATELIERS MECANIQUES DU CENTRE - Clermont-Ferrand (400 salariés) : les travailleurs, en grève depuis le début du mois, ont repris le travail ce jour avec une prime de 100 F et une majoration des primes d'ancienneté et de congé.

ATELIERS DE CONSTRUCTION DU CENTRE - Clermont-Ferrand (600 salariés) : les travailleurs, en grève depuis le 10 avril, poursuivent leur mouvement. Ils réclament entre autres la fixation d'un salaire minimum de 1.650 francs.

Jeudi 15 avril

FILATURES DE LA VOLOGNE - Laveline (Vosges) : les grévistes ont repris ce jour le travail, après un mois de grève. Les 540 salariés n'ont obtenu qu'une augmentation de la prime d'assiduité, qui passe de 20 à 50 F par mois.

GROUPE MALAKOFF : plus de 1.000 salariés de cette caisse de retraite complémentaire de la métallurgie, soit trois établissements sur Paris et cinq antennes régionales, poursuivent la grève entamée le 12 avril pour appuyer des revendications salariales : 3,4 % d'augmentation et 200 F de plus pour tous.

Vendredi 16 avril

ETERNIT - Prouvy (Nord) : les 1.500 ouvriers de cette entreprise de matériaux de construction poursuivent la grève entamée deux jours plus tôt pour obtenir une amélioration des salaires, une révision du temps de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite, l'augmentation des primes.

ONET ET ALSACIENNE - Aéroport d'Orly : les quelque 300 salariés de ces entreprises de nettoyage poursuivent leur grève. Ils réclament une augmentation des salaires, la revalorisation de la prime de panier et la création d'équipements sociaux au bénéfice des mères de famille, dont certaines, employées la nuit, sont obligées d'emmener leurs enfants au travail.

Samedi 17 avril

AEROPORT DE MARSEILLE : les hôtesses d'accueil, les agents du bureau de piste et le personnel du garage de l'aéroport de Marseille-Marignane se sont mis en grève illimitée. Les hôtesses réclament la suppression de leur contrat de travail « limitant à l'âge de trente ans leurs activités ». Les agents du bureau de piste et le personnel du garage réclament la revalorisation de leurs salaires.

Mardi 20 avril

ST DUPONT (Gillette) - Faverges (Haute-Savoie) : les gendarmes mobiles ont fait évacuer l'usine qui était occupée depuis le 11 mars par des grévistes. Le 29 mars, une ordonnance du tribunal d'Annecy avait requis l'évacuation. L'entreprise, qui fabrique des briquets de luxe, emploie 819 personnes. La grève avait été déclenchée en raison de l'application de l'accord national des classifications de la métallurgie.

Mercredi 21 avril

SAUNIER-DUVAL - Nantes : les salariés de l'entreprise, en grève depuis un mois, se sont prononcés pour la poursuite de la grève, à une forte majorité. Saunier-Duval emploie 1.200 personnes.

CENTRE DE TRI PARIS-BRUNE : les travailleurs se sont mis en grève pour s'opposer au « démantèlement » de ces services.

Lille

Des éboueurs en lutte expliquent

Depuis neuf jours aujourd'hui, les éboueurs de la communauté urbaine lilloise, qui représente 800.000 habitants, sont en grève. Nous sommes allés discuter avec les éboueurs à leur piquet de grève.

« Quelles sont vos revendications ?

5 % d'augmentation, une cinquième semaine de congé, amélioration des conditions de travail. (...) Nous sommes payés au forfait, huit heures par jour, mais le travail augmente sans cesse. En deux ans, le tonnage que l'on charge chaque jour a presque doublé et l'on a toujours huit heures pour le faire. On voudrait donc que les tournées soient raccourcies. On fait aujourd'hui 15 ou 20 kilomètres, c'est trop avec l'augmentation du tonnage.

Quel est le salaire actuel des ouvriers ?

Un releveur gagne 8,63 F de l'heure, un chauffeur 9,83 F. Nous faisons encore 48 heures une semaine sur deux, 40 heures la semaine suivante. Payer 48 heures pour un releveur, cela ne fait pas 2 000 F.

Comment organisez-vous votre grève ?

C'est la CGT qui organise la grève, la CGC et FO sont contre. Les ouvriers sont en grande majorité grévistes ; employés et cadres n'y sont pas. Au début, on ne faisait que des piquets de grève. Mais maintenant on occupe pour qu'aucun camion ne puisse sortir.

Quelle est l'attitude de la direction ?

Elle ne veut pas négocier sur les salaires et les congés ; car elle dit que cela ne dépend pas d'elle mais de la convention collective au plan national. Depuis qu'on occupe, elle ne veut plus discuter de rien. Elle nous a tout juste envoyé un huissier.

Mais votre employeur, qui est-ce ?

C'est une compagnie privée, la TRU (Traitements des résidus urbains) qui travaille pour toute la communauté urbaine.

Avec la population, vous n'avez pas de problème ?

Non, ça va, on explique aux gens et ils comprennent. Il y a un service de sécurité pour les hôpitaux par exemple : on voulait les faire fonctionner, mais la direction préfère s'en charger avec des non-grévistes.

Au neuvième jour de grève le moral est-il toujours bon ?

Pas de problème, on tient. Il n'y a pas de défections, pas un camion ne sort. »

(Ph. A.F.P.)

Bordeaux

Aux usines Dassault la production est à zéro

Depuis le 24 mars, avec la montée à Paris Saint-Cloud de délégations, les usines Dassault sont en grève.

A Dassault-Martignas, le mouvement commençait au début du mois de mars avec des débrayages d'une demi-heure le matin et l'après-midi. Des réunions avaient lieu pour discuter des revendications : semaine de 40 heures au lieu de 43 h 30, l'indemnité de transport, P2 au bout d'un an d'ancienneté.

Actuellement la production est à zéro. Tout le personnel des ateliers est en grève ainsi que le contrôle et le bureau de dessin. Seule la comptabilité n'est pas en grève puisque sur 68 personnes, six seulement ont rejoint le mouvement.

Un comité de lutte, créé à l'initiative de la CGT, organise chaque jour les activités : défilés dans l'usine, jeux, etc.

Mais ce sont les organisations syndicales qui, au niveau de l'ensemble du mouvement, décident. La CGT est largement majoritaire.

Et l'occupation de l'usine n'a pas été décidée. Les grévistes entrent chaque matin dans l'usine, ils assurent une production de six minutes et y passent la journée.

Depuis le 24 mars, où toutes les usines Dassault se sont mises en grève pour la valeur du point à 15,40 F l'ambiance de fête qui règne à Martignas, a gagné l'usine de Mérignac.

Et, avec les manifestations qui doivent avoir lieu dans toutes les villes où il y a des usines Dassault, le moral est au beau fixe.

Correspondant LO.

Lyon

Grève des transports en commun

Mercredi 21 avril, quatorzième jour de grève pour les travailleurs des Transports en commun lyonnais : pas un bus n'est visible en ville. La grève est totale et dans les dépôts les piquets de grève sont vigilants.

Que demandent les travailleurs des Transports en commun lyonnais ? Les dimanches travaillés payés double, prime de nuit à 20 francs au lieu de 12 F, prime de vacances égale à un demi-mois de salaire, paiement des jours de grève. La direction à ce jour a cédé à une partie des revendications. Elle propose un jour de congé supplémentaire pour quatre dimanches, une prime de vacances de 250 F, une majoration des salaires de 2,5 % à 3,5 %, la prime de nuit à 16 F et enfin indemnité de reprise égale à 60 pour cent des pertes de la grève.

Les syndicats semblent maintenant vouloir aller vers la reprise du travail. FO a proposé un vote à bulletins secrets par dépôt et la CGT n'a rien trouvé de mieux que d'appeler aussi à ce vote.

Les employés des TCL ont fait, dans chaque dépôt, un vote à bulletins secrets et il y a eu une large majorité pour la continuation de la grève. Ils n'acceptent pas les miettes proposées par la direction.

Une assemblée générale aura lieu jeudi soir à 16 heures, à la Bourse du travail.

Rouen

La SNCF contre le droit de grève

A Rouen, suite à la grève du 22 au 28 mars, la SNCF nous a envoyé des 7 P 1 (demandes d'explications écrites qui sont suivies de sanctions en général). Ceci en prétextant le fait que nous n'avons pas déposé le préavis de grève prévu par la loi de 1963.

D'habitude, ceci peut entraîner un blâme inscrit au dossier et une retenue de 10 F sur la prime. Cette fois-ci la direction régionale est allée plus loin en envoyant un deuxième 7 P 1 à des militants syndicaux et à quelques gars combatifs, en leur reprochant plus particulièrement d'avoir occupé les locaux. C'est une nouvelle atteinte au droit de grève.

Les syndicats ont manifestement envie de ne rien faire. Ils nous disent qu'il faut attendre les sanctions et se contenter de remettre les feuilles de 7 P 1 aux responsables syndicaux.

Mais si la SNCF veut réellement prendre des mesures répressives, il s'agirait de se mobiliser d'urgence pour préparer une riposte.

Correspondant LO.

CAPIMMEC EN GRÈVE

A la CAPIMMEC, caisse de retraites complémentaires (trois établissements à Paris), pour la première fois, 60 % du personnel présent, c'est-à-dire plus de 500 personnes, sont en grève depuis le 12 avril pour une augmentation de salaire : 3,4 % plus 200 F par mois pour tous.

Tout a commencé par un débrayage à l'appel de la CGT et de la CFDT qui, pour la première fois, ont fait l'unité sur une revendication salariale et nous ont demandé de les soutenir pendant leur entrevue trimestrielle avec la direction sur les salaires.

Quand les syndicats nous en ont apporté le résultat, 3,20 %, il n'était plus question pour nous de remonter dans les bureaux et, devant notre mécontentement, les syndicats ont appelé à la grève.

Tous les jours l'ensemble des grévistes des trois établissements se rejoignent au Siège et, pendant les heures de travail, nous occupons le hall d'entrée, malgré le manque de place et de confort, ainsi que les couloirs des trois étages de la direction, ce qui nous permet d'interpeller ou de huer les directeurs quand ils sortent de leurs bureaux. Entre temps : guitare et chansons.

Après trois jours de grève, nous sommes assez nombreux à penser qu'on pourrait obliger le directeur à reprendre les négociations avec les syndicats et nous allons frapper à sa porte. Il dit « Entrez » : nous sommes 80 ! Entouré de grévistes et pressé de questions, il n'est pas très fier. C'est alors que les syndicats jugent bon d'intervenir en nous ordonnant de quitter le bureau du directeur, ce qui n'est pas fait de bon gré et beaucoup d'entre nous sont écœurés par cette intervention. Les syndicats choisissent d'ailleurs d'étouffer cet « incident » et la grève continue comme avant.

Mais ils avancent que, pour avoir les quatre jours de week-end de Pâques payés, il faut reprendre le travail vendredi après-midi et mercredi matin.

Vendredi après-midi nous sommes remontés dans les bureaux en chantant les chansons de la grève et bien décidés à ne pas en rester là ! Et ce n'est pas la note de service de la direction, affirmant qu'elle aurait des « attentions particulières » pour les non-grévistes, qui nous a fait changer d'avis.

Et le mercredi 21 avril dans l'après-midi, les grévistes des trois établissements se sont retrouvés à nouveau nombreux à occuper le hall.

LIVRES_LIVRES_LIVR

Cosmic connection ou l'appel des étoiles

de Carl Sagan

Il s'agit de la traduction française d'un ouvrage de vulgarisation paru en 1973. L'auteur, Carl Sagan, est professeur d'astronomie et de sciences spatiales à l'université de Cornell (USA). Avec un humour qui ne faiblit pas au fil des pages, Carl Sagan nous fait effectuer un long voyage dans le système solaire, puis dans la galaxie, en montrant bien à chaque occasion les problèmes qui se posent aux astrophysiciens, comment ils les résolvent... ou ne les résolvent pas, ce que les explorations spatiales ont apporté de décisif à notre connaissance de l'univers et quelles sont les prochaines étapes que nous aurons à franchir.

Le livre est centré autour du problème de la vie dans l'univers, sur son origine comme sur la possibilité de trouver des êtres vivants, voire conscients, ailleurs que sur la Terre. Tout en restant relativement accessible pour le profane peu familier des notions astronomiques, l'auteur aborde tous ces problèmes avec rigueur et esprit critique. Ce qui ne l'empêche pas, d'ailleurs, de laisser parfois libre cours à son imagination, mais toujours dans le cadre des théories physiques admises aujourd'hui. Au passage, il règle magistralement leur compte à tous les affabulateurs férus d'OVNI remplis de petits hommes verts.

Un livre qui se lit avec plaisir et qui fait le tour des découvertes récentes dans le cosmos.

Alain LEMART.

Cosmic connection, ou l'appel des étoiles, **de Carl Sagan - Ed. du Seuil.**

je craque de Guy Bedos

Guy Bedos commença la rédaction de ce livre en juin 1974, après une dépression nerveuse : d'où le titre. Le sujet, c'est Guy Bedos raconté par Guy Bedos. Car, comme il le dit lui-même (et, comme souvent, on se demande si c'est une blague, la réalité, ou les deux), quand il ne parle plus de lui, il s'ennuie. Le résultat, c'est un livre d'un intérêt inégal (parce que Guy Bedos n'est pas forcément un sujet aussi passionnant pour le lecteur que pour lui-même), parfois irritant (en particulier quand il s'étend sur ses « problèmes » d'artiste de gauche qui gagne beaucoup d'argent), mais qui globalement se lit avec plaisir, parce qu'on y retrouve le même humour que dans les sketches qui ont rendu leur auteur célèbre.

Et cela d'autant plus que c'est un homme généreux, sensible à l'injustice, que l'on découvre à travers ces pages.

Fils de pieds-noirs, il a quitté l'Algérie très jeune, en 1949, avec sa famille. Mais il était assez âgé cependant pour avoir été révolté par le racisme de certains Français en Algérie — celui de sa famille, par exemple — et c'est à l'âge de 8 ans, à la vue d'un ouvrier arabe blessé dans la scierie de ses parents, qu'il a « *ressenti* (ce qu'étaient) *la bêtise, l'indifférence, ...le mépris absolu, celui qui va jusqu'à nier l'existence même d'une catégorie d'individus, le racisme de peau, le racisme de classe... Et la souffrance. Et la rage. Et la révolte.* » Il sait à ce moment-là qu'il ne sera pas dans le camp de ceux qui exploitent les autres et en tirent vanité.

Politiquement, il est « de gauche ». Avant tout d'ailleurs parce qu'il est contre la droite et que cette société, « *bête, méchante et implacable* », il faut la changer.

A ajouter qu'à la fin du livre sont reproduits quelques-uns de ses sketches, ce qui ne fait qu'ajouter au plaisir de la lecture.

Marianne LAMIRAL.

Je craque *de Guy Bedos. Ed. Calmann-Lévy. 35 F.*

Nous, travailleurs licenciés

par une équipe de sociologues

Ce livre est le résultat d'une enquête faite par des sociologues auprès de travailleurs licenciés, dans une usine de Saint-Etienne (dont les auteurs volontairement taisent le nom), pour des raisons de réorganisation, en 1964.

Si certains chapitres sont intéressants (principalement ceux dans lesquels les travailleurs parlent de « leur » usine, des luttes qu'ils avaient menées pour imposer un rythme de travail plus convenable, de la camaraderie entre compagnons de travail...), malheureusement, une bonne moitié du livre est consacrée aux réflexions de ces sociologues qui découvrent que la condition ouvrière, ce n'est pas drôle tous les jours et qui, dans leur langage, analysent le « traumatisme » subi par les ouvriers licenciés.

Bref, si ce livre avait été réduit de moitié, se contentant de reproduire les témoignages des travailleurs, le lecteur n'y aurait rien perdu, au contraire. Il reste intéressant à titre de témoignage.

Marianne LAMIRAL.

Nous, travailleurs licenciés. *Coll. 10/18.*

Tuer les jeunes ?

D'ANTOINE MARCILHACY

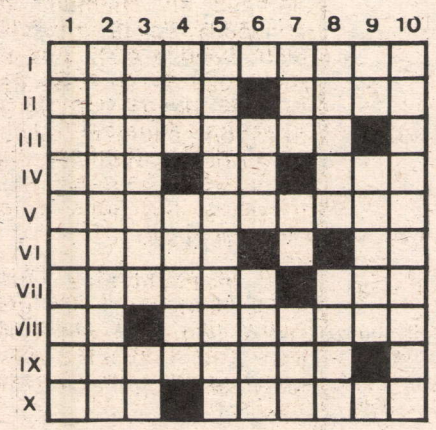
Le 3 octobre 1975, le tribunal de Beauvais condamne à mort Bruno T., âgé de 18 ans au moment du jugement, pour avoir assassiné une vieille dame dans des conditions atroces.

C'est cette condamnation à mort d'un garçon de 18 ans qui est le point de départ du livre de Marcilhacy. Mais si le livre s'ouvre sur la description d'une exécution capitale (deux pages qui sont en fait le meilleur réquisitoire contre la peine de mort) et sur le cas de Bruno, ce n'est pas en fait, comme on pourrait l'imaginer, pour faire le procès de la peine de mort. Plus que la peine de mort, le sujet du livre c'est en effet tour à tour — et d'ailleurs dans le désordre — la délinquance juvénile, l'appareil judiciaire, la vie dans les grands ensembles, etc. Et même si les intentions de l'auteur sont généreuses, même si l'on ne peut que souscrire à sa dénonciation de l'hypocrisie d'une société qui prétend juger les délinquants qu'elle fabrique, l'auteur s'en tient à un tel niveau de généralités que son livre, qui est pourtant présenté comme un réquisitoire passionné, apparaît comme bien plat, peu convaincant, et en fin de compte inintéressant.

Jean-Jacques LAMY.

Tuer les jeunes ?, **d'Antoine Marcilhacy - Ed. Tema - 30 F.**

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Mettent en place. — II. Liés - Originaire. — III. Réprimées en public. — IV. Pour faire la peau - Contracté - Il manque d'ombre. — V. Le pape leur fait des ennuis en ce moment. — VI. Volatil rare - Le début et la fin de tout. — VII. Rafraîchit ou échauffe, selon le cas - On y réglait ses comptes. — VIII. Au centre de Nice - Elle tend à niveler. — IX. Vernie. — X. D'un auxiliaire - Très unis.

VERTICALEMENT. — 1. On la prend pour agir. — 2. Elles sont souvent à l'origine du 1 vertical. — 3. Flotte - Au bout de la nuit. — 4. Terme de jeu - Lainage. — 5. Donneras un sérieux coup de balai. — 6. Travaille manifestement - Ce n'est pas une vache espagnole. — 7. Au fond du pot - Négation - Direction brouillée. — 8. Ville allemande - Commun au vers et au verre. — 9. Points cardinaux - C'est la mode. — 10. Métal (pluriel).

TELE_TELE_TELE_TE

Aux Dossiers de l'écran :

Les gladiateurs doivent-ils avoir une conscience professionnelle ?

Le thème de l'émission des Dossiers de l'écran du mardi 20 avril était la boxe. Du fait de la présence du boxeur, le débat a surtout été centré sur l'abandon de Max Cohen lors du récent match de championnat du monde qui l'opposait à Valdès. Le studio était tapissé des articles de la presse, qui dans l'ensemble stigmatise « le lâche abandon » ou la « désertion » de Cohen, qui avait levé la main en signe d'abandon sous l'avalanche des coups de son adversaire.

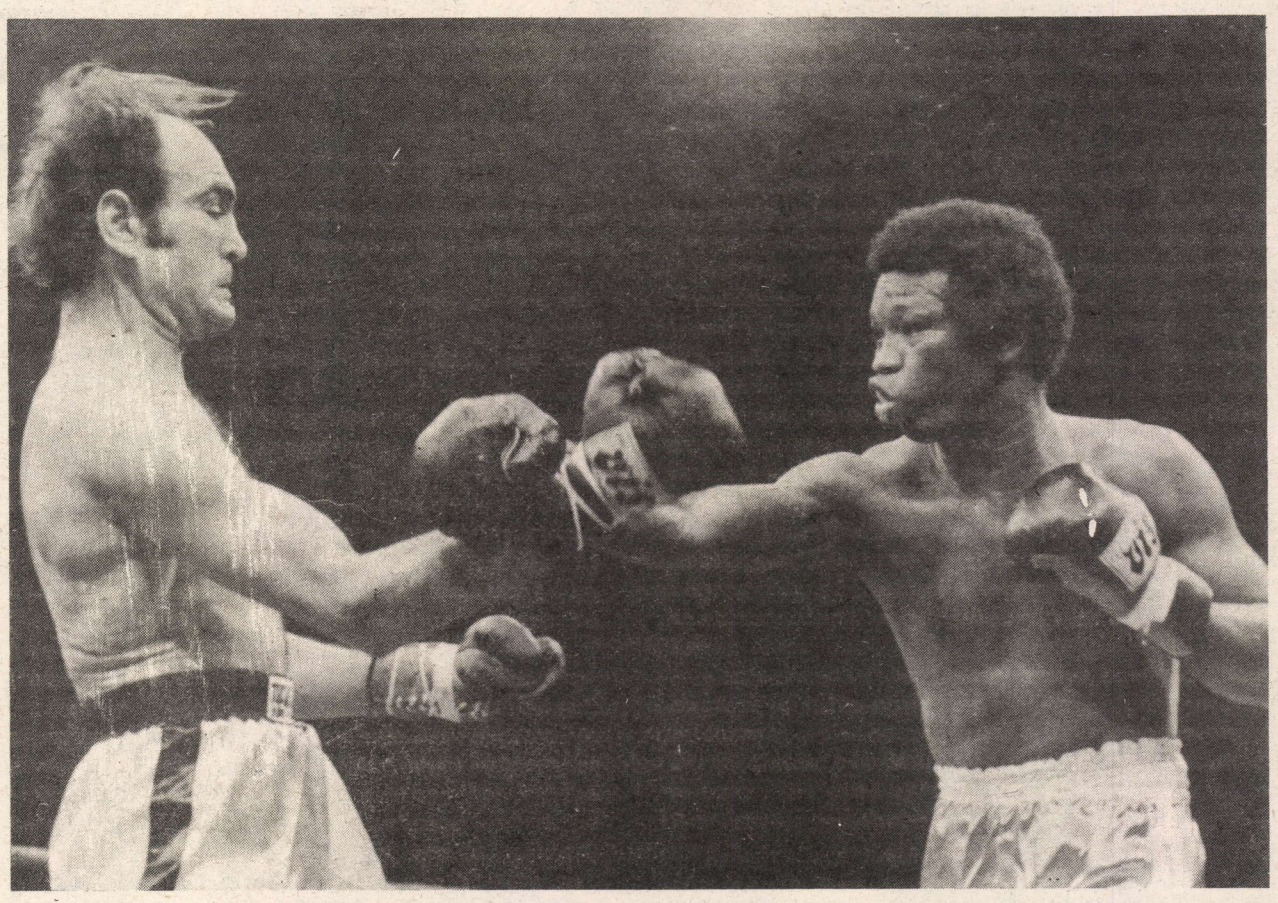
Il ne s'est pas trouvé beaucoup de participants au débat pour reprendre à leur compte ces reproches, qui reviennent à exiger d'un boxeur qu'il risque sa vie pour le spectacle. Mais la quasi-totalité des journalistes, des entraîneurs, managers, arbitres, responsables de fédération présents s'accordaient pour reconnaître à la boxe une grande tenue morale, sinon même une « haute valeur éducative ». Et tous ces messieurs, qui n'avaient pas tous la face déformée par les coups des boxeurs, laissaient entendre qu'il était quand même dommage que Cohen ne soit pas allé plus loin. Presque tous s'accordaient pour affirmer que la corruption des milieux de la boxe professionnelle, présentée dans le film de Wise Nous avons gagné ce soir, **n'était plus qu'une légende. Seuls René Barjavel — avec une désinvolture parfois gênante — et Besson de** l'Humanité **adoptaient une attitude plus critique vis-à-vis du « noble art ».**

Le fond de la question, ce sont les réflexions de deux invités, qui représentaient les « spectateurs » et étaient liés au milieu du show-business, qui l'ont mis en lumière. Ces messieurs ce sont plaints carrément de ne pas en avoir eu pour leur argent lors du match Cohen-Valdès. Cohen, voyez-vous, en abandonnant, « n'avait pas rempli le contrat que lui demande le public ». **Or l'un d'eux avait payé sa place 65 000 AF.**

Alors, vous pensez, pour ce prix là, il était prêt à se battre jusqu'au dernier souffle... de Cohen.

C'est ça la boxe : deux hommes qui se battent, pour le plaisir sadique de ceux qui peuvent payer.

Alain LEMOINE.



Le match Cohen-Valdès, le 29 mars dernier où Cohen a abandonné lors du quatrième round. (Ph. AFP)

THEATRE

Le "Mai du Théâtre"

dans le Nord Pas-de-Calais

La province se considère, à juste titre, comme particulièrement démunie (ne serait-ce qu'en comparaison avec Paris) sur le plan de la culture et des spectacles de qualité.

Aussi faut-il saluer l'initiative d'organiser dans douze villes du Nord et du Pas-de-Calais un « Mai du Théâtre ». Pour cela, le Théâtre de la Salamandre a invité le TNP et le Théâtre du Soleil. Ces troupes présenteront entre le 21 avril et le 2 juin plusieurs spectacles que l'on n'avait guère vus ailleurs qu'à Paris.

Parmi ces pièces, outre La dispute **de Marivaux et** La vie de Jean-Baptiste Poquelin, dit Molière, **il faut signaler** L'âge d'or **(les 21-22-23 avril à Tourcoing) et** Le Tartuffe **de Molière (les 4-5-6 mai à Lille). Ces deux pièces sont tout particulièrement à recommander.** Le Tartuffe **à cause de la mise en scène de Roger Planchon, qui réussit à susciter l'entousiasme de ceux qui croyaient s'être brouillés à tout jamais avec Molière sur les bancs de l'école.** L'âge d'or, **dont le sujet est le racisme, parce que cette pièce, parfois drôle, souvent émouvante, permet aux acteurs du Théâtre du Soleil de faire mouche, de toucher les spectateurs par toute cette chaleur humaine, cette fraternité qu'ils dégagent en scène.**

En regrettant que L'âge d'or **et** Le Tartuffe **ne soient pas joués plus longtemps, on ne saurait trop recommander de se dépêcher de retenir les places dès maintenant. Car il est probable que ces spectacles seront très rapidement complets.**

TOUS RENSEIGNEMENTS : 21, RUE DU TILLEUL, 59200, TOURCOING. TEL. (20) 74-46-19.

Jean-Paul Sèvres "fait l'artiste"

au théâtre de 10 heures

Jean-Paul Sèvres, qui est passé à la fête de Lutte Ouvrière et plus récemment au meeting des objecteurs de conscience, nous signale qu'il passe actuellement au Théâtre de 10 heures, du mardi au samedi à 20 h 15, 36, boulevard de Clichy, dans son nouveau spectacle « **Alors, tu fais l'artiste** », jusqu'au 15 mai.

Sur présentation du journal **Lutte Ouvrière,** la place sera de 10 F au lieu de 15 F.

Avis aux amateurs !

sélection

Samedi 24 avril

FR3 - 20 h - Thalassa, magazine de la mer : **Les pollutions marines.** Un sujet sur lequel il y a beaucoup à dire et à montrer.

FR3 - 20 h 30 - **Cosi fan tutte,** opéra-bouffe de Mozart.

Dimanche 25 avril

TF1 - 13 h 20 - **Le petit rapporteur** de Jacques Martin.

TF1 - 19 h 15 - Les animaux du monde : **la Sologne.**

TF1 - 22 h 15 - **Pour le cinéma,** émission de Frédéric Rossif et Robert Chazals, avec la présentation des nouveaux films.

ANTENNE 2 - 22 h 35 - **Les temps sauvages.** Cette émission nous propose la lecture illustrée des souvenirs de Joseph Kessel, évoquant les premières années de la Révolution russe. Ces souvenirs sont illustrés par des documents d'époque. Les documents méritent peut être d'être vus.

Lundi 26 avril

ANTENNE 2 - 21 h 15 - **L'art sur le vif,** reportage aux USA sur les créations fantaisistes, farfelues et spontanées d'Américains qui, à la manière du facteur Cheval à Avignon, ont construit leur maison avec les matériaux et les idées les plus baroques.

FR3 - 20 h 30 - Film : **La dame dans l'auto avec un fusil et des lunettes,** réalisé par Anatole Litvak. Un suspense habilement construit, qui fait passer l'invraisemblance de l'intrigue, bien filmée.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran ont pris pour thème : **les rumeurs.** Celles qui, à Orléans ou à Amiens, attribuaient aux commerçants juifs d'étranges pratiques. Tout cela est bien entendu faux, mais cela n'empêche pas ces rumeurs de circuler, de s'amplifier, nourries par le fond de racisme et d'antisémitisme qui règne dans certains milieux. Les débats seront introduits par la dernière émission de la série la **Saga des Français,** qui a pour thème : **Les rumeurs d'Orléans et d'Amiens.** Elle fait intervenir les témoins et les victimes de ces affaires.

TF1 - 22 h 40 - De vive voix, émission de Christiane Collanges et Jean Ferniot : **Goûtons voir si le vin est bon.** Les réalisateurs ont invité des auteurs de livres consacrés aux problèmes viticoles et vinicoles, dont Pierre Marie Doutrelant, journaliste au **Monde.** Mais les dirigeants des associations de viticulteurs du Midi n'ont pas été invités, ce qui risque de limiter la discussion à des propos de table.

Jeudi 29 avril

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Grand échiquier, de Jacques Chancel, reçoit de jeunes artistes connus, tel Herbert Pagani, Véronique Sanson, et d'autres qui le sont moins.

TF1 - 22 h 20 - Allons au cinéma, avec des extraits de **Le voyage de noces** de Nadine Trintignant, de **Vincent mit l'âne dans un pré** de Pierre Zucca, etc.

Vendredi 30 avril

FR3 - 20 h 30 - Vendredi, émission magazine. Ce soir : **De quoi avons-nous peur ? La sexualité.** A partir du problème de la sexualité, évoqué à travers des témoignages de jeunes.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Apostrophes : **A bas le travail, vive le travail,** tel est le thème de l'émission qui rassemble divers auteurs qui ont écrit sur le travail.

ANTENNE 2 - 22 h 50 - Ciné-Club : **Association criminelle,** un film de Joseph H. Lewis, dans le style de la série noire américaine.

FILMS_FILMS_FILM

Bonne chance la France

par le collectif « Cinélutte »

Manifestation des grévistes du Crédit Lyonnais, au printemps 1974.

Cinélutte, un collectif de cinéastes, a voulu, au printemps 1974, pendant la campagne électorale des présidentielles, **« aller filmer sur des lieux de lutte : chez les cols blancs en révolte du Crédit Lyonnais, chez les ouvriers de Darboy qui remettaient en route leurs machines ».** Ils ont aussi voulu filmer la droite et sont allés interviewer les supporters de Giscard, dans la permanence de l'un de ses comités de soutien.

L'ensemble est sympathique. La séquence où l'on voit ces messieurs-dames giscardiens du 17e arrondissement expliquer leur action est franchement cocasse... et bien révélatrice de la mentalité des nantis et de ce que sont les électeurs de Giscard. Les images filmées à l'imprimerie Darboy, qu'une minorité des travailleurs de l'entreprise en faillite ont occupée et remise en route, nous font partager les espoirs et les joies d'hommes et de femmes qui ont découvert la solidarité, une autre vie possible... Le récit de la grève du Crédit Lyonnais nous rend bien compte de la jeunesse, de l'enthousiasme et de la gaieté de ce qui fut la plus grande grève des banques que la France ait connue.

Ce qui fait qu'on ne regrette pas l'heure et demie passée à voir ce film... à condition de ne pas en attendre trop. Et en particulier, pour la grève du Crédit Lyonnais, à n'en attendre aucune explication réelle de ce qui fit la force et l'originalité de la grève : la prise en charge de la direction de la lutte par le Comité de grève, un Comité de grève réellement élu et représentatif des grévistes, ce qui permit, en fin de compte, la victoire des grévistes. Car il ne suffisait pas, pour rendre compte de cela, pour rendre compte également des rapports entre les syndicats et le Comité de grève, de répéter plusieurs fois que le Comité de grève dirigeait tout et que la CGT était contre la grève !

Malgré l'absence de ces explications, bonne chance à **Bonne chance la France.**

Sylvie FRIEDMANN.

Ce film est passé très peu de temps au cinéma le 14-Juillet à Paris. Il n'est plus diffusé actuellement, mais sortira très certainement dans de nombreuses salles de maisons de jeunes, etc.

Les œufs brouillés

DE JOEL SANTONI

Voulant redorer son image de marque (les sondages d'opinion indiquent une baisse de popularité), le président de la République fait appel aux bons offices d'un agent de publicité. Celui-ci s'applique donc à « relancer le produit » à l'aide de différents trucs.

C'est ainsi qu'il envoie le ministre des Armées faire un stage en tant que deuxième classe, le ministre de la Santé présider des arbres de Noël dès le 15 octobre, et organise un petit-déjeuner au palais entre le président... et trois éboueurs. Mais, cela ne suffisant pas, le président va alors s'inviter dans une famille-type et emmène le mari, qui possède toutes les caractéristiques physiques pour inspirer confiance aux Français, dans une tournée publicitaire à travers le pays. L'opération réussit : les sondages indiquent une hausse de la popularité du président. Il ne reste plus alors qu'à se débarrasser de ce Français moyen. Seulement, ce dernier s'est pris au sérieux et croit à l'utilité de sa « mission ». Il faudra qu'il se fasse tabasser par les flics pour comprendre que le président et son agent de publicité se sont servis de lui.

Ce film se veut une critique de la démagogie des gouvernants, plus précisément de Giscard. Mais la satire ne va pas bien loin et, finalement, le président n'a pas le mauvais rôle : il apparaît comme un brave homme qui se contente de suivre les conseils du publiciste. Bien que le réalisateur se réfère à des exemples précis, il attaque beaucoup plus les méthodes des agences de publicité que la démagogie présidentielle.

Cela donne une comédie légère, avec quelques bons gags (surtout au début du film), guère mordante sans doute. Mais après tout, puisqu'on rit aux dépens des gouvernants, on rit de bon cœur !

Marianne LAMIRAL.

Police Python 357

D'ALAIN COURNEAU

Le film porte pour titre le nom d'un gros revolver de police, particulièrement puissant et dangereux, avec lequel l'inspecteur Ferrot (Yves Montand) mène la chasse aux voyous et autres voleurs nocturnes dans les églises. Flic de province, dans une ville où rien de bien extraordinaire ne se passe, il va soudain se retrouver pris au piège d'une situation abracadabrante. Jugez-en : il tombe amoureux de la maîtresse de son supérieur, le commissaire Ganay, dont il ignore la liaison. Il va bientôt être chargé par le même Ganay d'enquêter sur le meurtre de la jeune femme.

Très vite, nous savons tout du meurtre. Mais ce film policier qui ne cache rien au spectateur nous tient cependant en haleine d'un bout à l'autre, par les rebondissements nombreux de l'histoire, les réactions imprévues des personnages, le désarroi grandissant de Montand, désigné par de nombreux indices comme l'assassin et qui se bat pour brouiller les pistes qui conduisent jusqu'à lui et trouver le véritable assassin. Et dans cette ville d'Orléans, la vie paisible et faite de routine de chacun des protagonistes se trouve soudain bouleversée. Nous assistons à la panique froide de Ganay qui, à quelques mois de la retraite, est prêt à faire n'importe quoi pour préserver le secret de son crime ; à la complicité de sa riche bourgeoise de femme qui, pour défendre la façade de respectabilité de la famille, prodigue ses conseils à son époux ; à la fougue de Ménard, jeune inspecteur aux dents longues ; à l'angoisse enfin de Ferrot, l'inspecteur à la gâchette facile, qui, chasseur hier, se retrouve dans la situation du gibier.

Cela dit, c'est une histoire qui a les limites de ses invraisemblances. Car elles fourmillent et font perdre bien souvent de leur crédibilité aux événements. Mais le talent des acteurs et le rythme sur lequel se déroule le drame permettent de passer outre.

Lucienne PLAIN.

sélection

L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM
Gaumont Rive Gauche - Hautefeuille - Luxembourg (6e) - Elysée Lincoln - Elysée Point Show, Saint-Lazare Pasquier (8e) - 14-Juillet (11e) - Nation (12e) - Cambronne (15e).

LA CECILIA
Jean-Renoir (9e).

LE JUGE ET L'ASSASSIN
Marivaux (2e) - Studio Alpha (5e) - Publicis Saint-Germain (6e) - Balzac (8e) - Paramount Elysée (8e) - Paramount Montparnasse (14e) - Paramount Orléans (14e) - Paramount Maillot (17e) - Moulin Rouge (18e).

LA PRIME
La Clef (5e).

XALA
Noctambule (5e) - Louxor (10e).

L'ATTENTAT
Studio Bertrand (7e).

DUPONT LAJOIE
Maillot Palace (17e).

L'HORLOGER DE SAINT-PAUL
André Bazin (13e).

L'OLIVIER
Marais (4e).

LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE
Styx (5e).

SPARTACUS
Escurial (13e).

POUR SE DECRISPER

LE SAUVAGE
Argos (2e).

LA FETE SAUVAGE
Marbeuf (8e) - Trois Haussmann (9e) - Studio Raspail (14e).

LE TRAIN SIFFLERA TROIS FOIS
Cinéma des Champs-Elysées (8e).

AUTRES FILMS

L'ARGENT DE POCHE
Saint-Germain Huchette (5e) - Concorde (8e) - Lumière (9e) - Diderot (12e) - Montparnasse Pathé (14e) - Convention (15e) - Clichy Pathé (18e).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU
Capri (2e) - Boul'Mich (5e) - Paramount Odéon (5e) - Publicis Champs-Elysées (6e) - Publicis Matignon (8e) - Paramount Opéra (9e) - Paramount Bastille (12e) - Paramount Gobelins (13e) - Paramount Montparnasse (14e) - Paramount Orléans (14e) - Passy (16e) - Paramount Maillot (17e).

UN APRES-MIDI DE CHIEN
Marbeuf (8e).

LITTLE BIG MAN
Bilboquet (6e).

L'imposition des plus-values

OU EST LE VÉRITABLE SCANDALE ?

Le projet de loi sur la taxation des plus-values présenté par Fourcade à la commission des Finances semble avoir fait l'unanimité contre lui. Et c'est tout particulièrement dans la majorité, y compris chez les Républicains Indépendants, que l'opposition est la plus vive.

Au départ, il s'agissait de taxer les revenus obtenus lors de la revente de biens (valeurs boursières, immeubles, valeurs mobilières, etc.). Jusqu'ici ces revenus échappaient à l'impôt. Et l'importance de la spéculation immobilière montre à quel point cette situation était favorable à certains. Il y avait manifestement là un « oubli » dans la législation, qui permettait à toute une catégorie de spéculateurs de s'enrichir sans payer d'impôts. L'Etat, à la recherche de recettes, a fini par s'intéresser à ce créneau de sa législation fiscale et un groupe de techniciens a été chargé d'étudier un projet de taxation de ces plus-values.

Eh bien, c'est le scandale ! Des spéculateur ? Personne n'en connaît. Par contre, chacun a dans ses connaissances un malheureux chef de famille qui, au prix de maints sacrifices, et parfois à tempérament, a acheté une résidence secondaire, un modeste cabanon, et qui est obligé de le revendre (avec bénéfice) lorsque sa situation devient difficile. Et c'est ce malheureux — disent les députés — que l'on voudrait taxer ! Dans un bel assaut d'hypocrisie, les hommes politiques de la majorité, soucieux de ne pas déplaire à leurs électeurs, surtout après l'avertissement des cantonales, se lamentent sur les modestes contribuables touchés par la réforme.

En fait, le projet Fourcade est déjà le fruit de laborieux compromis. Pour rassurer les possédants le ministre a bien précisé que la loi ne toucherait qu'une toute petite minorité de Français et qu'elle prévoit des tas de dérogations et bien des ententes possibles avec l'administration. Il s'est efforcé de ne toucher ni à l'héritage ni aux biens acquis depuis longtemps, même si leur réalisation par la revente est actuelle. Il a temporisé, parlé de justice. Fourcade a même dû préciser qu'il n'était pas moral que les salariés payent des impôts et pas les spéculateurs. Rien n'y fait. Tout le monde est contre.

Il est bien possible que le projet Fourcade touche plus les petits propriétaires que les gros spéculateurs. Mais ce n'est pas contre ce projet que la majorité grogne, c'est contre le principe même, c'est contre l'idée que l'on puisse s'attaquer aussi peu que ce soit à l'un de ses privilèges, même si ces privilèges sont scandaleux au point qu'un ministre des Finances bourgeois finisse par vouloir les taxer.

Car, si scandale il y a, ce n'est pas dans la taxation des plus-values, c'est dans les plus-values elles-mêmes, c'est dans ce régime fiscal qui considère le salaire comme un revenu et qui laisse le Capital en dehors de l'impôt !

Colette BERNARD.

URSS

Encore deux condamnations d'opposants politiques

Le 16 avril, à Omsk, Mustapha Djemilev a été condamné à deux ans et demi de camp à régime sévère. Djemilev, depuis dix ans, est poursuivi, déporté, emprisonné, parce qu'il défend le droit du peuple tatar, déporté tout entier par Staline au lendemain de la Deuxième guerre mondiale, à regagner la Crimée.

La même semaine, à Moscou, le physicien Andréi Tverdokhelebov a été condamné à cinq ans de déportation, pour avoir, dans le cadre de ses activités pour Amnesty International, **« diffamé l'Etat et la société soviétique »** — en réalité parce qu'il est intervenu à maintes reprises pour défendre les droits des détenus politiques et en particulier ceux de Plïouchtch. Et les autorités soviétiques, par la voie de l'agence Tass, osent sous-entendre que le tribunal a fait preuve d'indulgence, puisque **« le tribunal lui a infligé une peine inférieure à celle qui est prévue, car il a tenu compte du fait que l'accusé n'avait jamais été condamné auparavant » !**

Comme si oser défendre les droits les plus élementaires était un crime !

Mais c'est bien un crime, aux yeux de la bureaucratie qui ne maintient son règne que par la dictature et la répression, que d'oser s'exprimer. Un crime qu'elle punit férocement, systématiquement, et si possible à huis-clos, pour que les condamnations fassent le moins de vagues possible à l'étranger.

Il aura fallu, pour que le procès de Djemilev tienne une bonne place dans les journaux occidentaux, que Sakharov fasse scandale en tentant, à deux reprises, de pénétrer avec sa femme dans la salle du tribunal d'Omsk où se déroulait le procès de Djemilev.

Sylvie FRIEDMAN.

LE PCF ET LA FORCE DE FRAPPE

Louis Baillot, membre du Comité central du Parti Communiste, chargé des questions de la Défense, a démenti les propos qui lui avaient été prêtés par la presse et selon lesquels le Parti Communiste **« prend en compte l'arme atomique ».** La brièveté de cette mise au point, qui ne rétablit d'ailleurs pas les termes exacts des déclarations qu'aurait faites Louis Baillot, est cependant un indice suffisant que, sur cette question de la force de frappe comme sur bien d'autres, le Parti Communiste s'apprête à un retournement de position qui l'amènera à défendre maintenant ce qu'il dénonçait hier.

Cette évolution est logique. D'ailleurs le dernier numéro des **Cahiers du Communisme** écrit : **« La France se doit d'adopter une politique militaire fondée sur les seules exigences de la sécurité du pays et impliquant par conséquent une stratégie permettant de faire face à tout agresseur éventuel, quel qu'il soit ».**

Des dénonciations virulentes de la force de frappe sous De Gaulle au Programme commun de gouvernement qui, en quelques lignes, se contente de condamner la force de frappe stratégique à long rayon d'action, en ignorant toutes les bombes à usage dit tactique que la gauche au pouvoir entend garder, l'évolution de la position du Parti Communiste ne date pas d'aujourd'hui. Mais il restait le plus gros du chemin à faire.

La distension de ses liens avec l'URSS, que le Parti Communiste a accélérée ces derniers mois, ne ratant pas l'occasion de prendre ses distances d'avec Moscou afin de montrer à la bourgeoisie française qu'il est un parti digne de gérer ses affaires, rend possible aujourd'hui ce qui ne l'était encore qu'à moitié hier.

Pour se donner un visage respectable, pour apparaître comme un éventuel parti de gouvernement, le PCF n'a pas d'autre solution que de renier toutes ses positions passées. L'abandon de la faucille et du marteau que Pierre Juquin, autre responsable de ce parti qui se dit encore « communiste », a laissé sous-entendre, en est un autre exemple.

Pour l'élection partielle de Tours, où le candidat communiste est un professeur d'écologie, le PCF a choisi en effet comme symbole un point vert, au lieu de la faucille et du marteau.

Ajoutera-t-il bientôt sur ce vert champêtre, un champignon... atomique ?

Pierre VERNANT.

L'interdiction de l'Aberri Eguna au Pays basque :

JUAN CARLOS SUR LES TRACES DE FRANCO

De graves incidents ont marqué la célébration de l'Aberri Eguna, « jour de la patrie », célébration interdite par le gouvernement espagnol. Un militant de l'ETA est mort au cours d'un accrochage avec la police. Un dispositif impressionnant, avec barrages sur toutes les routes menant à Pampelune, interdisait tout rassemblement de ceux qui, de part et d'autre de la frontière, tentaient de gagner la capitale de la Navarre. De nombreuses interpellations ont été effectuées.

Le gouvernement Navarro ne tolère pas l'agitation et, depuis un mois, un mois et demi, on l'a vu réagir avec violence contre diverses manifestations pour l'amnistie, ou contre des catégories sociales qui revendiquaient, comme les ouvriers du Bâtiment.

D'un côté, pour avoir l'air de se moderniser un peu, il se permet quelques concessions (comme la tenue, à Madrid, du congrès de l'Union Générale des Travailleurs, l'UGT). Mais de l'autre, il poursuit la répression. Il en est des catégories sociales qui revendiquent comme des nationalités qui défendent leurs droits à exister : elles se heurtent aux mêmes interdictions qu'auparavant.

Et, comme avant, face à l'agitation de la classe ouvrière ou à l'opposition des nationalités opprimées, on sort la matraque.

Ce n'est pas sans lutte que les libertés s'arracheront en Espagne.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIÈRE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix 90 F.
pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix 50 F.
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)

CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix 10 F.
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**).

Ci-joint la somme totale de : francs .....
.....

NOM : .....
.....
PRENOM : .....
.....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL : .....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

Imprimerie Graphie-Presses (93 - Aubervilliers) - Responsable de la publication : Michel RODINSON - Diffusé par les NMPP - Commission paritaire n° 46450